



Investir dans les populations rurales

Burkina Faso

Programme d'Appui et de Promotion du Secteur Privé en Milieu Rural (PASPRU)

Rapport de supervision

Rapport principal et appendices

Dates de la mission: 10 au 22 novembre 2016

Date du document: 08/12/2016

No. du Projet: 1100001425

No. du rapport: 4281-BF

Division Afrique de l'Ouest et du Centre
Département gestion des programmes

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
A. Introduction	1
B. Vue d'ensemble de l'exécution du PASPRU	1
C. Produits et effets	6
D. État d'avancement de l'exécution du PASPRU	14
E. Aspects fiduciaires	21
F. Durabilité	25
G. Stratégie de sortie	26
H. Conclusions	27

Appendices

Appendice 1 : Résumé de l'état d'avancement du PASPRU et notes attribuées	29
Appendice 2: Cadre logique actualisé: état d'avancement par rapport aux objectifs, effets et produits	32
Appendice 3: Récapitulatif des principales mesures à prendre dans les délais convenus	43
Appendice 4: État d'avancement matériel par rapport au PTBA (y compris indicateurs SYGRI)	45
Appendice 5: Aspects financiers: performance financière effective par bailleur de fonds et par composante, et décaissements par catégorie	55
Appendice 6 - Respect des dispositions de l'Accord de financement: état d'avancement	57
Appendice 7: Gestion des savoirs, apprentissage et innovation	69
Appendice 8 : Présentation sur la revue de l'achèvement du PASPRU	73
Appendice 9 . Développement des MER et des CREER	76

Sigles et acronymes

ANO	:	Avis de non objection
BDS	:	Business Development Services
BCEAO	:	Banque centrale de l'Afrique de l'ouest
CAP	:	Comité d'approbation des projets
CEAS	:	Centre Écologique Albert Schweitzer du Burkina Faso
CP	:	Comité de Pilotage
CPO	:	Chargé d'Appui Programme Pays
CRA	:	Chambre Régionale d'Agriculture
CREER	:	Centre de Ressources en Entrepreneuriat Rural
DGEP	:	Direction Générale de l'Economie et de la Planification
DGESS	:	Direction Générale des Etudes et des Statistiques Sectorielles
DGPER	:	Direction Générale de la Promotion de l'Economie Rurale
DGTCP	:	Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique
DOPAIR	:	Direction de l'organisation des producteurs et de l'appui aux institutions Rurales
DRAAH	:	Direction Régionale de l'Agriculture et des Aménagements Hydrauliques
DPD	:	Demandes de Paiement Direct
DRF	:	Demandes de Retrait de Fonds
FAFPA	:	Fonds d'Appui à la Formation Professionnelle et l'Apprentissage
FIDA	:	Fonds International de Développement Agricole
FODEMER	:	Fonds de développement de la Micro entreprise rurale
IRSAT	:	Institut de Recherche en Sciences Appliquées et Technologies
MAAH	:	Ministère de l'agriculture et des aménagements hydrauliques
MATSI	:	Ministère de l'administration territoriale et de la sécurité intérieure
MEBF	:	Maison de l'Entreprise du Burkina Faso
MINEFID	:	Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement
MER	:	Micro entreprises rurales
PAMER	:	Projet d'Appui à la Micro-Entreprise Rurale
PASPRU	:	Programme d'Appui et de promotion du secteur privé en milieu Rural
PROFIL	:	Projet d'appui aux filières agricoles
PTBA	:	Programme de Travail et de Budget Annuel
SDE	:	Services de Développement des Entreprises
RAF	:	Responsable administratif et financier
RAV	:	Revue d'achèvement
RMP	:	Revue à mi-parcours
RSE	:	Responsable du suivi évaluation
SARL	:	Société à responsabilité limitée
STD	:	Structures techniques déconcentrées
TDR	:	Termes de référence
UGP	:	Unité de Gestion du Programme
UNOPS	:	United Nations Office for Project Services

A. Introduction¹

1. Une mission² mandatée par le Fonds International de Développement Agricole (FIDA) et le Gouvernement a séjourné au Burkina Faso du 10 au 22 Novembre 2016, pour réaliser le suivi et la supervision du PASPRU. L'objet de cette mission était d'évaluer l'état d'avancement de l'exécution physique et financière des activités du programme, au regard des recommandations de la dernière mission de supervision de juillet 2016 et d'apporter un appui technique pour un meilleur achèvement du Programme.
2. A son arrivée à Ouagadougou, la Mission a été reçue par Monsieur le Secrétaire Général du ministère de l'agriculture et des aménagements hydrauliques (MAAH) et a eu un entretien avec le Directeur Général de l'Economie et de la Planification du Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement entouré de ses proches collaborateurs. Elle a ensuite échangé avec l'unité de gestion du programme (UGP) en présence de ses principaux partenaires d'exécution.
3. Pour l'appréciation des réalisations du PASPRU, la mission s'est rendue du 12 au 13 novembre dans la région du Centre Est où elle a visité des réalisations, eu des entretiens avec des bénéficiaires du programme et organisé une séance de travail avec les partenaires régionaux de mise en œuvre (DRFSNF/Est, DRFSNF/Centre Est, DRRAH/Centre Est, DREEVCC/Centre Est, CRA/Centre Est, AR/FAFPA/Centre Est). Elle a également échangé avec les représentants de CREER. Les visites de réalisation ont concerné : (i) l'unité de transformation de viande en Kilichi de Koupéla, l'unité de transformation de soja du groupement Lezekoula sis à Garango et l'atelier de Monsieur BILA Salif du réseau des équipementiers du CEAS.
4. De retour à Ouagadougou, la mission a eu des séances de travail avec les principaux partenaires du programme notamment : (i) la Maison de l'Entreprise du Burkina (MEBF), (ii) le Centre Ecologique Albert Schweitzer (CEAS), (iii) la direction Générale de la Promotion de l'Economie Rurale (DGPER), le Fonds d'appui à la formation professionnelle et à l'apprentissage (FAFPA), l'Institut de recherche en sciences appliquées et technologies (IRSAT).
5. La mission a tenu une réunion d'échange sur le projet d'aide-mémoire avec l'UGP et ses principaux partenaires et une réunion de restitution dans la salle de réunion de la DGEP/MINEFID le mardi 22 novembre 2016 sous la présidence de Monsieur M. Soabou Diallo Directeur Général de l'Economie et de la Planification du Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement.
6. La Mission tient à remercier les autorités rencontrées, les MER, les CREER, l'équipe du Programme, ses partenaires et l'ensemble de ses interlocuteurs pour la qualité des échanges et leur disponibilité.

B. Vue d'ensemble de l'exécution du PASPRU

7. Le PASPRU a été conçu en 2008. Son objectif de développement reconduit à la revue à mi-parcours est de contribuer à la réduction de la pauvreté rurale à travers le développement du secteur privé local. Il vise comme objectifs spécifiques à : (i) améliorer l'accès durable des groupes cibles aux Services de Développement des Entreprises (SDE) ruraux ainsi qu'à des formations professionnelles et à la technologie et (ii) contribuer à créer un environnement propice au développement du secteur privé local en milieu rural.

¹ La mission était composée de MM Ludovic Conditamdé, Chargé d'appui programme pays du FIDA, Chef de Mission, Steven Jonckheere, Spécialiste en suivi évaluation, ciblage, gestion des connaissances et leçons apprises FIDA, Samir Bejaoui, Chargé de programme du FIDA en Côte d'Ivoire, Oury Diallo, chef de mission technique, Consultant FIDA, Traoré Alain, Spécialiste en micro-entrepreneuriat rural, Consultant FIDA ; Abdoukarim Alou, Spécialiste en gestion administrative et financière, Consultant FIDA et de Mme Karine Nikiema, Assistante d'appui programme du FIDA du Burkina Faso, Chargé des aspects administratifs. La partie nationale était représentée par l'équipe du PASPRU et les partenaires de mise en œuvre (CEAS, MEBF, FAFPA, IRSAT) et les représentants des ministères impliqués dans l'exécution du Programme : Soura Salif et Moukian/Quédraogo Juliette du Ministère de l'Agriculture et des Aménagements Hydrauliques ; Sourwèma Adama, Ministère des Ressources Animales et Halieutiques ; Sawadogo Arzûma et Fanta Sanogo du Ministère de l'Economie des Finances et du Développement, Idjessé Diapa, Ministère de l'Environnement, de l'Economie Verte et du Changement Climatique.

8. Trois axes d'intervention avaient été identifiés en vue d'améliorer l'accès durable des groupes cibles aux services de développement des entreprises (SDE): (i) le développement, sur la base d'une approche « chaîne de valeur », d'une offre de SDE appropriés aux Micro-Entreprises Rurales (MER) par des prestataires privés, un Fonds d'innovation devait appuyer les nouvelles approches en technologie, commercialisation, etc. ; (ii) la formation professionnelle des MER (gestion et technologie) ainsi que la formation duale des jeunes apprentis et le renforcement des compétences des formateurs endogènes ; et (iii) la fourniture de services et conseils plus pointus en matière de technologie.

9. Le programme est organisé en trois composantes : (i) « Accès des MER aux services non financiers » ; (ii) « Amélioration de l'environnement des MER » et (iii) « Gestion et pilotage du Programme ».

10. Le Programme est financé par un prêt et un don du FIDA de 3,63 milliards FCFA chacun (16,14 millions \$EU en cumulé) soit 64% des coûts totaux; une contribution du gouvernement estimée à 1,74 milliards de FCFA (3,87 millions de \$EU) soit 15% des coûts totaux ; et une contribution des bénéficiaires de 43,2 millions FCFA (96 000 \$EU), soit 0,4% des coûts totaux du Programme. Une contribution annoncée de la BOAD de 2,29 milliards FCFA ne s'est pas concrétisée.

11. Le PASPRU est entré en vigueur le 8 décembre 2010. Un amendement de l'Accord de Financement portant sur la répartition 50% - 50% des dépenses entre le prêt et le don FIDA a été signé par le FIDA et le Gouvernement le 24 mai 2011 : la date d'achèvement a été arrêtée d'accord parties pour le 31 décembre 2016. L'équipe de l'UGP a été recrutée en 2 vagues : le 30/07/2010 et le 1er/09/2011 et installée à Ouahigouya, siège initialement prévu du programme, le 10 mars 2012. Ce n'est qu'à partir de 2015 que le programme a fonctionné avec un effectif complet. La première Demande de Retrait de Fonds (DRF - approvisionnement du Compte Spécial) fut payée le 29 juillet 2011. La requête de prorogation de la date d'achèvement introduite le 30 juin auprès du FIDA n'a pas été acceptée par lettre datée du 18 octobre 2016.

12. **Pertinence.** La mise en œuvre du Programme d'appui et de promotion du secteur rural en milieu (PASPRU) est en harmonie avec la volonté du gouvernement du Burkina de réaliser une croissance économique forte, soutenue et de qualité, génératrice d'effets multiplicateurs sur le niveau d'amélioration des revenus, la qualité de vie de la population et soucieuse du respect du principe de développement durable. Il est en outre en parfaite adéquation avec les besoins prioritaires des bénéficiaires de sa zone d'intervention. Il est constaté par ailleurs, que la micro entreprise rurale évolue dans un environnement marqué par (i) la faiblesse, voire l'inexistence de prestataires privés de services de développement des entreprises (SDE) en milieu rural ; (ii) le faible niveau d'accès des MER aux services financiers et non financiers et (iii) le faible niveau d'organisation des filières. Le PASPRU contribue à répondre à ces préoccupations.

13. Il est en harmonie avec le Plan National de Développement Economique et Social (PNDES) récemment formulé et il s'intègre dans le premier des quatre axes de la stratégie de croissance accélérée et de développement durable (SCADD : 2010-2015) du Burkina Faso, à savoir : le développement des piliers de la croissance accélérée. Cet axe favorise le développement du secteur privé comme moteur de la croissance du Burkina Faso et le Programme a contribué à la mise en œuvre de ses objectifs spécifiques se rapportant : (i) à la promotion des pôles de croissance (y inclus les agro-pôles), (ii) au développement des filières porteuses (y inclus l'agropastoral, l'artisanal et le forestier), la promotion des niches et des grappes d'entreprises, ainsi que (iii) à la promotion d'une croissance pro-pauvre pour lutter efficacement contre la pauvreté.

14. Le PASPRU a aussi contribué à la mise en œuvre des plans et stratégies sectorielles parmi lesquels : le Programme National du Secteur Rural (PNSR), la Stratégie de développement des filières agricoles au Burkina Faso, la Stratégie Nationale de Promotion et de Valorisation des Produits Forestiers Non Ligneux, le Plan d'actions pour le développement de la filière lait (2006) et le Plan d'action pour le développement de la filière bétail-viande (2007). S'agissant de l'alphabétisation, les sessions sont mises en œuvre suivant la Stratégie nationale adoptée dans le cadre du Fonds National pour l'Alphabétisation et l'Education Non Formelle (FONAEF).

15. La mission retient par ailleurs que la mise en œuvre du PASPRU contribue à l'atteinte des objectifs stratégiques du FIDA pour la période 2011-2015. Il a été également en cohérence avec la stratégie de ciblage, du genre et de changement climatique du FIDA. De même, le Programme a été évalué en adéquation avec le cadre global des interventions du FIDA au Burkina Faso défini dans le COSOP 2007-2012 dont il a constitué l'un des programmes novateurs. Enfin le PASPRU a contribué à l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) et plus particulièrement de l'OMD 1 sur l'élimination de l'extrême pauvreté et la faim, l'OMD 3 sur la promotion de l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et l'OMD 7 sur l'environnement durable.

16. A pratiquement un mois de son achèvement, le Programme est jugé toujours pertinent de par le dispositif d'appui conseil de proximité (CREER) des MER et des investissements réalisés. Cependant, dans un cadre global de développement de l'entrepreneuriat rural, ses acquis restent encore fragiles et mériteraient d'être soutenus et consolidés.

17. **Efficacité.** L'efficacité du Programme est appréciée à travers le niveau d'atteinte des objectifs quantitatifs cumulés en termes de réalisations physiques et financières. Depuis son démarrage, le projet a enregistré des taux d'exécution physique variant d'un PTBA à l'autre : 78,55% en 2012 (année de démarrage effective avec la mise en œuvre d'un programme d'action prioritaire de six mois), 59,60% en 2013, 62,87% en 2014, 78,19 en 2015. Le taux d'exécution cumulé du programme à la date du 31 octobre 2016, soit cinq années et demi de mise en œuvre, est évalué à 61,21%³ sur le plan physique réparti comme suit : 42,99% pour la composante A, 47,32% pour la composante B et 93,52% pour la composante C. Le taux d'exécution financière cumulé quant à lui est de 56% et celui du financement FIDA est de 65% des prévisions de dépenses à la Formulation (avec un taux de décaissement FIDA de 55,34% et Gouvernement 71%). La mission a relevé un effort appréciable fourni par le Programme pour améliorer la gestion financière et interne depuis la dernière supervision.

18. L'examen des taux d'exécution révèle que le programme n'a atteint sa vitesse de croisière qu'en 2015 avec la résolution des difficultés de management relevées par la mission de revue à mi-parcours.

19. Les taux d'exécution du PTBA 2016 révisé au 31 octobre 2016, sont d'environ 65,62% sur le plan physique et 63,82% pour le financier. Une nette amélioration du rythme d'exécution est constatée depuis la mission de supervision de juillet 2016. Cette situation s'explique principalement par le lancement de toutes les activités dont les contrats étaient en cours de signature, l'engagement du personnel et des partenaires d'exécution et le recentrage des activités. La mission note que la plupart des activités du PTBA 2016 sont à un niveau avancé d'exécution.

20. Dans le cadre de la révision du PTBA 2016 qui tient compte des conclusions de la mission de supervision de juillet 2016 et de la mise en œuvre des recommandations, les contrats d'objectifs qui avaient déjà été signés, ont été relus et des avenants introduits conséquemment. Au 31 octobre, tous les contrats devant régir la mise en œuvre des activités du PTBA, ont été signés, et sont en cours d'exécution avec un rythme qui laisse croire que des résultats intéressants seront atteints avant le 31 décembre 2016.

21. Les taux de réalisation des objectifs physiques globaux depuis le démarrage du Programme varient d'une activité à l'autre en fonction des performances du partenaire d'exécution. Tous les contrats d'objectifs qui n'étaient pas encore clôturés lors de la dernière mission de supervision (Contrat d'objectifs 2015 du CEAS-Burkina, Contrat d'objectifs 2015 de la MEBF, les protocoles d'exécution de 2015 des DRENA et des DRPF) ont été clôturés à l'exception de ceux de la MEBF et du CEAS qui restent à solder financièrement. Les missions de contrôles financiers étant réalisés, et conformément au plan de trésorerie, leurs paiements ont été étalés sur les mois de novembre et décembre 2016.

22. La non opérationnalisation des trois antennes (Boucle du Mouhoun, Nord et Centre Nord) a fortement réduit l'envergure des activités réalisées et le retard dans l'adoption d'une stratégie d'accès des MER au financement de leur micro-projets (MP), sont principalement les raisons de la relative contreperformance du Programme. En effet, la réduction de la zone d'intervention a fortement réduit

³ Ce taux est calculé sur la base du niveau d'atteinte des indicateurs du cadre logique

les objectifs quantitatifs initialement visés à réaliser par le programme. Parmi les 5 963 MER repérées dans ces régions, seules 642 ont bénéficié des appuis de la seconde vague des CREER. Leur participation aux activités aurait certainement amélioré les indicateurs de réalisation et de performance du programme. Il convient de noter par ailleurs, que le dispositif initial de financement des MER a été revu en 2013 et remplacé par la mise en place du Fonds de développement de la Micro-entreprise Rurale (FODEMER) qui n'a malheureusement été opérationnalisé qu'en 2015.

23. Dans le domaine de la gestion, il faut signaler que les retards importants accumulés dans la mise en place de l'équipe complète du programme, les tensions de trésorerie récurrentes et la mobilisation tardive du matériel roulant et informatique destiné aux CREER dans le cadre de l'encadrement des MER ont eu des impacts négatifs sur la bonne marche générale du programme.

24. Prenant en compte ce contexte, la mission est d'avis que malgré les circonstances difficiles, le programme a connu une évolution positive en 2015 et une forte relance des activités à partir de juillet 2016. Sur ce tableau, la mission note avec satisfaction, la célérité dans la mise en œuvre des recommandations de la dernière mission de supervision. En effet, sur 52 recommandations formulées en juillet, 29 ont été entièrement réalisées (55,78%), 17 sont en cours de réalisation (32,69%) et 6 soit 11,53% sont jugées désormais non pertinentes en raison de la non prorogation du programme. La mission note tout particulièrement et avec satisfaction, (i) le taux d'exécution à hauteur de 75% au 31 octobre, des travaux d'amélioration et de mise aux normes des unités artisanales d'un montant de 105 492 000 FCFA, (ii) l'exécution des contrats à hauteur de 61% environ pour la MEBF, 75% pour l'IRSAT et, 70 % pour la FAFPA. De même, les missions de contrôle financier ont été réalisées auprès des la MEBF et du CEAS conformément aux recommandations de la dernière mission de supervision.

25. **Efficience** : Sur le plan financier, l'analyse de l'efficience opérationnelle et financière est plus problématique en raison des modifications du plan de financement du PASPRU, avec le retrait de la BOAD du schéma de financement. Cette question sera approfondie au cours de la revue d'achèvement.

26. **Effets et impacts**. Depuis la dernière mission de supervision, il n'a pas été conduit d'études/enquêtes thématiques. De l'avis des MER et des partenaires rencontrés, les incidences sur les bénéficiaires en termes d'effets/impacts révélés par les précédentes études restent d'actualité. Par ailleurs, le suivi des essais et tests de validation des actions de recherche et innovations ont abouti aux conclusions suivantes⁴ : (i) l'amélioration de la qualité et de la quantité des produits (comme le jus de fruit et l'attikié suite à la mise en place du broyeur de manioc, de fruits et légumes et le remplacement du bois dans le système de réglage de la granulométrie de la pâte de manioc du broyeur de manioc); (ii) la réduction de la pénibilité du travail par la mécanisation du broyage du manioc et des fruits et légumes qui se faisait manuellement ; (iii) l'augmentation du chiffre d'affaires de 20% entre 2015 à 2016 pour la promotrice ayant conduit le test sur le broyeur de fruits et légumes; (iv) l'augmentation de la durée de conservation du jus de fruit de quelques heures à cinq jours sans conservateurs grâce à l'utilisation du pasteurisateur ; (v) utilisation d'emballages adaptés (bouteilles en verre avec une capsuleuse) ; (vi) la mise au point par le CEAS d'équipements adaptés au besoin des MER (broyeurs de fruits et de manioc, dispositif du séchage du riz à l'ombre, presse), (vii) la réduction du risque de blessures liées à l'utilisation de la râpeuse et du mortier et ; (viii) l'amélioration des conditions de vie et des revenus de la MER ayant abrité l'action de recherche sur les équipements de transformation des fruits et légumes en jus, qui a pu à travers cet appui améliorer l'habitat familial (pose de carreaux), acheter une motocyclette, contribuer aux charges familiales et à la scolarisation des enfants, renforcer le statut social (formatrice endogène disposant d'un certificat de qualification professionnel délivré par l'administration, tenancière d'un point de vente de jus de fruit).

27. Les impacts du programme touchant à l'amélioration du niveau de vie des populations cibles dans les zones d'intervention du programme seront appréciés avec les conclusions de l'enquête SYGRI finale et de l'étude socioéconomique attendues en fin janvier 2017. Par ailleurs, le cadre logique du projet ne comporte pas de véritables indicateurs d'effet. Il contient plutôt des indicateurs de produit « macro ». Ces indicateurs ont été détaillés dans la partie « efficacité du programme » ci-

⁴ Se référer à la note sur les essais de capitalisation des actions de recherche développement et d'innovation d'octobre 2016

dessus. Sur la base des enquêtes réalisées par le Programme⁵, il apparaît que les appuis se sont traduits par une amélioration des revenus des MER ; la réduction de l'oisiveté (étalement de la production sur toute l'année, emploi des jeunes pendant les vacances : cas de l'unité artisanale de kilishi de Koupela) et ses effets bénéfiques en période extra production agricole ; une meilleure fréquentation de certains services techniques par les bénéficiaires (cas de certains emboucheurs qui font appel au service du vétérinaire pour la première fois, particulièrement dans le cadre de la mise en œuvre des micro-projets financés par le FODEMER 2015) ; l'amélioration de la cohésion sociale des membres de groupements de MER (promotion de la concertation, programmation conjointe des activités, partage des revenus, dynamique de groupement); la conquête de nouveaux marchés nationaux (Ouagadougou, Bobo Dioulasso, etc.) et sous régionaux (l'union départemental des apiculteurs de Matiacoali commercialise une partie de sa production de miel au Niger, le groupement Sougrinoma de Bittou a des clients réguliers du Togo pour la commercialisation de l'attiéké⁶ et des produits dérivés du manioc) grâce aux formations et à l'amélioration de la qualité des produits ; l'amélioration du niveau d'organisation et de la répartition du travail (cas du groupement Lezekoula où deux groupes de production ont été mis en place avec des responsables de ventes, d'approvisionnement et de qualité); la réduction de certaines pesanteurs socioculturelles qui ne donnent pas à la femme et au jeune l'opportunité d'entreprendre. Ces pesanteurs sont atténuées grâce à la mise en œuvre des formations sur l'autonomie économique des femmes (affectation de terrains aux femmes pour leurs activités : Nagré, Bittou, Ouargaye, Sidéradougou, Bassé, Koumbia, etc. ; l'expression d'un leadership féminin au niveau des MER, (cas de Nagré, Bittou, Sidéradougou, Noumoundara, etc.); l'adoption de bonnes pratiques à l'amont et à l'aval de la transformation (l'introduction des guides de bonnes pratiques d'hygiène et de fabrication du Soumbala, de l'Attiéké, le fonio précuit et les grumeaux), le suivi zoo sanitaire des vaches laitières, le changement de comportement lors de la traite de lait.

28. Il faut toutefois noter que malgré les appuis déployés, certaines MER rencontrent encore des difficultés en termes d'accès à la matière première, par manque de fonds de roulement (problème transversal), en termes de commercialisation pour certains produits (beurre de karité et le riz notamment), d'accès aux équipements, matériels et infrastructures de transformation et de stockage. Les solutions apportées par le programme à ces difficultés ont concerné : (i) la mise en place d'unités artisanales ; (ii) l'accompagnement pour l'acquisition d'équipements et de technologies, et (iii) la mise en place de fonds de roulement dans le cadre du FODEMER 2015. Cela s'est traduit entre autres, par l'amélioration du niveau d'équipements des MER et de leur accès à des ressources financières qui ont de manière conjuguée boosté leur développement. Fort de ces constats et ayant abouti à la conclusion que certaines unités de transformation méritent des actions d'amélioration pour permettre une prise en compte des normes de production alimentaire (manioc, beurre de karité, lait, soumbala, le miel, viande séchée prioritairement), la mission de supervision de juillet 2016 avait recommandé des mesures fortes pour résorber ces insuffisances. Dès lors, 25 unités de transformation promues dans le cadre de la sous composante A3 et du FODEMER 2015 sont en cours de normalisation avec un taux d'exécution à date jugé satisfaisant. Au total 42 MER ont été identifiées pour bénéficier de l'appui en fonds de roulement. Il est attendu que ces actions de mise aux normes améliorent la qualité des produits et facilitent la commercialisation et l'accès à des marchés plus exigeants. Le dossier y relatif a reçu l'avis de non objection du FIDA et les subventions seront déployées au cours du mois de novembre 2016. Dans le cadre de la préparation du rapport d'achèvement, l'évaluation du FODEMER 2015 sera faite avec l'appui d'un consultant en cours de recrutement.

⁵ 2014 et 2016 sur les effets de l'appui du programme

⁶ La production de l'attiéké est marginale au Togo. La transformation du manioc est principalement orientée vers le gari. Progressivement, l'attiéké rentre dans les habitudes alimentaires du Togo et cela constitue une opportunité pour ce groupement situé à la frontière Togolaise

C. Produits et effets

Composante A : Accès de la micro entreprise (MER) aux services non financiers **Sous composante A.1 : Facilitation de l'accès des MER aux services de développement des entreprises (SDE)**

29. **Le dispositif d'appui conseil.** Le projet a mis en place un dispositif permanent de fourniture des services de développement des entreprises rurales (SDE) de proximité que sont les Centres de Ressources en Entrepreneuriat Rural (CREER) qui bénéficient de tout un programme de renforcement de capacités et d'encadrement assurée par la MEBF. Sur la base de conventions cadre et de contrats d'objectifs annuels, ce partenaire s'est investi à (i) la sélection, la formation, la certification et l'installation officielle de 51 CREER dans la zone de couverture initialement prévue du Programme, (ii) leur renforcement de capacités, encadrement et coaching de sorte à les habiliter à fournir de manière professionnelle, une gamme variée et adaptée de services de manière pérenne en milieu rural.

30. **L'appui de la MEBF.** Les contrats d'objectifs définissent annuellement les tâches de renforcement des capacités mais aussi le paiement des subventions d'exploitation des CREER. Dans cet exercice, tous les contrats d'objectifs MEBF et PASPRU antérieurs à 2016 ont été clôturés et celui de l'exercice en cours a été révisé pour prendre en compte les conclusions de la dernière mission de supervision. Ainsi, le contrat d'objectifs de l'année 2016 a été revu et signé en octobre 2016. Cette dernière version plus réaliste est à un taux d'exécution financière de 51,22% alors que le taux physique est de 61%. On note une bonne évolution du niveau d'exécution depuis juillet, toutefois des contraintes sont encore rencontrées notamment (i) le retard de paiement des subventions d'exploitation de certains CREER, (ii) le retard dans la mise à disposition du matériel roulant, par le Programme (iii) la faible présence des spécialistes « Business Development Service » en BDS auprès des CREER et des MER.

31. **Les moyens mis en œuvre par la MEBF.** La MEBF a progressivement mis en place une équipe de coordination permanente basée à Ouagadougou (coordonnateur et Spécialiste BDS) ce, depuis 2013. Cette équipe a été étoffée bien plus tard par deux équipes régionales (Spécialistes BDS et assistants administratifs) installées respectivement dans les antennes de l'est et de l'ouest en décembre 2015 et janvier 2016. Jusqu'en fin octobre, la dotation en matériel roulant (2 véhicules) prévu pour la MEBF n'était toujours pas effective

32. **L'offre de renforcement de capacité diversifiée de la MEBF au profit des CREER.** La MEBF a développé toute une démarche évolutive de renforcement des capacités qui s'est adaptée aux besoins de la micro entreprise rurale. La certification des CREER est une étape qui sanctionne la fin de la mise en œuvre de tout un programme de formation basique réalisé par la MEBF. A l'issue de la certification interviennent d'autres formations en informatique, en ingénierie du conseil en élaboration des bilans financier et sur les procédures de passation des marchés publics etc. De plus, la MEBF s'est investie dans le coaching personnalisé des anciens CREER à travers l'exécution d'un planning de sortie de terrain in situ et à distance permettant d'outiller ces derniers. Parallèlement, elle a mis à la disposition des CREER et des MER des informations de nature à créer des opportunités. Ce sont des informations portant sur des événements économiques/ commerciaux (foires, journées portes ouvertes et expositions, etc.), de la documentation économique et commerciale, des appels d'offres sur les opportunités d'affaires etc.

33. **Des CREER Certifiés et installés.** A la date du 31 octobre 2016, 51 CREER certifiés par la MEBF sont effectivement fonctionnels et mis en place en deux vagues dans les régions de l'Est, des Hauts Bassins, des Cascades, de la Boucle du Mouhoun, du Centre Nord, du Centre Est et du Nord. La première vague de 23 CREER, est opérationnelle depuis 2014 et couvre les deux antennes fonctionnelles de l'est (Région de l'Est et Centre Est) et de l'ouest (région des Hauts Bassins et Cascades). Les 28 CREER de la seconde vague n'ont été fonctionnels qu'à partir de mars 2016. L'ensemble des CREER couvrent un total de 205 sur 224 communes de la zone d'intervention.

34. Par les différents appuis reçus, les CREER améliorent et diversifient leur offre de services. Ces derniers apprécient positivement les formations reçues et reconnaissent être outillés pour accomplir

leurs missions d'appui conseil auprès des MER et des structures partenaires. Le recours en cas de besoin aux services de la MEBF et autres partenaires augmente leurs capacités à répondre aux besoins des MER. Depuis juillet 2016, des progrès ont été enregistrés par les CREER dans la production des différents rapports réduisant du même coup les délais de paiement de leur frais de fonctionnement. La preuve est que plus de 50 % des CREER (25) ont réussi à faire valider leur rapport d'exécution et sont rentrés en possession de leur paiement en septembre 2016.

35. Les CREER ont bénéficié d'autres appuis conseils avisés de partenaires tels que L'institut de Recherche en Sciences Appliquées et Technologies (IRSAT) , le CEAS, et la Direction de l'organisation des producteurs et de l'appui aux institutions rurales (DOPAIR) portant sur les techniques de diagnostic, les procédés et les équipements de transformation et les lois portant sur la structuration des organisations des MER. Aussi, il faut signaler (ii) la formation de 24 CREER sur l'acte uniforme de l'OHADA sur les sociétés coopératives et la procédure d'enregistrement réalisée en collaboration avec la DOPAIR du 4 au 5 octobre 2016. Malgré ce pas qualitatif et quantitatif important atteint par les CREER en matière d'offre de service, la nécessité d'une mise à niveau et un suivi et renforcement des capacités surtout des nouveaux CREER par une structure technique pérenne telle que la MEBF et la DGPER s'impose au moins pour une certaine période après le projet. Cette tutelle est d'autant plus nécessaire dans la mesure où, les nouveaux CREER ont commencé à exercer avec un appui se limitant à la subvention d'exploitation.

36. **L'équipement et le fonctionnement des CREER.** A la date du 31 octobre 2016, seuls 33 CREER sont dotés d'équipements comprenant, le matériel et mobilier de bureau et le matériel d'éclairage solaire. Même si les procédures sont en cours au 31 octobre pour l'équipement de 18 autres et l'affectation du matériel roulant à tous, il faut souligner que les CREER ont fonctionné depuis leur installation avec leurs propres moyens de locomotion. De plus, ils ont préfinancé les charges de fonctionnement dégressives qui sont à présents de 202 350 FCFA en 2016 après le taux de dégression annuelle de 29%. Cette situation a fortement limité la capacité de mobilité et donc de couverture des zones cibles du projet et réduit le nombre de suivi des MER par les CREER. Le principe de la prise en charge dégressive des frais (29 %) de fonctionnement est un exercice pédagogique que la mission a apprécié car, il prédispose la CREER à affronter la dure réalité de l'entreprise après projet. Dans le même ordre d'idée, les préfinancements de ces charges par le CREER participe à façonner les CREER dans cette dynamique et démontre qu'ils croient et désirent investir dans leurs activités. La mission recommande que l'affectation des motos prévues soit accélérée.

37. Les CREER ont poursuivi le processus de création et de consolidation de leur portefeuille de MER et de partenaires. Ainsi, ils ont été mobilisés par certains projets et programmes de développement (PAFASP, PROFIL, PCESA, NEER-TAMBA, Bagré-pôle, etc.) pour l'appui de promoteurs au montage de micro-projets, de plans d'affaires, la mise en œuvre de session de formation, l'animation d'atelier de mise en relation commerciale etc. Ils ont stimulé la création d'emplois en milieu rural et généré des revenus. Des échanges avec les CREER font ressortir qu'à la période comprise entre janvier et fin octobre 2016, chaque CREER emploie en moyenne un assistant avec un chiffre d'affaire variant entre 7 763 875 FCFA à 49 216 500 FCFA⁷ dont 3 500 000 FCFA proviendraient du PASPRU et avec une proportion de plus en plus élevée de ressources provenant d'autres partenaires et des MER. On dénombre pour 23 CREER environ 44 partenaires répartis en 25 % d'institutions publiques, 16 % du privée, 39 % d'ONG et 20 % de projets et programmes. Ces chiffres traduisent la viabilité de la fonction des CREER. Aussi, une concertation est engagée au niveau national sur les conditions de prise en main de la tutelle institutionnelle des CREER par la DGPER et la MEBF. Dans cette perspective, il est retenu la mise en place d'un groupe de travail pour mener une réflexion approfondie sur la question. Les termes de référence ont été élaborés par la mission et les conclusions sont attendues avant l'achèvement du Programme.

38. En fin octobre 2016, l'ensemble des 51 CREER ont contribué à la mobilisation de près de 8 000 personnes dont 4 719 MER des antennes opérationnelles dans le cadre de la mise en œuvre des activités du Programme soit en moyenne 170 MER par CREER. L'état cumulé des MER créées

⁷ Source suivi de 23 CREER

en fin octobre est de 4 719 MER sur l'ensemble de la zone d'intervention du Programme (ZIP) soit une progression de 796 MER de juillet à octobre 2016. Cette augmentation est due à la prise en compte de 642 MER appuyés par les nouveaux CREER et du passage de certains porteurs d'initiatives économiques (PIE) en MER.

39. L'intervention des CREER est positivement appréciée par les MER. Ces dernières ressortent ce qui suit : (i) la tenue systématique de cahier de comptabilité du fait de l'appui du CREER à la mise en place d'outils de gestion (ii) l'augmentation des chiffres d'affaires du fait du renforcement du portefeuille de clients avec l'appui des CREER : cas de l'unité de kilishi de Koupéla qui a permis de disposer d'un chiffre d'affaires additionnel de 2 000 000 FCFA par mois, l'unité de fabrication de soubala de Noumoundara mise en relation avec des restauratrices de Ouagadougou (chiffre d'affaire de l'ordre de 300 000 F CFA par mois etc.) ; (iv) l'amélioration de l'accès aux ressources financières : cas des CREER de Houndé qui a accompagné 5 MER à obtenir chacune un crédit de 1 000 000 F CFA, de Garango qui a facilité l'obtention d'un fonds de roulement auprès de la caisse populaire au profit de l'unité artisanale d'extraction du beurre de karité de Niagho, de Mangodara qui a mis en relation 7 groupements avec l'IMF COOPEC GALOR pour l'octroi de crédits cumulés de 7 000 000 F CFA.

40. **La facilitation de l'accès au marché des MER par les CREER.** Le marché est très déterminant dans la viabilité de la MER. Certaines MER sont déjà intégrées dans les dynamiques des filières au point où, leur viabilité est quasi certaine car, le rôle de facilitation assuré par le projet leur a permis de nouer des liens d'affaires solides avec les commerçants qui enlèvent la totalité de leur production. Il s'agit notamment (i) des groupements de transformatrices de riz de Dandé et Douna qui ont accédé au marché de la Société Nationale de Gestion des Stocks de Sécurité (SONAGESS) pour un contrat de 100 tonnes en septembre dont 40 tonnes livrés au 31 décembre 2016, (ii) du groupement des productrices du beurre de karité de Houndé qui ont livré 27 tonnes à travers la table filière karité en fin juillet 2016, (iii) le kilishi de l'unité artisanale de Koupéla a été placé dans 21 alimentations de la ville de Ouagadougou à partir du mois d'août. Pour permettre une plus large intégration des groupements à ces dynamiques de commercialisation, les CREER se sont engagés à apporter les appuis nécessaires aux différents groupements. La mission apprécie cette démarche et encourage le programme dans ce sens.

41. **Identification des micro-pôles économiques dans les régions et antennes pour orienter les CREER dans leurs appuis aux MER:** l'étude sur l'identification des micro pôles économiques réalisée par la MEBF a permis, (i) de déterminer le potentiel économique à l'échelle locale, (ii) d'identifier les opportunités économiques pour le développement des micro entreprises rurales, (iii) d'identifier les acteurs des filières agropastorales porteuses et les chaînes de valeurs potentielles d'intérêt pour les MER, (iv) de faire un état des lieux de l'entrepreneuriat local avec un accent sur les MER, (v) d'identifier les activités non agricoles complémentaires à développer, (vi) d'identifier les besoins de services de développement des MER. Les conclusions de cette étude ont été partagées au niveau du programme et rétrocédées au Secrétariat permanent de la coordination des politiques sectorielles agricoles (SP/CPSA) lors d'un atelier tenu le 29 septembre 2016. Les conclusions de l'étude jugées pertinentes et d'actualité par le SP/CPSA pourraient être utiles dans les réflexions thématiques en cours dans le cadre de l'élaboration du PNSR 2.

Sous-composante A.2 « Facilitation de l'accès à la formation aux métiers et à l'apprentissage».

42. Le PASPRU a impliqué les CREER dans le domaine de la formation professionnelle et l'apprentissage en ce qui concerne les formations en entrepreneuriat et gestion simplifiée le CEAS pour ce qui est des formations techniques et le FAFPA, structure pérenne, pour ce qui est de l'apprentissage. Afin de valoriser les capacités d'innovation des MER et leur permettre d'accroître les opportunités d'affaires, le FAFPA, à travers un premier contrat d'objectif a formé 425 MER dans les thématiques de l'entrepreneuriat, la gestion d'entreprises et le plaidoyer. Le second contrat d'objectif n'est intervenu qu'en 2016 avec 475 MER formées en entrepreneuriat et gestion simplifiée assurée par les CREER qui ont été retenus comme prestataires. Douze (12) sessions de formation visant 300 MER en gestion poussée sont en cours et devraient s'achever le 30 novembre 2016. Ce type de formation est assuré par des prestataires habilités par le FAFPA. Malgré les difficultés liées à la

programmation des activités, le partenariat FAFPA/PASPRU est positivement apprécié par les deux parties qui n'ont ménagé aucun effort dans la communication. Ce partenariat revêt un double intérêt dans la mesure où, il a permis à la fois le renforcement des capacités des MER et des CREER mais aussi, il ouvre des perspectives aux CREER d'être habilités et reconnus à réaliser les prestations de services ce qui constitue un élément de pérennité non négligeable. A cet effet, deux CREER sur cinq inscrits dans la liste des prestataires agréés du FAFPA ont déjà obtenu des contrats de prestation de services.

43. **Les formations techniques et professionnelles.** Elles ont été pour la plupart régulièrement assurées par le CEAS depuis 2012, à travers neuf contrats d'objectifs annuels. Ces formations ont été orientées sur la maîtrise des technologies de transformation des produits agro-alimentaires, l'embouche bovine et ovine, la production du savon, l'extraction d'huile de Balanites. Le contrat d'objectif 2016 avait pour objet essentiellement, (i) la formation des MER sur les bonnes pratiques d'hygiène et de fabrication des produits agroalimentaires, (ii) les démonstrations sur les technologies et innovations au profit des MER, (iii) la production, la traduction et la diffusion d'outils pédagogiques au profit des MER, (iv) l'amélioration des Unités Artisanales Pilotes. La situation d'exécution du contrat 2016 se présente comme suit (i) 12 sessions de formation sur les bonnes pratiques d'hygiène et de fabrication des produits agroalimentaires, (ii) 12 sessions de visite commentée sur les 20 prévues (iii) huit sessions de formation des organisations MER bénéficiaires des unités artisanales pilotes (UAP) réalisées, (iv) les outils pédagogiques sont traduits et sont en cours de relecture en vue d'une impression et diffusion avant la fin du programme, (v) neuf missions de suivi et appui des MER bénéficiaires des UAP ont été réalisées contre 13 prévues, (vi) la mise en norme des unités est réalisée à plus 75%. La mission note que le partenariat avec le CEAS est très appréciable dans l'exécution des missions qui lui sont confiées même si certaines difficultés de programmation et de paiement sont apparues. La mission note avec satisfaction que l'intervention du CEAS a permis la formation de 2 907 MER sur la prévision du programme de 9 000 MER. Cette collaboration fructueuse a permis au CEAS de renforcer le partenariat avec les MER et d'étendre sa zone d'intervention, de diffuser des technologies et innovation en milieu rural, ce qui a l'avantage de rapprocher les services de recherche développement des MER.

44. **L'alphabétisation des MER.** Les sessions d'alphabétisation sont mises en œuvre par les Directions Régionales en charge de l'Education et de l'Alphabétisation sur la base de protocole de collaboration. Au 31 octobre 2016, un total de 804 MER a été touché dont 487 MER en 2015. Sur une prévision de 480 MER à former au niveau de 16 centres, 257 ont effectivement été formées dans les régions du Centre-Est et de l'Est. Pour ce qui concerne l'antenne Ouest (Région des Hauts-Bassins et Cascades), les sessions sont en cours avec un taux d'exécution de 25% au 31 octobre car les sessions sont prévues de s'achever fin décembre 2016. Le taux de participation féminine est de 89% au niveau de l'antenne Est et de 87% pour l'antenne Ouest, soit en moyenne 88% pour les deux antennes. Il faut souligner que les recommandations de juillet portant sur la mise à disposition de manuel et supports didactiques sont en cours d'acquisition par l'UGP qui devrait procéder à leur distribution. La mission note l'engouement des MER pour l'alphabétisation, malheureusement, les besoins sont loin d'être couverts face à une demande de plus en plus croissante et une raréfaction des ressources nationales en la matière.

45. **La formation sur l'autonomisation économique des femmes.** Le partenariat avec les Directions régionales en charge de la promotion de la femme de la zone d'intervention du Programme a été reconduit en 2016, après l'évaluation de leur prestation de 2015 jugée satisfaisante. Les prévisions de MER à former portent sur 600 avec une réalisation de 417 à la date du 31 octobre 2016, soit un cumul de 919 MER. Les formations dispensées ont permis aux femmes et à leurs groupements de mieux se positionner dans la promotion de leurs produits, la visibilité de leurs activités, la domination des pesanteurs socio-culturelles et de porter le leadership de certains membres au-delà de leur localité. Cas de l'association des femmes persévérantes de Nagré dont la présidente a pu se positionner comme présidente régionale des femmes du Goulmou, un membre du groupement Béogo Songré de Tibga a été élu comme conseillère municipale de la commune de Tibga.

46. **La formation des apprentis.** Les réalisations n'ont pas évolué du fait de la suppression de l'activité suite au recentrage du PTBA recommandé par la mission de supervision de juillet 2016. En rappel, sur une prévision de 1000 apprentis /employés /aides de MER, le programme n'a pu former que 242 jeunes en 2014, dans des filières d'intérêt pour les MER (tissage, couture, électricité rurale et mécanique rurale) à travers un partenariat avec l'ANPE.

47. **La traduction en langues nationales d'outils pédagogiques et de documents d'appui conseil.** Les 1 000 exemplaires des supports de formation en techniques ; (i) d'embouche, (ii) d'étuvage du riz, (iii) d'apiculture moderne, (iv) de fabrication de beurre de karité, (v) de fabrication de soubala, (vi) de fabrication de kilichi, (vii) de transformation du lait et (viii) de transformation de manioc traduits en langues nationales ont été diffusés auprès des CREER et des organisations de MER. En 2016, il a été conçu et traduit des instruments d'appui conseil se rapportant aux thématiques ci-après : (i) la gestion simplifiée ; (ii) les technologies des produits dérivés de l'arachide ; (iii) l'extraction de l'huile de Balanités ; (iv) l'extraction de l'huile d'arachide ; (v) la fabrication de jus (pain de singe, oseille, etc.); (vi) la fabrication de la moutarde de soja ; (vii) la transformation du manioc en farine panifiable ; (viii) la transformation des céréales. La multiplication en 2000 exemplaires est en cours au niveau du CEAS. Les quatre guides de bonnes pratiques illustrés produits par l'IRSAT ont déjà été diffusés dans leur version française auprès des CREER et des partenaires. Ils ont été traduits en trois langues nationales (mooré, dioula, gulmacema). Les travaux d'impression sont achevés et la diffusion sera faite au profit des CREER et des MER avant la fin du Programme. La livraison des kits d'autocontrôle aux MER s'est poursuivie en 2016 conformément aux dispositions contractuelles.

Sous-composante A3 « Facilitation de l'accès aux informations, technologies et innovations »

48. La sous composante est mise en œuvre à travers des partenariats techniques et financiers avec le CEAS et l'IRSAT. Quatre guides de bonnes pratiques d'hygiène élaborées par l'IRSAT sont traduits en langues nationales (gourmatcéma, Dioula et mooré) et seront mis à disposition des acteurs. L'IRSAT a assuré la formation MER et de sept équipementiers. En outre, on note la réalisation d'une base de données sur les technologies et innovations disponibles qui devra être mise à la disposition des CREER, des MER et d'autres utilisateurs. Cette base de données mérite d'être abritée sur un site Web afin de la rendre plus accessible. Grâce au partenariat, 23 produits des MER ont pu être analysés au laboratoire de l'IRSAT. Il ressort que le partenariat établi avec le CEAS et l'IRSAT a permis aux MER de mieux connaître ces structures au point où, certaines MER fréquentent directement ces structures à la recherche d'information. La mission note que l'accès des MER aux informations technologiques et innovations demeure une préoccupation et un défi à relever surtout pour ces nombreuses MER dont les membres et employés sont pour la plupart non alphabétisés. Les centres de recherche ou de technologie sont le plus souvent difficile d'accès car situés pour la plupart dans les centres urbains de Ouagadougou et de Bobo et ne disposent pas de moyens suffisants pour diffuser le produit de leur recherche. Aussi, le développement des activités des CREER devrait permettre de jouer pleinement un rôle de centre d'informations diverses, faciles d'accès aux MER. Pour ce faire, les gestionnaires des CREER devraient se donner les moyens nécessaires afin de servir de relais à ces structures de recherche ou ONG pour rendre disponibles ces informations. C'est en cela qu'il faut saluer l'initiative du CREER de Dandé qui a conçu une plateforme d'information payante sur un site Web. La mission regrette que d'autres voies de diffusion de l'information sur les techniques et les technologies telles que les films en cours de réalisation par le Programme et émission télé n'aient pas été achevées et exploitées avant la date d'achèvement.

49. **En termes d'innovation technologique.** La démarche est mise en œuvre à travers les séances de démonstration et les visites commentées sur des équipements avec l'appui technique du CEAS et de l'IRSAT. Au total, 46 séances de démonstration ont été réalisées dont 43 par le CEAS et trois par l'IRSAT au profit de 1 380 bénéficiaires directs. Concernant les visites commentées, le CEAS a pu réaliser en 2016, sept visites sur une prévision de 22 en tenant compte d'un résiduel de deux visites au titre de 2015. Ces visites ont connu la participation de 210 MER dont 189 femmes. Le cumul depuis le démarrage jusqu'au 31 octobre 2016 est de 25 visites au profit de 750 MER dont 685 femmes. La mission souligne que l'ensemble de ces activités a pu se tenir et porte uniquement sur des équipements et technologies conçues par l'IRSAT et le CEAS.

50. Le voyage d'études centré sur l'attiéké en Côte d'Ivoire recommandée par la mission de supervision de juin 2015 a été organisé du 25 septembre au 3 octobre 2016. Il a connu la participation de : (i) 8 MER, (ii) 2 équipementiers, (iii) 4 CREER, (iv) 2 représentants de partenaires techniques (IRSAT et CEAS), (v) 4 cadres de l'UGP. Cette mission a permis de nouer et d'établir des contacts avec les institutions de recherches de la Côte-d'Ivoire (Centre de Démonstration et de promotion des technologies et l'Institut international de technologies tropicales) qui ont exprimé leur disponibilité à former les équipementiers Burkinabè sur les prototypes d'équipements du manioc et à participer au Forum national de la Recherche scientifique et des innovations technologiques (FRSIT). Les conclusions de cette visite doivent être reversées et partagées dans les dynamiques en cours au niveau national.

51. Démarche qualité au niveau des unités artisanales pilotes : Pour améliorer la qualité des produits des MER, la mise en place d'une démarche qualité auprès de 12 unités promues par le programme a été contractualisée avec la DGPER en 2016. Suite à une première mission de diagnostic, un plan d'actions a été élaboré suivant deux axes : (i) le renforcement des capacités des MER et (ii) le suivi de l'application des connaissances acquises. A date, 360 membres des organisations des MER bénéficiaires des unités ont été formés. Les missions de suivi sont prévues pour réaliser au plus tard le 10 décembre 2016

Unités artisanales pilotes de transformation :

52. Suite aux recommandations de la mission de supervision de juillet 2016, des travaux de mise aux normes et d'amélioration des 13 unités déjà implantées sont en cours de réalisation dans le cadre d'un deuxième contrat d'objectifs avec le CEAS. Ce contrat prend également en compte l'amélioration de 12 unités de transformation réalisées/renforcées du FODEMER 2015. Au 31 octobre 2016, le taux d'exécution physique des travaux est de 64% pour la mise en place des latrines, de 75,55% pour les cuisines, de 27% pour la pose des carreaux, de 7% pour la peinture. La mission note avec satisfaction l'intervention du CEAS qui prévoit de finaliser le programme avant le 31 décembre. Elle souligne cependant, qu'au-delà de la réalisation quantitative des activités, il est important d'attirer l'attention sur les aspects qualitatifs de certaines des réalisations. C'est le cas des infrastructures et équipements mis à la disposition des MER qui manquent souvent de notice d'utilisation ou qui sont toujours au stade de validation dont on ignore les conditions d'exploitation en situation réelle. C'est le cas par exemple du séchoir à convection naturelle avec appoint thermique au gaz implanté à l'unité de séchage de kilichi à Koupéla dont on ignore les coûts d'exploitation et qui est dépourvue de notice d'utilisation. Dans ce cas, les risques d'exploitation sont entièrement à la charge des MER non suffisamment outillées pour faire face aux difficultés qui pourraient survenir après le projet. En l'absence d'une instance de validation des choix technologiques, le CEAS a conduit entièrement le processus de la mise en place des unités artisanales depuis les étapes d'étude de faisabilité, d'implantation, des choix des équipements produit par lui-même jusqu'à leur exploitation. Les seuls argumentaires techniques et techniciste souvent évoqués ne sauraient à eux seuls justifier la diffusion d'une technologie surtout en milieu rural. D'autres arguments tels que la facilité d'utilisation et d'entretien, la capacité d'appropriation de gestion, les charges d'exploitation et surtout la rentabilité économique doivent être considérés pour augmenter les chances de survie de ces unités. Malgré les expériences avérées du prestataire, la mission recommande (i) un engagement du CEAS à garantir sans frais pour les MER, l'entretien et la maintenance des équipements de ces unités et ce au moins deux ans. (ii) à la validation technico économique des équipements diffusées (iii) la mise à disposition des notices d'utilisation des équipements et enfin (iv) l'élaboration des rapports de capitalisation. Le CEAS a marqué son accord sur ces points et un protocole d'entente est en cours de préparation pour une signature avant le 31 décembre 2016 avec le PASPRU et le visa de la DGPER.

53. La recommandation de juillet 2016 de mise en place des fonds de roulement au profit de 42 MER a connu un début de mise en œuvre. Les besoins sont estimés à 28 116 000. A la date du 31 octobre 2016, toutes les MER ont ouvert des comptes dédiés (pour ceux qui n'en avaient pas) et ont mobilisé leurs apports personnels. Le dossier y relatif a reçu l'ANO du FIDA le 02 novembre 2016 et la mise à dispositions des ressources est prévue pour fin novembre 2016

Composante B : Amélioration de l'environnement des MER

54. **Le FODEMER.** La mise en œuvre du fonds a été effective en 2015, avec un financement de 354 314 814 au bénéfice de 284 MER réparties entre le guichet incitation avec 261 microprojets et le guichet innovation avec 23 microprojets. La clé de répartition a tenu compte du ciblage des bénéficiaires avec une bonne place accordée aux femmes qui sont pour la plupart concentrées dans les maillons de la transformation. Au total 243 femmes ont bénéficié du FODEMER représentant 75% de l'effectif contre 50% prévue par le document du programme. Le montant de la part consacrée aux femmes est de 279 835 102 FCFA soit 86 % du montant total. Sur un coût global de 404 482 438 FCFA, la contribution des MER a été de 50 167 624 FCFA soit 12 %. Au 31 octobre 2016, toutes les ressources ont été décaissées et les justifications des tranches restantes par les MER sont en cours. Au 31 octobre, l'étude d'évaluation du fonds recommandée par la dernière mission de supervision n'a toujours pas été réalisée toutefois, la mission note que des supervisions ont été assurées par l'UGP. En attendant les conclusions de l'étude d'évaluation de la mise en œuvre du fonds, les missions de suivi interne et externe organisées par le programme ont abouti aux principales conclusions que le FODEMER a contribué à la création et au renforcement d'entreprises viables : (i) la création d'entreprises : cas du groupement Lezekoula pour la transformation du soja en brochettes et produits dérivés ayant atteint un chiffre d'affaire estimé à 913 500 F CFA et la création de 25 emplois, le groupement Cisan Toung à Tiefora dans la production de Soumbala avec un chiffre d'affaires de 1 980 000 FCFA et la création de 28 emplois directs et 15 emplois indirects (ii) le renforcement d'entreprises : l'unité de fabrication de pain de Mangodara qui est passé du niveau artisanal au niveau semi moderne avec une amélioration du chiffre d'affaire de 1 403 000 FCFA à 42 000 000 F CFA, la création de 6 nouveaux emplois directs et 20 emplois indirects, l'amélioration de la qualité des produits finis, la conquête du marché ivoirien (villages frontaliers) ; (iii) cas de l'AGR MINOUGOU Abzèta de Koupéla évoluant dans la fabrication de bouillie dont la production est passé d'un cycle saisonnier à un cycle permanent, avec de nouveaux contrats avec un centre médical, une garderie d'enfants, la création de 2 emplois. Au regard des enjeux de ce fonds, la mission insiste particulièrement sur le suivi et la capitalisation, des leçons et enseignements tirés dans la mise en œuvre ainsi que les impacts de ce fonds.

55. **L'accès au financement des MER.** Plusieurs activités ont été conduites en marge des activités liées au FODEMER, à l'initiative des CREER basée des demandes formulées par les MER pour faciliter leur accès au financement. Ces initiatives et démarches ont été appuyées par le Programme. Les activités menées comprennent, les séances d'animation et sensibilisation sur le crédit avec l'appui ou non des IMF et banques (ii) l'accompagnement des MER à l'ouverture des comptes (iv) le montage des microprojets et des plans d'affaire et le suivi des activités. Depuis le début du projet ce sont 1 351 MER qui ont bénéficié d'appui divers en matière de financement de la part des 23 anciens CREER. De ces appuis, il ressort que 159 MER ont bénéficié de crédit auprès des différentes IMF et banques de la place pour une valeur de 429 761 000 FCFA soit une moyenne de 2 720 000 FCF par MER. Ces crédits proviennent du réseau des caisses populaires pour une valeur des 118 350 000 FCFA, des autres IMF pour une valeur de 188.676 000 FCFA et des banques classiques de 122.700 000 FCFA. La mission apprécie ces résultats forts encourageants réalisés par le programme pour faire face à la question de financement des MER. Ces résultats traduisent toute la qualité des appuis-conseils fournis par les CREER pour faciliter le financement direct des MER. La mission recommande également une capitalisation de cette expérience qui constitue des éléments de pérennité et de durabilité des MER après le programme et montre la possibilité de collaboration et implication des institutions de crédit dans le financement des MER.

Sous composante B2 : Renforcement des associations des MER

56. **L'appui aux associations des MER.** Le dispositif de structuration mis en place en 2013 dans le cadre du partenariat avec la DOPAIR est resté en léthargie du fait du retard dans l'adoption des textes et décrets de l'acte uniforme de l'OHADA sur les sociétés coopératives. Toutefois les CREER ont accompagné la structuration des organisations de MER conformément loi n°10/92/ADP du 15 décembre 1992 portant liberté d'associations et à la loi n° 14/99/AN portant réglementation des sociétés coopératives et groupements au Burkina Faso du 15 avril 1999. Les CREER de la première vague ont accompagné dans le cadre de leurs prestations, la création/renforcement de 355

organisations de MER dans les filières d'intervention et six unions départementales. Les CREER des nouvelles régions couvertes (Boucle du Mouhoun, Nord, Centre-Nord) ont accompagné la création/renforcement de 30 organisations de MER. La DOPAIR a dispensé une formation sur le thème « acte uniforme et les procédures d'enregistrement ».

57. En attendant l'organisation des rencontres entre organisations des MER regroupées dans les filières avec les organisations régionales ou nationales dont les TDR ont été élaborés, les CREER ont répertorié, avec l'appui des antennes, les dynamiques existantes dans les filières promues par le PASPRU en lien avec l'amélioration de l'environnement des MER (organisation, commercialisation, approvisionnement). Ils ont par la suite, donné des appuis aux organisations de MER notamment dans (i) l'accompagnement de 18 MER et 2 groupements pour la commercialisation de 25 tonnes de miel avec le CEAS et à l'association Enduire de Koudougou, (ii) l'accompagnement de 5 MER à la foire de l'innovation de Ouagadougou dont 2 de la filière karité, 1 MER de la filière poisson, 1 MER de la filière extraction d'huile de nem (les ventes lors de la foire sont entre autres de 200 000 FCFA pour le poisson et une moyenne de 100 000 FCFA pour les autres), (iii) l'appui à la mise en relation commerciale de l'unité artisanale de transformation de viande en kilchichi de Koupela avec 22 supermarchés et alimentations de la ville de Ouaga pour des commandes de 2 000 000 FCFA en moyenne par mois, du groupement des étuveuses de riz de Douna avec la SONAGESS qui s'est traduit par une commande de 100 tonnes dont 40 tonnes ont déjà été livrées, de 40 apiculteurs de Karangassso-Vigué avec l'association Wendpuié de Koudougou, (iv) l'appui à la commercialisation de 27 tonnes de beurre de karité au profit de 2 groupements de Douna et d'un de Dandé et de 900 000 FCFA d'attiéké à Bobo par les MER de Monsona, Konandougou et Douna. Par ailleurs, une promotrice de miel à Tibga a été mise en relation avec APEX qui l'a inscrite pour participer à une foire internationale en novembre 2016 à Ouagadougou.

58. A moins de deux mois de la fin du programme, le concept CREER a fini de convaincre sur la nécessité du maintien d'un tel dispositif dans la mesure où il ouvre de nouvelles perspectives d'emplois tout en contribuant à faciliter l'accès des MER au SDE. En effet, l'intégration appréciable des CREER dans leur milieu, la sollicitation multiple dont ils font l'objet de la part des MER et des partenaires au développement, les revenus générés et les emplois créés témoignent de la pertinence du concept. Le niveau de professionnalisme atteint par certains CREER qui développent et diversifient leurs offres de services, l'acceptation progressive du principe de paiement des services par les MER, les chiffres d'affaire moyens réalisés en dehors des prestations payées par le projet constituent des fondements de pérennité et de durabilité de ce réseau de CREER. Cependant, malgré le pas qualitatif important atteint par les CREER en matière d'offre de service, la nécessité d'une mise à niveau et d'un suivi et renforcement des capacités surtout des nouvelles CREER par une structure technique pérenne telle que la MEBF et la DGPER s'impose au moins pour une période après le projet pour les raisons suivantes (i) la nécessité du suivi de l'assurance qualité des prestations offertes par les CREER et les partenaires impliqués, (ii) le projet tirant à sa fin laisse les CREER avec certains chantiers (à drainage financier important) inachevés de création, de consolidation, de développement et de promotion des MER qui nécessitent plus ou moins un encadrement et un encrage institutionnel formel de ces dernières, (iii) Il s'agit notamment du suivi des MER bénéficiaires de l'unique fonds de développement des micro entreprises rurales, (iv) le suivi des MER bénéficiaires des unités pilotes, (v) l'accompagnement des MER vers les IMF (vi) l'information des MER sur les technologies et (vii) l'organisation et la structuration d'organisation des MER, et (viii) la mise à jour des bases de données et la capitalisation des acquis. C'est fort de ces constats que la mission recommande la DGPER comme institution chargée de la tutelle technique des CREER.

59. Le dispositif d'appui conseil à travers les CREER, a permis la création et le renforcement de MER dans des filières porteuses. Plusieurs activités de facilitation déroulées par le programme ont permis à ces MER d'initier ou de développer leurs activités en leur offrant des services d'appui conseil, en mettant à leur disposition des informations et des équipements, et des ressources financières. Les CREER ont intégré dans le paquet d'appuis conseils à apporter aux MER la dimension mise en relation intra et inter-maillon avec les dynamiques commerciales et organisationnelles existantes et l'approche filière. Ils renforcent de ce fait les liens de partenariat avec les MER dans le cadre de la consolidation de leur portefeuille de clients gage de la durabilité des

Centres et de la viabilité des entreprises. L'appui à la structuration et à l'organisation des MER permet la mutualisation d'un certain nombre de service que les MER pris individuellement ne peuvent pas assurer. La dynamique de structuration et d'organisation d'acteurs d'une même filière peut être une solution pour lever certaines contraintes telles que le financement des campagnes ou le renforcement des capacités et les échanges d'information. Les organisations des MER pourront faire face à tous ces défis à la fin du programme et leur succès dépendra de leur capacité d'organisation et d'intégration aux initiatives existantes. A moins de deux mois de la fin, le programme n'est pas parvenu à régler dans la durabilité le problème de financement des MER, facteur déterminant dans la survie et le développement des entreprises rurales. Cependant il convient de tirer des leçons sur le financement direct des 158 MER qui ont obtenu un volume de 425 000 000 FCFA des institutions bancaires et l'expérience d'autres projets en matière de crédit (warrantage, etc.) afin de proposer un mécanisme durable d'accès au financement des MER.

Mesures convenues	Responsabilité	Date convenue
Accélérer la mise à disposition des équipements acquis (motos et ordinateurs) aux CREER	Coordonnateur/RAF	30/11/2016
Finaliser et signer la lettre d'entente fixant les règles d'appui/accompagnement des MER par le CEAS après le Programme	Coordonnateur/RAF	31/12/2016

D. État d'avancement de l'exécution du PASPRU

60. **Gestion du Programme.** Le PASPRU a, depuis son lancement, connu un retard important dans la mise en œuvre des activités de terrain. Son exécution tel que constatée lors de la supervision de juillet 2016, a été marquée par (i) de longues vacances de postes essentiels (coordonnateur, responsable MER, responsable S&E, etc.); (ii) l'absence de certains d'outils de gestion (manuel d'exécution qui n'a jamais été préparé) et l'élaboration tardive du manuel de S&E (trois ans après le démarrage du projet); (iii) les crises socio-politiques à répétition, (iv) la non opérationnalisation du mécanisme de financement des MER qui avait été prévu dans le document de conception du projet ; mécanisme qui aurait rapproché les MER des institutions pérennes d'octroi de crédits ; (v) la réduction de la zone d'intervention du Programme qui a conduit à la limitation des objectifs quantitatifs ; réduction malheureusement non répercutée dans le cadre logique qui n'a jamais été actualisé (même lors de la revue à mi-parcours) ; (vi) le retrait de la BOAD qui a compromis la réalisation d'actions importantes du programme, etc. Ces facteurs figurent parmi les causes des contreperformances répétitives constatées depuis l'entrée en vigueur du financement. La physionomie générale de flottement ne s'est améliorée qu'en 2015, année à laquelle le programme est entré dans sa vitesse de croisière avec un taux d'exécution du PTBA 2015 de 78%. Malheureusement, la dynamique engagée en 2015 n'a pas été maintenue durant le premier semestre 2016. La mission de supervision de juillet 2016 avait noté un taux de réalisation physique et financière du PTBA de l'année d'environ 16% et 46,4% respectivement. Il est toutefois à noter que l'équipe du programme a eu un sursaut remarquable depuis la dernière supervision en imprimant une accélération dans l'exécution des activités. Ainsi, le taux d'exécution du PTBA 2016 au 31 octobre 2016 est passé de 16% à 65,62% soit un bond de 50 points environ depuis Juillet 2016.

61. Plusieurs actions synergiques et convergentes prises par l'équipe de gestion/coordination et mises en œuvre par les différents partenaires sont à l'origine de cette performance. Parmi les mesures prises, on peut citer : (i) la mise en place au niveau de l'UGP, d'un comité de trésorerie assurant de manière hebdomadaire, le suivi du plan de décaissement et de mise à disposition des fonds aux prestataires ; (ii) la tenue de réunions mensuelles de concertation avec les acteurs pour identifier les difficultés de mise en œuvre et les contraintes à lever ; (iii) l'amélioration des interactions avec les principaux partenaires/prestataires à la demande à travers des rencontres ciblées (3 au niveau national et 4 au niveau régional avec la MEBF, 2 avec le CEAS, etc.) ; (iv) la réactivation des réunions régionales de concertation qui ont eu pour effet une meilleure planification des activités, l'amélioration du rythme d'exécution, l'amélioration de la qualité des pièces justificatives, l'amélioration de la communication, etc. ; (v) la mise à disposition des CREER de certains équipements et matériels bureautiques, ce qui a facilité leur fonctionnement et le suivi/appui des

MER; (vi) le paiement plus régulier par la MEBF des subventions destinées aux CREER, ce qui leur a permis de dérouler les programmes terrain ; (vii) l'organisation de missions de suivi internes et externes par le projet et les ministères chargés de l'agriculture et des finances ; (viii) la remontée plus régulière par les CREER et les partenaires, des rapports d'exécution et les états financiers facilitant du coup, la préparation des DRF ; (ix) la préparation plus régulière de DRF (trois préparées en trois mois, un record pour le projet) et DPD (MEBF, CEAS, FAFPA) ayant permis d'alléger les tensions de trésorerie habituelles ; etc.

62. Après un affaissement durant le premier semestre, l'amélioration des performances constatée en 2015 a été relancée au cours du deuxième semestre 2016. La mission salue cette performance. Il est à penser que si le rythme d'exécution actuel est maintenu, le taux d'exécution physique global pourrait avoisiner ou dépasser celui de 2015. L'engagement du personnel, l'accompagnement des tutelles technique et financière, la motivation et le professionnalisme grandissant des CREER et le respect des clauses des contrats par les partenaires et prestataires (CEAS, MEBF, DGPER, CRA, etc.) sont des éléments positifs à souligner.

63. **Au plan des outils de gestion**, il faut noter que le programme (ce qui est exceptionnel) a été exécuté sans avoir jamais disposé d'un manuel d'exécution technique. Les outils de gestion disponibles : (i) manuel de suivi évaluation a été formulé en 2013, soit trois ans après le lancement des activités en 2010, (ii) manuel des procédures administratives, financières et comptables est l'un des rares outils préparés dès le début du projet, (iii) manuel des procédures des activités des CREER et les plans d'affaires individuels a été préparé par la MEBF, (iv) manuel de gestion du FODEMER a été préparé en mars 2014 pour des MP exécutés en 2015. Il est alors logique de penser qu'en l'absence de certains outils essentiels, l'équipe de projet a pratiquement travaillé au gré des initiatives individuelles des techniciens et responsables de composantes. Dans la pratique, les activités ont été mises en œuvre en se référant aux orientations des documents de projet et aux conclusions et recommandations des différentes missions de supervision. Le PTBA dans ce contexte, a joué un rôle important dans la mesure où, il constitue un document de mise en œuvre annuelle des activités, approuvé avant exécution et décrivant succinctement : les résultats à atteindre, le mode opératoire et les ressources à mobiliser. La démarche ayant consisté à se reposer sur ce document a comblé en partie, les insuffisances liées à la non élaboration du manuel d'exécution technique en début de projet. Aussi, a-t-elle permis de cadrer les interventions du programme et celles de ses partenaires de terrain.

64. **Au plan du partenariat**, Le programme est mis en œuvre en s'appuyant sur la stratégie du faire faire qui fait appel à des partenaires et des prestataires de terrain. Plusieurs partenaires avec des profils différents ont été mobilisés pour la mise en œuvre des activités. Il s'agit de partenaires institutionnels relevant du secteur public (DGPER, MEBF, DOPAIR, CRA, IRSAT, FAFPA, Agence National pour la promotion de l'Emploi l'ANPE), d'une part et des prestataires de services (CEAS, CREER, consultants indépendants, etc.), d'autre part. Tous les partenariats sont régis par des conventions (assortis de contrats annuels d'objectifs) pour les services publics et des contrats à durée déterminée pour les prestataires de services. Au niveau régional, certains services techniques déconcentrés (DRENA, DRFSNF, DRAAH) ont été régulièrement mobilisés pour la mise en œuvre d'activités spécifiques relevant de leur domaine de compétence.

65. La mission s'est efforcée d'apprécier, à travers des séances de travail et des entretiens directs, la qualité de ces partenariats (du point de vue du PASPRU et du point de vue des partenaires d'exécution), les livraisons des services et le respect des délais et des budgets convenus. Ont été concernés par les entretiens, (i) la Maison de l'Entreprise du Burkina Faso (MEBF), (ii) l'Institut de Recherche en Sciences Appliquées et Technologies (IRSAT), (iii) le Fonds d'Appui à la Formation Professionnelle et à l'Apprentissage (FAFPA), (iv) l'Association Centre Écologique Albert Schweitzer du Burkina Faso (CEAS-Burkina). Les entretiens ont couvert : (i) l'historique du partenariat : l'instruction, la gestion, l'exécution et le suivi de la mise en œuvre des contrats, (ii) la situation des contrats exécutés depuis le démarrage du Programme, (iii) la situation spécifique des contrats de 2016 en terme d'exécution physique et financière, (iv) les difficultés et leçons apprises.

66. Des entretiens il ressort que : (i) les contrats 2016 sont en moyenne à des niveaux de réalisation physique et financière de 75% et 72% (MEBF 61% et 51,22%, CEAS 75% et 95%, IRSAT 90% et 90%, FAPFA 75 et 50%) respectivement ; (ii) des activités résiduelles sont encore en exécution par les différents partenaires. Il a été retenu que celles-ci seront complètement exécutées et les rapports physiques et financiers transmis au PASPRU avant la fin du mois de décembre 2016 (IRSAT, le 30/11/2016 ; MEBF, le 27/12/2016 ; FAPFA, le 20/12/2016 ; CEAS, le 20/12/2016) ; (iii) les partenariats ont permis l'établissement de relations de confiance dans un esprit de complémentarité d'actions entre des structures publiques (IRSAT, DGPER, FAPFA, DOPAIR, etc.) et privées (CEAS, CREER, équipementiers, commerçants , etc) ; (iv) ces partenariats ont favorisé grâce aux formations dispensées, appuis et coaching reçus, le développement des CREER, désormais capables de fournir des services de SDE aux MER; (v) la diffusion rapide en milieu rural, de technologies adaptées, de guides de bonnes pratiques, la conduite de démonstrations visant à répondre aux préoccupations des MER ; (vi) les CREER sont acceptés en milieu rural et leurs services payant de plus en plus sollicités par les MER ; (vii) leur participation à la réalisation d'activités initiées par des partenaires et des projets autres que le PASPRU (Neer-Tamba, PAFASP, PAPSA, etc) est également effective.

67. En face de ce tableau très positif et encourageant, il faut noter des difficultés qui ont entaché la mise en œuvre des contrats et conventions : (i) des retards importants dans l'instruction et la signature des contrats et conventions (pouvant aller jusqu'à six mois); retards assez souvent attribuables à des lenteurs au niveau du PASPRU et de l'administration ; (ii) des tensions de trésoreries au niveau des prestataires dues à des mises à disposition des fonds (par le projet) pas toujours régulières et quelquefois pas aux moments appropriés ; (iii) l'acquisition tardive des équipements et matériels roulant ; (iv) une concertation irrégulière entre acteurs ; (v) une validation technico-économique des technologies proposées aux MER par les prestataires quelquefois inachevée.

68. Au terme des entretiens, il a été retenu que : (i) les partenaires s'engagent à respecter les calendriers d'exécution des activités résiduelles retenus lors des séances de travail ; (ii) le PASPRU s'emploiera à solder financièrement les contrats des différents partenaires avant le 31 décembre 2016; (iii) le CEAS assurera durant deux ans (à partir de la date de mise en exploitation), sans frais pour les MER bénéficiaires de nouvelles technologies, la maintenance des équipements reçus ; (iv) cette entente sera traduite dans une lettre d'entente qui sera signée (avant le 31 décembre 2016) avec le PASPRU et visée par la DGPER ; (v) tous les partenaires du programme produiront avant le 31 décembre, une note de capitalisation de l'expérience vécue afin d'enrichir l'exercice plus global engagé par le PASPRU ; (vi) les bases de données produites par les différents partenaires seront reversées dans le patrimoine du PASPRU qui sera transféré à la tutelle.

69. La mission estime que le climat de confiance et de collaboration avec les partenaires s'est beaucoup amélioré ces derniers temps et particulièrement depuis la dernière mission de supervision. Il est cependant regrettable de constater que cette nouvelle atmosphère intervient à seulement quelque mois de la fin du programme.

70. **Au plan du FODEMER**, la mise en œuvre de cet outil de financement des MER, activé en 2015 a été suspendue pour 2016 au regard du processus relativement long de préparation/sélection/financement/mise en œuvre et suivi des micro-projets en rapport avec la proximité de la date d'achèvement. Toutefois, 42 bénéficiaires ont été retenus lors de la dernière mission de supervision pour bénéficier de fonds de roulement dont la mise en place est en cours.

71. **Au plan de la communication.** Prenant en compte les difficultés de communication et de suivi relevées lors de la dernière mission de supervision, le programme a revu sa stratégie par la promotion de la concertation tant au niveau national que régional. Dès lors, il a été institué une rencontre avec chaque partenaire avant la tenue des réunions mensuelles de l'UGP. Ces rencontres ont permis d'apprécier l'état d'avancement des activités et d'ajuster conséquemment les chronogrammes d'exécution en vue de respecter les délais contractuels. Dans cette démarche, il est organisé périodiquement des rencontres de concertation entre les antennes PASPRU et MEBF sur la mise en œuvre de la sous composante A1 (suivi des prestations des CREER notamment). Par ailleurs, il est organisé mensuellement une rencontre technique sur la mise en œuvre globale des

activités du PASPRU. Elle regroupe l'ensemble des parties prenantes à l'échelle des régions couvertes par les antennes.

72. En vue d'une capitalisation et d'une plus grande visibilité des acquis du programme, des points focaux sont désignés au niveau des DRAAH. Ils rendent compte à leur hiérarchie des activités auxquelles ils participent régulièrement. Aussi pour une large diffusion des informations sur la mise en œuvre du Programme au niveau régional, les commissions régionales de concertation (CRC) sont appuyés à la demande (cf. activité : C3.3.4, PTBA 2016).

73. **Activités de clôture.** Le PASPRU s'achève officiellement le 31 décembre 2016. A 45 jours de cette échéance, la mission, en étroite collaboration avec l'équipe du programme a identifié et programmé sur le plan technique, les actions à mener pour assurer une clôture convenable des activités. Cette programmation est complétée par les activités de gestion (qui sont définies dans la section traitant de la gestion financière). Elle sert de base à l'établissement du plan de trésorerie et de décaissement qui régiront la gestion du programme jusqu'au 30 juin 2017.

74. Trois grands groupes d'activités techniques ont ainsi été identifiés :

75. Exécution des activités résiduelles des contrats passés avec les partenaires/prestataires de service. Les séances de travail organisées avec les partenaires/prestataires ont mis en évidence l'existence d'activités résiduelles dont les éléments détaillés et les dates butoirs seront présentés en annexe au rapport de supervision. Il est toutefois convenu avec tous les partenaires que toutes ces activités seront exécutées et les rapports transmis au PASPRU avant la fin du mois de décembre.

76. Réalisation d'études en vue de la préparation du rapport d'achèvement. Trois études ont été retenues au titre de ce chapitre. Les résultats de ces études offriront de la matière pour la préparation du rapport d'achèvement. Il s'agit des enquêtes classiques SYGRI et enquête socio-économique complétées par une étude proposée par le projet et portant sur l'évaluation du FODEMER et du dispositif CREER⁸. L'étude d'évaluation du FODEMER et du dispositif des CREER se justifie en raison de l'importance que les deux outils initiés par le Programme ont eu sur le développement des MER. Le FODEMER est l'instrument de financement mis en place comme alternative au schéma initial impliquant les IMF qui avait été prévu dans le document de projet. Avec l'achèvement du programme, une évaluation des mécanismes de sa mise en œuvre, les résultats atteints, et son apport dans la promotion de la MER mérite d'être conduite. Le dispositif CREER est un dispositif novateur qui a été mis en place par le programme comme outil de développement de la MER. Les CREER ont régulièrement offert des services de proximité en matière de préparation d'outils de gestion, de formation et d'accompagnement des MER. Les acquis de la mise en œuvre de cette approche de développement de la MER en termes d'efficacité, d'efficience et de durabilité méritent d'être évalués

77. Préparation du rapport d'achèvement. Sur proposition de l'UGP, quatre consultants seront commis à la réalisation de cette tâche : (i) un chef de mission également chargé de l'analyse institutionnelle, du partenariat et de la gestion d'ensemble du programme ; (ii) un spécialiste du développement des micro-entreprises et des technologies ; (iii) un économiste chargé des analyses financière et économique et ; (iv) un spécialiste en suivi-évaluation en raison des difficultés rencontrées dans ce domaine (absence d'étude de situation de référence, non actualisation du CL, manuel de S&E élaboré avec retard et non actualisée, etc.). L'identification et la contractualisation des consultants devront être finalisées avant la fin du mois de février 2017, le lancement des travaux au plus tard du début du mois de mars 2017 et la remise du rapport d'achèvement à la mi-avril 2017.

78. **Equipe de clôture du programme.** L'UGP a pris note de l'obligation d'une réduction du personnel de l'équipe de gestion durant la phase de clôture du programme. Celle-ci se compose statutairement du : (i) Coordonnateur, (ii) RAF, (iii) RSE, (iv) Chef comptable de l'UGP et du personnel d'appui composé d'un(e) assistant(e) administrative, deux chauffeurs. Toutefois, pour des raisons d'efficacité et en tenant compte de l'ampleur du travail à réaliser au titre de la préparation du

⁸ Il sera demandé aux consultants en charge de ces deux études un effort d'enquête ex-ante en raison de l'absence des études de base au démarrage du projet. Ainsi, une estimation de l'état des lieux pour les indicateurs concernés sera faite et ce, afin de permettre une évaluation des effets et impacts du Programme sur les bénéficiaires.

rapport d'achèvement, l'UGP a fait valoir le souhait d'un renforcement de cette équipe restreinte pendant cette période par deux cadres. Ceux-ci seraient recrutés comme consultants pendant une durée d'un mois pour travailler avec l'équipe de consultants internationaux durant la mission de terrain pour aider à la collecte des informations et pour l'organisation des différents ateliers. Il correspondraient aux profils suivants : (i) **profil 1**, un cadre ayant une bonne capacité d'analyse sur les questions se rapportant au développement de l'entrepreneuriat rural, aux centres de ressources en entrepreneuriat rural, au renforcement des capacités des MER et des CREER ainsi que de l'analyse de la viabilité des technologies et innovations diffusées en milieu rural ; (ii) **profil 2**, un cadre bien au fait des questions de conseils aux entreprises pour enrichir la réflexion sur la pérennisation du dispositif des CREER ; ayant une bonne connaissance du terrain et des acteurs pour faciliter les missions, les contacts auprès des autorités et des services techniques déconcentrés, les CREER et les MER. Les deux cadres devront avoir un bon background susceptible de permettre au programme une analyse des rapports des études dans le cadre de l'assurance qualité des rapports.

Mesures convenues	Responsabilité	Date convenue
Assurer un suivi hebdomadaire de l'exécution des activités résiduelles par prestataire	Coordonnateur/RSE	Novembre-décembre 2016
Lancer les études de capitalisation nécessaires pour alimenter la revue de l'achèvement du programme et mettre en place un comité technique de suivi des études (UGP, DGESS/MAAH, DGEP/MINEFID, MEBF, IRSAT, CEAS, FAFPA, DGP, etc.)	Coordonnateur/RSE	30/11/2016
Recruter les consultants de revue d'achèvement	Coordonnateur/RSE	31/12/16
Réaliser la mission de revue d'achèvement et les ateliers des parties prenantes	Coordonnateur/RSE	Mars 2017
Disposer de la première version du rapport d'achèvement du programme	Coordonnateur/RSE	31/03/17
Finalisation du rapport d'achèvement du programme	Coordonnateur/RSE	30/04/17
Préparer et transmettre au FIDA le rapport d'activités 2016	Coordonnateur/RSE	31/01/17

Activités de suivi-évaluation

79. **Exécution du S&E.** Le PASPRU dispose d'un manuel de suivi et évaluation qui a été élaboré en 2013. Le suivi interne se réalise à trois niveaux: (i) au niveau communal par les CREER qui collectent des données auprès des MER situées au niveau village; (ii) au niveau régional par les Antennes en collaboration avec les partenaires impliqués; et (iii) au niveau national par l'Unité de Gestion du Programme (UGP). La collecte des données se fait à travers des fiches de collecte, les rapports réguliers des CREER et antennes, deux bases de données et un tableau de bord. Le suivi externe est assuré au niveau régional, étant donné l'absence du cadre régional de concertation, par un point focal du Ministère de l'agriculture et les aménagements hydrauliques (MAAH) et au niveau national, d'une part, par le Comité de pilotage et d'autre part par le FIDA et le Gouvernement, notamment, le MAAH, tutelle technique, et le Ministère de l'économie et des finances, tutelle financière.

80. Le système de suivi et évaluation est performant. Il rend régulièrement compte des activités et résultats, et il est utilisé comme outil de gestion par le programme. On peut quand-même identifier quelques facteurs qui ont limité sa performance: (i) la rotation de responsables de suivi et évaluation (RSE) (deux pendant la durée du programme) avec une passation de service qui n'a pas été faite et l'absence d'un RSE pendant toute l'année (2012-2013); (ii) le nombre élevé d'indicateurs inclus dans le cadre logique (66), la quasi-absence d'indicateurs d'effet et la non-réalisation d'enquête de référence durant toute la durée de vie du programme; (iii) la performance très hétérogène des CREER à cause du manque de moyens informatiques et de déplacement ; (iv) le non-respect du canevas de rapportage par certains partenaires ; et (v) la mise en place tardive et la non mise à jour de la base de données informatisée. Le système de suivi et évaluation aurait pu être utilisé davantage comme outil d'apprentissage qui, en tirant parti des succès et échecs, permet aux intervenants de prendre de meilleurs décisions, de mieux rendre compte et de mieux assumer leur responsabilité vis-à-vis de ceux qui les ont mandatés et des ruraux qu'ils sont censés servir.

81. Le PASPRU doit maintenant se concentrer sur la finalisation de trois tâches très importantes, à savoir la mise à jour de ses bases de données, l'archivage et le rapport d'achèvement. Le programme a créé quatre bases de données : une première sur les MER qui ont été repérées ; une deuxième sur les MER qui ont été appuyées par le programme ; une troisième sur l'offre publique et privée de prestations en formation professionnelle et aux métiers disponibles ; et une quatrième sur l'offre de technologies (équipements et procédés) et innovations retenues dans les filières prioritaires du PASPRU. Le programme doit s'assurer de la mise à jour et le transfert desdites bases à des structures pérennes indiquées avant le 31 décembre 2016.

82. Il y a actuellement 9 888 MER repérées dans la première base de données. Une application informatique, dénommée Système de Programmation, d'Information et de Suivi-Evaluation (SPISE), a été mise en place en avril 2016 pour toutes les MER appuyées par le programme. A date, la saisie et l'alimentation des données reste à faire. Il est retenu que les deux bases de données soient remises au niveau national, à la Direction générale des études et des statistiques sectorielles (DGESS) du MAAH comme administrateur, et à la Direction de l'Organisation des Producteurs et de l'Appui aux Institutions Rurales (DOPAIR) et la Direction générale de la promotion de l'économie rurale (DGPER) comme utilisateurs, et, au niveau régional, aux Chambres régionales d'agriculture (CRA) et les services techniques déconcentrés de l'agriculture et de l'élevage. En plus, il faudra former les utilisateurs et les responsabiliser dans la gestion et supervision de ces applications. La recommandation de la dernière mission de supervision d'engager une réflexion avec les Projets PROFIL et Neer Tamba sur la fusion des bases de données qui doivent être remises aux CRA et au MAAH et sur l'utilisation de cette base de données, et de l'application informatique correspondante, par le Neer Tamba ne s'est pas réalisée. Cette réflexion devra être organisée avant le 31 décembre 2016, date d'achèvement du PASPRU.

83. A date, 163 prestataires de formation professionnelle et aux métiers, dont 99 provenant du secteur privé et 64 du secteur public, sont insérés dans la troisième base de données. Elle doit être remise au Fonds d'Appui à la Formation Professionnelle et à l'Apprentissage (FAFPA), qui sera responsable de sa mise à jour. La quatrième base de données contient actuellement 98 technologies et équipements appropriés utiles aux MER (59 équipements et 39 procédés enregistrés). Elle sera remise à l'Institut de Recherche en Sciences Appliquées et Technologies (IRSAT).

84. La mission note qu'à date aucune disposition n'a été prise pour entamer le processus d'archivage des documents du programme. Comme dans le cas du PROFIL, le PASPRU doit signer un protocole avec le Centre National de documentation agricole (CNDA) du MAAH pour recevoir l'appui de cette structure dans ce processus. L'archivage devra se faire à deux niveaux : régional (CRA) et national (CNDA). Les CRA impliquées devront être formées aux techniques d'archivages et dotées en armoires et moyens informatiques. Dans ce contexte, la mission suggère à la commission de dévolution, l'utilisation d'une partie du reliquat de kits de matériel roulant et informatique prévu pour les CREER pour équiper les CRA des quatre régions couvertes par les antennes opérationnelles. L'archivage au niveau régional doit être finalisé au plus tard le 31 décembre 2016. Au niveau national, les documents essentiels du Programme seront conservés au CNDA sous forme électronique et en version papier. L'archivage au niveau national devra être complété au plus tard le 31 janvier 2017.

85. Avec son achèvement prévu au 31 décembre 2016, le PASPRU doit impérativement se concentrer sur la capitalisation des expériences et la préparation du rapport d'achèvement. A cet égard, l'UGP et la mission se sont mises d'accord sur un calendrier qui est présenté dans le chapitre « Etat d'avancement du Programme ».

86. En juin 2014 et mars 2016 le PASPRU a conduit deux enquêtes pour le suivi des effets des actions du programme. Ces études fournissent des données très pertinentes, mais il reste un nombre d'études à mener pour évaluer et documenter les impacts du programme qui couvrent une gamme de domaines thématiques (revenus et actifs des ménages, sécurité alimentaire, etc.), notamment: (i) l'enquête SYGRI final ; (ii) étude d'impact socio-économique ; (iii) l'évaluation du Fonds de Développement des Micro-entreprises Rurales (FODEMER) et du dispositif CREER. Étant donné l'inexistence de données de référence, la mission recommande que le PASPRU suive une approche

similaire à celle d'autres projets appuyés par le FIDA, notamment le Programme de développement rural durable (PDRD) et le Programme d'investissement communautaire et de fertilité agricole (PICOFA), pour l'étude d'impact socio-économique et utilise un questionnaire « de benchmark » qui consiste à comparer les réponses des bénéficiaires de la zone du programme à celles de personnes de la même zone n'ayant pas profité des actions du programme.

87. **Cohérence entre PTBA et l'exécution.** Le PTBA 2016 a été révisé après la mission de supervision de juillet 2016. Le taux d'exécution physique pondéré du PTBA révisé au 31 octobre 2016 est de 66%, pendant que celui d'exécution financière est de 64%. La mission a examiné avec l'UGP les activités planifiées afin de s'assurer qu'elles puissent être finalisées avant le 31 décembre 2016. Le taux d'exécution global physique est de 61% au 31 octobre 2016 et prévu pour être de 65% au 31 décembre 2016. Le taux d'exécution financière quant à lui est de 56% au 31 octobre 2016. Il faut quand-même rappeler que les cibles physiques n'ont pas été revues depuis la formulation du programme ce qui affecte l'appréciation global de l'exécution.

88. **Innovations et apprentissage.** Le PASPRU a promu des innovations technologiques, techniques, commerciales et organisationnels à travers des opérations tests pour permettre aux micro-entrepreneurs d'intégrer les innovations, d'accéder à des services améliorés et de nouveaux marchés, d'introduire de nouvelles méthodes pour améliorer la productivité et la qualité des produits et développer des services professionnels. Une approche participative et "pro pauvre" a été appliquée impliquant des MER, des artisans équipementiers et des structures de recherche-développement. La diffusion des innovations s'est faite à travers différents supports, comme les campagnes de démonstration, les visites commentées, les unités artisanales pilotes mises en place, les formations techniques et professionnelles et les actions de recherche développement et d'innovations.

89. L'innovation la plus importante qui a été promue par le PASPRU est celle du dispositif des Centres de Ressources en Entrepreneuriat Rural (CREER). En plus des CREER, le PASPRU a introduit et diffusé 18 équipements innovants et promu la diffusion de 28 procédés innovants de transformation, de conditionnement et de conservation de produits qui prennent en compte les règles de bonnes pratiques de fabrication et d'hygiène. Ces innovations ont permis aux populations rurales de valoriser les potentialités dont elles disposent pour diversifier et augmenter leur revenu.

90. Le programme doit accorder davantage d'attention à la production de connaissances, notamment sur les innovations et l'impact du programme, aux fins de partage des connaissances. Le PASPRU a déjà élaboré quatre essais de capitalisation qui doivent encore être finalisés, notamment sur le dispositif du CREER, l'expérience d'un groupement de femmes impliqué dans l'étuvage de riz, l'unité artisanale de transformation de la viande en kilichi de Koupéla et une note sur la conduite des actions de recherche-développement et d'innovations mises en œuvre dans le cadre du programme. Le programme prévoit également la finalisation de la capitalisation de l'expérience des CREER et les unités artisanales pilotes comme centre de validation technico-économiques des équipements avant son achèvement. La mission suggère la diffusion des produits et des technologies promues à travers le site du Secrétariat permanent de coordination des politiques sectorielles agricoles (SP/CPSA).

91. **Efficacité du ciblage, prise en compte de l'équité hommes-femmes et inclusion des jeunes.** Le PASPRU a appuyé 4 719 MER (création et formation) sur 12 000 prévues (taux de réalisation de 39%). Il a ciblé un continuum de type d'entreprises rurales, notamment 93 de promoteurs d'initiatives économiques (PIE) sur 1 200 prévus (taux de réalisation de 8%), 364 d'activités génératrices de revenus (AGR) sur 1 200 prévus (taux de réalisation de 30%), 2 201 de micro entreprises rurales en appui individuel sur 4 800 prévues (taux de réalisation de 46%), 159 de petites entreprises individuelles sur 1 800 prévues (taux de réalisation de 9%), et 1 903 de groupements ou associations de MER sur 3 000 prévues (taux de réalisation de 63%). La répartition par filières est la suivante: riz (26%), karité (22%), manioc (16%), néré (14%), miel (9%) autres PFNL (3%), bétail-viande (3%), lait (3%) céréales (1%) et fonio (1%).

92. Au démarrage du programme il était prévu qu'au moins 50% des entreprises appuyées par le PASPRU seraient gérées par des femmes ou des groupes de femmes et 25% par des jeunes. A date, 8 642 personnes ont été appuyées par le programme, dont 56% de femmes et 27% de jeunes. L'étude d'effets réalisée en mars 2016 montre que des 15 filières ciblées par le PASPRU, il y en a 12

qui sont presque complètement dominées par les femmes, notamment l'arachide, les balanites, les céréales, le coton, les fruits et légumes, le karité, le lait, le manioc, le néré, les oléagineux, le riz et le soja. Les hommes, par contre dominent les filières de l'artisanat, le bétail-viande et le miel. A date, les CREER emploient un total de 120 personnes, 92 personnes pour les 23 premiers CREER opérationnels, dont seulement une femme, et quatre femmes pour la seconde vague des CREER. Bien que cela reste encore à confirmer par les études prévues dans le contexte de la revue de l'achèvement du programme, la mission a noté que les formations techniques ou l'appui à la commercialisation ont contribué à une amélioration des revenus des femmes, ce qui est un facteur important de leur autonomisation. Cependant, l'accès des femmes à une activité rémunératrice reste freiné par l'analphabétisme, le faible niveau d'accès à des financements, son absence de représentation dans les organes décisionnels communautaires et les coutumes qui, dans certains cas, les empêchent de participer à des formations hors de leurs villages. Il faut noter que la participation des jeunes aurait pu être beaucoup plus élevée si les activités qui ciblent spécifiquement les jeunes, notamment la formation duale des jeunes apprentis et le renforcement des compétences des formateurs endogènes, n'avaient pas été supprimées suite aux recommandations des missions antérieures.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Mettre à jour et remettre aux instances concernées de bases de données	RSE, UGP	31 déc 2016
Equiper et former les CRA aux techniques d'archivage	UCP, CNDA	31 déc 2016
Finaliser l'archivage des documents du programme	UGP	31 jan 2017

E. Aspects fiduciaires

93. **Gestion financière.** La mission relève une amélioration dans la gestion comptable ; elle note en particulier la possibilité de concilier : a) les subventions à demander et à recevoir en comptabilité avec la reconstitution du compte désigné⁹, b) l'exécution budgétaire¹⁰ et le montant décaissé par le FIDA sur le Flexcube. A l'actif également de l'UGP, une bonne maîtrise des modules comptabilité et Gestion des immobilisations (cohérence des données de la base avec les Etats Financiers 2015) du logiciel de gestion financière. Toutefois, les modules Suivi budgétaire et Suivi des engagements ne sont toujours pas opérationnels et pénalise le contrôle budgétaire avant tout nouvel engagement (le suivi budgétaire est effectué à date en extra-comptable). Concernant le dispositif de contrôle interne, le Programme a mis en place comme recommandé, des fiches « ordre de Paiement » permettant de visualiser l'autorisation de liquidation des dépenses par les responsables fiduciaires habilités. Désormais, à deux mois de la date d'achèvement, la préoccupation majeure du service financier devra être le suivi/contrôle des fonds transférés aux antennes par l'UGP et leur justification dans des délais raisonnables pour éviter des difficultés dans la justification de l'avance initiale, à l'achèvement. Il en est de même du : (i) contrôle budgétaire avant tout nouvel engagement, afin d'éviter d'engager des dépenses au-delà de la date d'achèvement et, (ii) le contrôle de la recevabilité des dépenses et des pièces justificatives des antennes, pour ne pas présenter des dépenses inéligibles en remboursement. Concernant le reporting financier, la mise en place et le renseignement d'un tableau de bord de gestion mensuel apporterait au Management du PASPRU la visibilité sur la gestion financière du Programme durant toute la période de clôture. Les informations du tableau de bord porteront sur l'exécution budgétaire, les engagements à solder, la gestion des avances de fonds et la situation de la trésorerie (disponible et attendue).

94. **Avances à justifier par le Personnel de l'UGP.** Le montant des avances de fonds non justifiées par le Personnel de l'UGP/ antennes (à la comptabilité) se chiffre à 28 millions FCFA¹¹ au 31/10/2016. Des pièces justificatives transmises par l'antenne de l'Est sont en attente d'un traitement comptable. Comme relevé par les missions précédentes, les délais de transmission des pièces

⁹ Écart de 171.356 FCFA en plus sur les subventions à demander en comptabilité

¹⁰ Un écart de 1,812 millions FCFA en plus sur l'exécution budgétaire

¹¹ Y incluent le montant des dépenses relatives à l'organisation et la participation des MER au FOMER 2015 déclassées inéligibles par la mission de supervision de juillet 2016. Le dossier est en contentieux et le Ministère de l'Agriculture a diligencé une inspection.

justificatives sont importants et soulèvent la question des conditions à remplir pour le décaissement des mises à disposition de fonds en particulier aux antennes du PASPRU.

95. **Contrôle Financier des Partenaires MEBF et CEAS.** Conformément à la recommandation formulée par la mission précédente, le PASPRU a effectué un contrôle financier des fonds avancés à ces deux institutions. Le contrôle a porté sur l'ensemble des fonds décaissés dans le cadre des contrats d'objectifs 2015 et, partiellement sur les fonds décaissés sur les contrats 2016. Des résultats du contrôle, la mission note des reliquats de trésorerie non consommés, respectivement à hauteur de 45 millions FCFA pour la MEBF et 5,7 millions FCFA pour CEAS. Ces ressources proviennent principalement de reliquats non décaissés sur les budgets des activités réalisées. L'équipe de la mission de supervision a échangé avec l'UGP et les partenaires sur des activités résiduelles à exécuter dans le cadre des contrats d'objectifs 2016 à partir des reliquats de trésorerie. A date, les dépenses sur les mises à disposition non contrôlées par le Programme se chiffrent respectivement à 204 millions FCFA pour CEAS et 192 millions FCFA pour MEBF.

Mesures convenues	Responsabilité	Date convenue
Corriger les écarts dans les données relatives aux réalisations financières du Programme en comptabilité	RAF Comptable UGP	07/12/2016
Matérialiser sur la fiche « Ordre de Paiement » les ressources disponibles sur la rubrique budgétaire avant tout nouvel engagement	RAF Comptables UGP/A	Permanent
Utiliser la fiche « Contrôle sur les pièces de dépenses » pour les vérifications sur l'éligibilité des dépenses des antennes et l'exhaustivité des pièces y afférentes	RAF Comptable UGP	Permanent
Clarifier à chaque mise à disposition de fonds le deadline pour la transmission des pièces justificatives	RAF	Immédiat
Conditionner dans la mesure du possible, toute nouvelle mise à disposition de fonds à la justification de la précédente	RAF	Permanent et immédiat
Transmettre au FIDA les rapports du contrôle financier sur les deux partenaires MEBF et CEAS	RAF	Immédiat
Effectuer le contrôle financier complémentaire sur les mises à disposition non justifiées	RAF	31/12/2016

96. **Décaissement par Bailleur.** Au 16/11/2016, le taux de décaissement par Bailleur est le suivant : (a) Prêt/Don FIDA, 55,34% en DTS, (b) Gouvernement (Fonds de Contrepartie), 71%.

97. **Exécution financière Cumulée du PASPRU.** Au 31/10/2016, le cumul des dépenses effectives du PASPRU tout bailleur confondu est estimé à 5,068 milliards FCFA (environ 10,136 millions USD)¹². Le taux d'exécution financière globale est estimé à 56%¹³ des prévisions de dépenses en FCFA du Programme à la Formulation¹⁴. Concernant la performance financière sur le financement FIDA, les réalisations financières s'élèvent à 4,727 milliards FCFA, soit 65%¹⁵ des prévisions de dépenses à la Formulation (7,267 milliards FCFA). Une progression sensible des dépenses est à relever après la mission de supervision de juillet 2016 (le taux de réalisation financière était à 59%); cette performance est à corrélérer en particulier avec l'exécution financière satisfaisante des contrats d'objectifs des Partenaires MEBF et CEAS.

98. **Exécution financière du PTBA 2016.** Au 31/10/2016, le taux de réalisation financière du PTBA 2016¹⁶ est de 63,82% (970 millions FCFA de dépenses). La mission relève une performance dans l'exécution financière du PTBA qui est passée de 30% à 63% en trois mois. Par rapport aux prévisions du PTBA révisé, l'exécution financière se présente comme suit par composante : (i) composante « Accès des MER aux services non financiers » 67,17% ; (ii) « Amélioration de l'environnement des MER » 0% ; (iii) Gestion du PASPRU et Coordination du Programme/Pays » 65,36%. Spécifiquement à la composante « Amélioration de l'environnement des MER », à cette date, malgré une

¹² Taux de change moyen de 1USD=500 FCFA.

¹³ Une sous-estimation des taxes concédées par le Gouvernement pénalise l'évaluation de la performance financière globale du PASPRU

¹⁴ Prévisions de dépenses FIDA, Gouvernement, Bénéficiaires ont été estimées à 9,051 milliards FCFA à la Formulation

¹⁵ Y incluent les dettes fournisseurs, les avances à justifiées pour un montant global de 134 millions FCFA

¹⁶ Le montant du PTBA 2016 a été révisé après la mission de supervision de juillet 2016 ; il est passé de 1,935 milliards FCFA à 1,520 milliards FCFA

révision très substantielle des dépenses (de 429 millions FCFA à 61 millions FCFA) aucune réalisation financière n'a été comptabilisée. Des dépassements sur la catégorie « salaires et indemnités » ont été relevés par la mission; ils sont à rattacher en particulier au rehaussement de taux de perdiems au cours de l'exercice 2016 (en moyenne de 43%) mais aussi, à la fréquence des missions.

99. **Décaissement FIDA.** Au 10/11/2016, la situation des décaissements sur le Prêt/Don s'élèvent à 5.977.026 DTS (8,690 millions USD), soit un taux de décaissement de 55,34% en DTS. En prenant en compte la DRF 37 d'un montant de 122 millions FCFA (environ 147.370 DTS)¹⁷ en cours de transmission au FIDA, la mission estime que le taux de décaissement prévisionnel serait de 57% en DTS (environ 6,124 millions DTS) d'ici le 31/12/ 2016.

100. **Reconstitution du Compte Désigné (CD).** La mission relève que le processus de justification de l'avance initiale a démarré avec des retenues opérées sur les DRF 34 et 36 (83,888 millions FCFA); ainsi, le solde à justifier au 10/11/2016 est de 408 millions FCFA. Ainsi, par rapport au reliquat de l'avance initiale, les disponibilités représentent 40%, la subvention à recevoir 30%, et la subvention à demander, 17%. La reconstitution met à jour un écart de 51 millions FCFA constitué par : (i) les dépenses inéligibles sur la DRF 14 et celles déclassées par l'audit 2013¹⁸ (21 millions FCFA), (ii) des taxes inéligibles (1,1 millions FCFA), (iii) des avances de fonds non encore justifiées (28 millions FCFA) et (iv) un reliquat de trésorerie de 76.441 FCFA à reverser et, (v) un écart d'un montant de 2.413 FCFA, à rechercher. Par ailleurs, la mission note des ressources en trop dans le CD suite au remboursement : (a) par des agents des antennes, de perdiems /carburant perçus du Partenaire CEAS lors d'une activité (284.000 FCFA) et (b) d'un trop perçu de perdiems par un agent du Programme (84.000 FCFA).

101. **Gestion de la Trésorerie du PASPRU.** Au 16/11/2016, la trésorerie disponible par bailleur se présente comme suit : Compte désigné, 94 millions FIDA ; Compte de Contrepartie, 0,4 millions FCFA. Les dettes exigibles sur le financement FIDA (incluant les dettes sociales et fiscales à apurer) s'élèvent à 91 millions FCFA dont 45 millions FCFA à payer sur le Compte Désigné. Le Programme a transmis à la mi-novembre 2016, une DRF (n°37) d'un montant de 122 millions FCFA et le paiement effectif¹⁹ est attendu en mi-décembre 2016. Les disponibilités financières mobilisables sur la période novembre/décembre 2016 du PASPRU sur le CD ont été évaluées à 171 millions FCFA.

102. **Dépenses d'Achèvement.** Les estimations de l'équipe du PASPRU chiffrent les dépenses jusqu'à la date d'achèvement (période novembre/décembre 2016) à 312 millions FCFA. Ce montant prend en compte les Opérations (255,328 millions FCFA) et les charges récurrentes (57,557 millions FCFA). Concernant les dépenses d'Opérations, la mission note un stock de contrat/conventions à solder pour un montant de 156,936 millions FCFA²⁰. Les dates d'exécution pour finaliser lesdits contrats ne devraient pas débordées sur le deadline du 31/12/2016. Les dépenses liées aux Opérations comprennent également les études/évaluations d'achèvement (66,052 millions FCFA) et le Fonds de Roulement au profit des MER (32,340 millions FCFA). La mission a suggéré que le gap de trésorerie sur la période susmentionnée qui s'élève à 141,806 millions FCFA soit préfinancé sur les fonds de contrepartie²¹ et demandé en remboursement au FIDA selon la procédure IV.

103. Sur la période de clôture (janvier/juin 2017), les dépenses sur le Prêt/Don jusqu'à la date de clôture (PTBA de clôture) ont été évaluées à 206 millions FCFA. Il s'agit essentiellement de l'audit final, les frais liés au transfert des actifs au Ministère de Tutelle et des charges récurrentes de l'équipe restreinte et l'élaboration du Rapport d'Achèvement du Programme.

104. La mission a appuyé l'équipe du Programme à : a) établir un plan de trésorerie sur le Compte Désigné jusqu'à la date de clôture du Prêt/Don, b) réajuster le plan de recouvrement en tenant

¹⁷ Taux de change au 10/11/2016 pour la DRF 35 est de 1DTS = 826 FCFA

¹⁸ Non remboursées par les fonds de contrepartie au passage de la mission

¹⁹ La trésorerie attendue du Paiement de la DRF 37 après retenue de 40 millions FCFA en justification de l'avance initiale 80 millions FCFA.

²⁰ Solde sur conventions MEBF et CEAS, convention Services Techniques, contrat audit 2015, conventions autres Partenaires d'exécution

²¹ Le Programme dispose dans ses comptes d'un montant de 350 millions FCFA correspondant au remboursement par le FIDA des subventions de MP préfinancées par le Gouvernement

compte des besoins de trésorerie, et c) définir la programmation des DRF à élaborer jusqu'à la clôture.

105. **Financement de la contrepartie.** Au 31/10/2016, Spécifiquement aux Fonds de Contrepartie en numéraire, L'Etat a décaissé 192 millions FCFA sur une prévision de 270 millions FCFA dans l'AF, soit une performance financière évaluée à 71%. Sur l'inscription budgétaire au titre de 2016 d'un montant de 52 millions FCFA sur le budget national, le processus de décaissement en cours au passage de la Mission porte sur un montant de 17 millions FCFA. La recommandation de la mission précédente d'évaluer de manière exhaustive les taxes exonérées par le Gouvernement n'a pas été exécutée ; il est important d'évaluer dans le Rapport d'Achèvement du Programme les taxes concédées par le Gouvernement sur les marchés des infrastructures,²² les prestations intellectuelles (MEBF, CEAS) et les acquisitions de matériels roulants et équipements afin de donner une lisibilité plus exhaustive sur la participation financière de l'Etat (par rapport aux estimations à la formulation).

106. **Revue des ECD.** Sur la DRF 34, la revue a été réalisée sur 99/238 dépenses (catégories II, IV et V) sur la période allant du 01/03/2016 au 30/06/2016. Sur la DRF 36, la revue a été effectuée sur 69/170 dépenses (catégories I, II, IV, V) sur la période allant du 01/04/2016 au 31/08/2016. La mission a constaté avec satisfaction que les dépenses effectuées sont éligibles et conformes à l'AF et les pièces de dépenses sont probantes et recevables. Toutefois, les liasses et supports devront être complétés pour certaines dépenses avec, les bordereaux de livraison, les rapports de missions et l'acquittement sur certains chèques du bénéficiaire.

107. **Dispositions de l'Accord de Financement**

PTBA 2016. Le PTBA/PPM initial 2016 a été non objecté par le FIDA le 2/02/2016. Mais le PTBA 2016 révisé n'a pas été transmis au FIDA pour non objection.

Mobilisation des Fonds de Contrepartie : Un montant de 17 millions FCFA est en cours de décaissement sur la prévision budgétaire de 52 millions FCFA de l'exercice 2016

Dépenses inéligibles les dépenses inéligibles et les taxes payées sur le compte désigné n'ont pas été régularisées.

Rapports d'activités et financiers: Le rapport du 3^e trimestre 2016 est disponible de même que le Rapport Financier Intérimaire non audité (RFI).

Rapports audit 2015 : le rapport d'audit 2015 ont été transmis le 29/06/2016.

108. **Passation de marché.** La mission a clarifié avec le Programme le montant à solder sur les contrats/conventions en cours d'exécution (156,936 millions FCFA). Il importe désormais que les outils de gestion mis en place par la mission soient régulièrement mis à jour afin d'informer en temps réel dans l'apurement des engagements et l'état d'avancement physique et financier des contrats en cours d'exécution. Concernant le Registre des Contrats, sa mise à jour est effective. La mission note la disponibilité de la documentation relative à la Passation de marché mais demande au Programme, un effort dans l'archivage des dossiers (au besoin faire appel à un archiviste), avec l'ensemble des pièces constitutives de chaque marché (DAO, demande de manifestation d'intérêt, offres des soumissionnaires, le rapport d'évaluation, rapports de prestation...).

109. **Audit.** Sur l'audit des comptes 2015, la recommandation non mise en œuvre est relative à la production de rapport de mission (non systématisé).

²² Travaux de réfection du Bâtiment de l'UGP

Mesures convenues	Responsabilité	Date convenue
Régulariser sur le CD les dépenses inéligibles pour un montant de 22,970 millions FCFA	Coordonnateur RAF	31/12/2016
Reverser le reliquat de l'activité « voyage d'études MER et CREER en Côte d'Ivoire » (de 76.441 FCFA),	RAF Comptables UGP/Antennes	Permanent
Rembourser au Partenaire CEAS les perdiems/carburant payés aux agents des antennes	RAF Comptable UGP	30/11/2016
Demander au FIDA de retenir sur la prochaine la DRF (37) le montant de 84.000 FCFA, trop demandé en remboursement	RAF	31/12/2016
Evaluer de manière exhaustive les taxes concédées par l'Etat.	RAF Comptable UGP	31/12/2016
Transmettre au FIDA le Rapport Financier Intérimaire après correction	RAF	30/11/2016
Améliorer l'archivage des dossiers (au besoin faire appel à un archiviste) de passation des marchés	RAF AC	31/12/2016

F. Durabilité

110. Les Micros Entreprises Rurales (MER) constituées entre autres de transformateurs (trices), d'organisations paysannes, d'artisans équipementiers, sont les bénéficiaires finaux du Programme PASPRU. C'est ainsi qu'en juillet 2016, la mission de supervision avait identifié quatre domaines dont les résultats réunissent des indices de viabilité des MER appuyées et de durabilité des actions.

111. **Sur le plan institutionnel**, la durabilité des acquis du Programme portent sur les actions qui concourent à la viabilité du concept CREER et des MER appuyées. Il s'agit notamment : (i) de la constitution des CREER en GIE; (ii) de l'option de confier la tutelle technique des CREER et des MER à la DGPER; (iii) l'engagement du CEAS à poursuivre respectivement des actions de promotion des CREER et le suivi/assistance technique du fonctionnement des technologies de transformation des produits des MER, sur au moins deux ans, à partir de la date de mise en service des équipements (une lettre d'entente sur ce sujet est en cours de signature avec le CEAS) et (iv) la participation des structures pérennes telles que les services techniques déconcentrés, les CRA, les communes, le FAFPA et l'IRSAT, dans la mise en œuvre et le suivi des activités sur le terrain. Le processus d'appropriation des logiques promues par le PASPRU par les Ministères de tutelle est en cours, avec notamment la prise en compte des acquis du PASPRU. L'exemple de la valorisation des résultats de l'étude conduite par le PASPRU sur les micro-pôles économiques dans l'élaboration du deuxième Programme National du Secteur Rural (PNSR2), outil fondamental de planification pour le secteur rural.

112. **Sur le plan de la rentabilité financière des CREER et des MER**. L'activité des deux catégories d'entreprises créées et/ou renforcées par le PASPRU, les CREER et les MER, est jugée rentable par les promoteurs eux-mêmes. La mission de juillet 2016 avait noté des chiffres d'affaires déclarés par les CREER allant de 7 à 100 millions de francs CFA. Ces données pour 2016 (recueillies par la mission) allant de janvier au 15 novembre 2016 fournies par les CREER avec beaucoup plus de précisions vont de 7 763 875 FCFA à 49 216 500 FCFA. La demande des produits finis locaux des MER et la pénétration de marchés de certaines grandes villes (Ouagadougou) et pays voisins (Togo, Niger) sont en nette croissance. Il est attendu que cette opportunité contribue au renforcement des chiffres d'affaires et de la rentabilité financière des activités promues par les MER. Ces entreprises, après deux années de fonctionnement, sont à des niveaux de maturité et de développement différents, mais elles présentent des chances de survie assez appréciables avec le dispositif de stratégie de sortie en cours. Le programme prévoit une étude d'évaluation du dispositif des CREER et du FODEMER 2015, pour cerner les effets et impacts des prestations sur les bénéficiaires.

113. **Sur le plan du renforcement des capacités des CREER et des MER**. Le Programme totalise 51 CREER opérationnels qui ont tous suivi le processus de certification. Soit une première vague de 29 CREER certifiés et installés en 2014 dans les régions de l'Est, du Centre-Est, des Cascades et des Hauts Bassins et une seconde vague de 22 CREER certifiés et installés en avril 2016 dans les

régions du Nord, du Centre-Nord et de la Boucle du Mouhoun. Les CREER de la première vague sont à leur troisième année d'encadrement et de coaching personnalisé sur le terrain par la MEBF. La seconde vague a bénéficié des formations basiques dans le cadre de la certification. Ce paquet de formation de base couplée aux habilitations en cours auprès des différents partenaires (MEBF, DOPAIR, IRSAT, FAFPA, etc.) et au coaching personnalisé de la MEBF offre des garanties de prestation de qualité à leur portefeuille de clientèle moyen de 200 MER. En effet, dans le processus de certification, les CREER ont reçu un paquet de renforcement de capacités adéquats pour la livraison des SDE de proximité suivant trois axes : (i) la formation aux métiers de base du CREER ; (ii) l'audit dynamique des aptitudes et compétences en matière d'accompagnement des MER et (iii) l'appui à l'élaboration de plans d'affaires. Au-delà du PASPRU, l'ensemble des CREER a pu étendre le spectre de son intervention dans des domaines variés et à d'autres partenaires. Les CREER, de par leur compétence et leur proximité, s'illustrent donc comme de véritables interfaces entre les partenaires au développement et les bénéficiaires cibles dans leurs localités renforçant ainsi leur viabilité après le projet. Les MER ont, elles aussi, bénéficié depuis 2015 d'un paquet de renforcement des capacités de base dont l'incidence les inscrit dans la durabilité de par les effets induits. Le processus de renforcement des capacités des MER s'est poursuivi durant ce dernier trimestre. Le programme déployé s'est focalisé sur les aspects de qualité et d'hygiène pour une meilleure compétition du marché en vue de la viabilité des MER.

114. **Sur le plan opérationnel.** Les MER créées et ou renforcées dans leurs activités qui ont bénéficié des appuis des projets dans leurs localités s'insèrent dans une logique de durabilité car elles intègrent des dynamiques ou les perspectives de marchés porteurs tels que le miel, l'attiéké, la production du soumbala sont intéressantes. Les appuis apportés par des partenaires tels que le CEAS dans le domaine de l'accès aux techniques et à la technologie vont dans le sens de la viabilisation de ces micro-entreprises. Avec une population de plus en plus croissante qu'il va falloir nourrir, la demande des produits transformés dans les centres urbains va croître et offrir des réelles possibilités aux MER en terme de marché. Les avantages pour les MER, notamment l'enregistrement de revenus additionnels accrus, constitueront les incitations et motivations nécessaires pour ces derniers de continuer à s'engager dans leurs activités.

115. Les CREER se positionnent de plus en plus dans le milieu rural comme une réponse aux nombreuses sollicitations des porteurs d'initiatives et des MER de leurs localités. L'acceptation du principe de paiement des prestations par les MER, la sollicitation d'autres partenaires et les limites des pouvoirs publics à couvrir les besoins en conseil en milieu rural sont autant d'éléments qui militent en faveur de la durabilité des créer. Le fait que les CREER aient fonctionné en préfinançant leurs activités durant une longue période montre qu'ils croient en leurs activités qui sont du reste assez rentables. La variété des sollicitations, les chiffres d'affaires en nette progression et les emplois créés par ces CREER qui ne déclarent pas de faillite jusqu'à présent montrent à quel point il faut songer à dupliquer ce concept.

G. Stratégie de sortie

116. Le PASPRU dispose d'un document de stratégie de sortie non validé par le FIDA. Quatre axes d'intervention pour garantir une pérennisation des acquis du Programme avaient été identifiés par la mission de supervision de juillet 2016. Il s'agissait de :: (i) la viabilisation/autonomisation des MER par la consolidation des actions de renforcement des capacités et l'accompagnement des MER bénéficiaires du FODEMER dans la reconstitution de leur fonds de roulement et leur orientation vers des sources de financement plus pérennes; (ii) la pérennisation des CREER en entreprises rurales offrant des services d'appui de proximité rémunérés dans une perspective d'entreprises de services; (iii) la responsabilisation institutionnelle pour le suivi/accompagnement et la poursuite du renforcement des capacités des CREER. (iv) le positionnement des formateurs endogènes comme prestataires au profit des MER, ce qui nécessite un appui à leur habilitation et la facilitation de leur mise en relation avec les CREER, la CRA, la DGPER, etc. A moins de deux mois de la date d'achèvement, le quatrième axe est sans objet du fait de la suppression des activités relatives du PTBA 2016.

117. Les activités se rapportant aux autres axes sont mises en œuvre à un niveau satisfaisant.

118. La mission a rencontré la DGPER qui a réaffirmé toute sa disponibilité à assumer cette nouvelle responsabilité. Pour ce faire, la mission a proposé des termes de référence, pour que d'ici au 5 décembre 2016, une commission technique issue des parties prenantes du Programme élabore un cahier de charge définissant le contenu des missions assignées à la DGPER comme tutelle des CREER à la fin du PASPRU et les attentes des différentes parties prenantes. De façon spécifique, ce cahier de charge visera l'atteinte des objectifs suivants: (i) définir de façon consensuelle la notion de tutelle technique des CREER après le PASPRU; (ii) définir le mandat assigné à la DGPER en tant que tutelle technique des CREER; (iii) identifier les acteurs et partenaires dans la mise en œuvre du cahier de charge; (iv) décrire les rôles de la DGPER, des acteurs et des partenaires impliqués; (v) décrire les extrants à produire et leur périodicité et toute autre base de données utiles; (vi) proposer la durée et un plan d'action pour la DGPER; (vii) évaluer et proposer un budget minimum de mise en œuvre et les sources éventuelles de financement.

119. Dans le cadre de la dévolution des biens, la mission souhaite que la commission en charge analyse la possibilité d'affecter à la DGPER un des véhicules initialement destinés à la MEBF, en vue d'accompagner son engagement à déployer, sur une période d'au moins deux ans, un programme trimestriel de suivi/accompagnement technique des MER, conformément au cahier de charge qui sera élaboré à cet effet. La mission soumet également le même souhait pour qu'un véhicule revienne à la DGESS/MAAH et un à la DGEP/MINEFID en vue de faciliter la coordination de toutes les actions de stratégie de sortie en cours du portefeuille du FIDA au Burkina Faso en tant que tutelle technique, dont notamment celles du PASPRU, du PROFIL, du PDRD et du PIGEPE. Il en va de même pour les demandes soumises par les CRA (un Kit informatique composé d'une imprimante, d'un onduleur, d'un ordinateur de bureau et une moto par CRA partenaire du Programme et à l'IRSAT).

120. La mission a échangé avec la MEBF qui a également réaffirmé son engagement à poursuivre la promotion des CREER à travers les opportunités offertes au niveau national. La MEBF étant une association de droit privé mais d'utilité publique avec un rôle régalien à jouer au niveau national en matière de promotion de l'entrepreneuriat, prévoit en terme de perspective pour les CREER: (i) mettre en place un programme de certification de gestionnaires de CREER pour promouvoir et pérenniser le métier en milieu rural; (ii) de développer la collaboration avec les gestionnaires de CREER pour la formulation de projets et programmes destinés au secteur privé rural et la promotion de l'entrepreneuriat rural; (iii) de promouvoir le modèle de CREER auprès de bailleurs de fonds intéressés par le développement de l'entrepreneuriat en milieu rural.

Mesures convenues	Responsabilités	Dates convenues
Elaborer et signer avec la DGPER et visé par le MAAH, un cahier de charge définissant le contenu des missions assignées à la DGPER comme tutelle gouvernementale des CREER	UGP/MAAH/DGPER	15 décembre 2016

H. Conclusions

121. Le PASPRU, mis en route en 2010, s'achève le 31 décembre 2016. Il aura connu durant sa période de mise en œuvre : (i) un démarrage lent et difficile ; (ii) de longues vacances de postes essentiels (Coordonnateurs, RSE, Responsable d'appui aux MER de plus de deux ans quelques fois) ; (iii) une absence de certains d'outils essentiels de gestion (manuel d'exécution technique par exemple) ou une élaboration tardive (manuel de S&E élaboré seulement en 2013, soit 3 ans après le démarrage du Programme) ; (iv) des périodes de crise socio-politique qui ont ralenti le rythme d'exécution des activités. Ajouté à ce contexte, on peut mentionner l'effectif très réduit du personnel du Projet, qui s'est retrouvé au cœur d'une tâche de grande ampleur (suivi, coordination, gestion financière, etc.) même si l'approche faire-faire délègue à des prestataires, les actions directes de mise en œuvre ; (v) le retrait de la BOAD et la réduction de la ZIP qui ont affecté les objectifs quantitatifs visés ; (vi) la non répercussion de ces changements dans les indicateurs du cadre logique ; (vii) la non opérationnalisation du mécanisme de financement des MER prévu dans le document de projet qui aurait rapproché les MER des institutions pérennes d'octroi de crédits ; etc.

122. Sans vouloir être exhaustif, on peut dire que le Programme a, malgré ce contexte, réussi à engranger des résultats intéressants. La concrétisation du concept « CREER » dont l'existence,

l'utilité, la pertinence et la qualité des services rendus (payants) sont reconnus et appréciés par les MER figure parmi ces bons résultats. Les MER mises en place avec l'appui du PASPRU, ont elles aussi, acquis des compétences avérées en matière de développement et de gestion de la micro-entreprise en milieu rural, grâce aux actions convergentes et complémentaires apportées par le Programme à travers ses différents partenaires. Le changement de mentalité en matière de paiement du service rendu par des entités privées, opéré au niveau des MER est sans conteste, un autre des grands accomplissements du PASPRU.

123. Les CREER et les MER sont encore fragiles, et ont besoin pour parachever leur développement, d'un accompagnement durant une période de consolidation durant laquelle, une tutelle technique est indispensable. La mission, en accord avec le Programme estime que la DGPER est la structure la mieux indiquée pour jouer ce rôle de tutelle. La mission invite alors le Gouvernement à prendre des dispositions administratives instituant cette tutelle et qu'il accompagne ce processus de désengagement notamment sur le plan financier.

124. Toutefois, il faut souligner que le Programme, en raison probablement de l'environnement qui a entouré son exécution n'a pas réussi à atteindre les objectifs quantitatifs prévus. Après six années de mise en œuvre, il s'achève avec un niveau global de réalisation physique et financière assez faible, de l'ordre de 61% et 56%, respectivement et ce, malgré le sursaut remarquable depuis la dernière supervision de juillet 2016 ayant conduit à un taux d'exécution du PTBA 2016 révisé qui passe de 16% à environ 66% en l'espace de trois mois.

125. Ces chiffres, examinés de façon brute, ne peuvent que déclencher une appréciation mitigée de sa performance, alors que des résultats sur les plans méthodologiques, de développement de l'entrepreneuriat rural et de collaboration institutionnelle mériteraient d'être analysés avec attention. Les résultats et acquis qui ressortiront certainement des études de capitalisation en vue, pourront être utilisés dans la formulation et la conduite de projets futurs.

126. La mission attire l'attention du Programme et des autorités nationales sur la nécessité et l'urgence de conduire à bonne date, les études SYGRI et socio-économiques dont les résultats serviront à alimenter la revue d'achèvement. En raison de la proximité de la date d'achèvement et du planning envisagé pour la réalisation de ces études, qui va au-delà du 31 décembre, la nécessité de trouver une solution au financement s'avère indispensable.

Appendice 1 : Résumé de l'état d'avancement du PASPRU et notes attribuées

Faits essentiels

Pays	Burkina Faso	No. du projet	1425 [1100001425]	No. du prêt/don DSF	1000003365, 1000003367
Projet	Programme d'appui et de promotion du secteur privé en milieu rural			Prêt/don DSF suppl.	
Date de mise à jour	19/11/2016				
Institution responsable de la supervision	IFAD				
Nombre de Supervisions	5	Nombre de missions avancement de l'exécution/suivi	5		
Dernière Supervision	22/11/2016	Dernière mission avancement de l'exécution/suivi	22/11/2016		

					Million USD	% Taux de décaissement
Approbation	30/04/2009			Coût total révisé	20,114	47
Accord	23/09/2009	Délai d'entrée en vigueur	19.6	FIDA Total	16.15	
Entrée en vigueur	08/12/2010	Valeur PAR	-----	Prêt du FIDA	8.07	54
Premier décaissement	29/07/2011			Don DSF	8.07	54
Examen à mi- parcours	13/06/2014	Dernier amendement	12/12/2011	Don FIDA		
Achèvement initiale	31/12/2016	Dernier audit	30/06/2016	field_asap_grant	0.00	0
Achèvement	31/12/2016			Financement national total	3.96	
Clôture	30/06/2017			Bénéficiaires	0.10	104
Nombre de prolongations	0			National Govern	3.87	15
				Cofinancement total externes	5.10	0
				West African De	5.10	0

Notes concernant l'exécution du projet

B.1 Aspects fiduciaires	Précédente	Actuelle	B.2 État d'avancement de l'exécution du projet	Précédente	Actuelle
1. Qualité de la gestion financière	3	4 (a)	1. Qualité de la gestion du programme	4	4
2. Acceptabilité du taux de décaissement	3	3	2. Exécution du S&E	5	4 (b)
3. Fonds de contrepartie	4	4	3. Cohérence entre le PTBA et l'exécution	3	4 (c)
4. Conformité à l'accord de financement	4	4	4. Prise en compte de l'équité hommes- femmes	5	5
5. Conformité aux règles de passation des marchés	4	4	5. Lutte contre la pauvreté	4	4
6. Qualité et ponctualité des audits	4	4	6. Efficacité du ciblage	5	5
			7. Innovation et leçons apprises	4	4

	8. Prise en compte du climat et environnement	4	4
--	---	---	---

B.3 Produits et réalisations	Précédente	Actuelle	B.4 Durabilité	Précédente	Actuelle
1. Accès des MER aux services non-financiers	4	4	1. Renforcement des institutions (organisations, etc.)	4	4
2. Amélioration de l'environnement des MER	3	4 (d)	2. Autonomisation	4	4
			3. Qualité de la participation des bénéficiaires	5	5
			4. Adaptabilité des prestataires de services	5	5
			5. Stratégie de désengagement (préparation et qualité)	4	4
			6. Possibilité réplcation à plus grande échelle	4	5 (e)

B.5 Justification des notes

Aspects fiduciaires : Qualité de la gestion financière: Amélioration de la gestion comptable du PASPRU avec (a) la comptabilisation des avances des fonds non justifiées et par conséquent, leur traçabilité, et (b) la possibilité de concilier les décaissements du Flexcube du FIDA avec les Emplois durables des ressources au niveau de la comptabilité analytique. Par ailleurs le PASPRU a effectué le Contrôle financier des ressources transférées aux Partenaires d'exécution avec deux missions réalisées en 2016 à la MEBF et CEAS et deux autres missions programmées en début 2017

État d'avancement de l'exécution du projet (a) Exécution du S&E : non-exécution des études SYGRI et socio-économiques finales, retard dans la mise à jour de la base de données sur les MER et l'enregistrement des données de suivi évaluation dans le système (b) Cohérence entre le PTBA et l'exécution : amélioration du taux d'exécution du PTBA 2016 qui passé de 16% en juillet à 66% en octobre 2016, réajustement du PTBA 2016 et de certains contrats de partenaires clefs.

Produits et réalisations : Amélioration de l'environnement des MER : mise en relation des MER avec les dynamiques commerciales et organisationnelles existantes, facilitation de l'accès aux marchés et aux services financiers ;

Durabilité Possibilité réplcation à plus grande échelle : (i) le modèle CREER a suscité un intérêt pour un certain nombre de projets et programmes dont le PCESA, le PAFASP, Le Neer-Tamba, le PROFIL, de partenaires techniques et financiers : Banque Africaine de Développement, PDA/GIZ, (ii) le modèle MER-CREER est adopté par le gouvernement pour booster l'entrepreneuriat rural

Évaluation globale et profil de risque

	Précédente	Actuelle
C.1 Actifs physiques/financiers	4	4
C.2 Sécurité alimentaire	4	4
C.3 Qualité de l'amélioration des actifs naturels et la résilience climatique	4	4
C.4 Avancement globale de l'exécution (Sections B1 et B2)	4	4

Justification des notes sur l'avancement globale de l'exécution

Le taux d'exécution physique globale est de 61%. Les cibles n'ont pas changé depuis la formulation du Programme

C.5 Probabilité de réalisation des objectifs de développement (section B 3 et B4)	4	4
---	---	---

Justification des notes sur les objectifs de développement

C.6 **Risques** Description succincte des principaux risques concernant chaque section ainsi que de leur impact sur la réalisation des objectifs de développement et la durabilité des résultats

Aspects fiduciaires	Le Risque Fiduciaire évalué par la présente mission comme <u>moyen</u> après la mise en œuvre d'un certains nombres de recommandations formulées en juillet 2016. A date, les facteurs de risques se situent au niveau de la gestion des mises à disposition de fonds aux antennes et le contrôle budgétaire, qui en l'absence d'un suivi rigoureux des engagements à deux mois de la date d'achèvement, peuvent affecter la justification complète de l'avance initiale à la date de Clôture du Prêt/Don FIDA
Avancement de l'exécution du projet	Mobilité du personnel, retard ou la non réalisation des enquêtes SYGRI et socioéconomiques finales
Produits et réalisations	Non atteinte des objectifs quantitatifs initiaux
Durabilité	Non-respect des engagements par certains partenaires Insuffisance de l'accompagnement du processus de désengagement notamment financier de la part du gouvernement

Suivi proposé

Question/problème	Mesure Recommandée	État de calendrier	État d'avancement
PTBA	Approuver le PTBA de clôture 2017	31 décembre 2016	Revue en cours par le PASPRU
Recommandations	Suivre les progrès de mise en œuvre des recommandations liés à l'achèvement du Programme	31 décembre 2016	Formes et périodicité en discussion avec l'UGP
Rapport d'achèvement	Apporter un appui au recrutement de l'équipe de consultants qui sera chargée de l'élaboration du rapport d'achèvement	31 décembre 2016	Réflexion en cours
	Aider l'UGP à élaborer le planning des activités clés et les TDR de la revue d'achèvement	31 décembre 2016	Grands axes identifiés et documents de base partagés avec l'UGP
	Assurer un suivi de la conduite du processus de la revue d'achèvement en vue de la soumission du rapport par le gouvernement dans les délais	30 avril 2017	Appui en cours pour le démarrage des études de base
Tutelle technique des CREER	Appuyer l'élaboration du cahier de charge pour la tutelle technique des CREER par la DGPER	15 décembre 2016	TDR en cours de finalisation

Observations supplémentaires

Veiller au bon archivage et transfert de la documentation du programme tant au niveau national que régional

Appendice 2: Cadre logique actualisé: état d'avancement par rapport aux objectifs, effets et produits

Synthèse	Indicateurs clé de performance	Moyens de vérification	Hypothèses (H) / Risques (R)	Situation de référence		Valeur cible	Réalisation au 31 octobre 2016	%	Observations
				Année	Valeur				
Objectif principal:									
Contribuer à la réduction de la pauvreté rurale à travers le développement du secteur privé local.	Amélioration du niveau de vie des populations cibles dans les zones d'intervention du programme								
	1. Indice de pauvreté	Enquête socioéconomique de base	Risque de faibles impacts à cause du retard de déroulement des appuis prévus et de la couverture incomplète de la zone d'intervention (2 sur 5 antennes)	2012					
	Boucle du Mouhoun				60%				
	Centre Est				55%				
	Cascades				39%				
	Hauts Bassins				34%				
	Est				40%				
	Nord				68%				
	2. Malnutrition chronique (taille/âge)				40%				
	3. Malnutrition aigüe (poids/taille)				18%				
	4. Insuffisance pondérale (poids/âge)				32%				
	5. Accès à des ressources en eau améliorées				67%				
	6. Niveau d'exposition à une saison de disette				83%				
Objectifs spécifique 1: Amélioration de l'accès durable des groupes cibles aux services de développement aux entreprises (SDE) ruraux ainsi qu'à des formations professionnelles et à la technologie et à l'innovation	Nombre d'opérateurs offrant des SDE, formations et appui-conseil pour les MER et les accompagnants pour l'accès aux institutions et prestataires spécialisées dans les formations professionnelles et technologies sont installés en permanence dans la ZIP	Rapport du S-E du Programme	Risque de non viabilité des CRÉER nouvellement installés dans les régions de la Boucle du Mouhoun, du Nord et du Centre Nord	2013	4	60	56	93,33	Il s'agit des Centres de Ressources en Entrepreneuriat Rural. En prenant en compte les conclusions de l'évaluation des partenariats 51 centres sont pourvus de gestionnaires, même si les MER bénéficient des appuis du fait du redéploiement du dispositif,
	Nombre de MER rentables avec accès durable aux SDE (par genre)	Rapport du S-E du Programme Rapport d'enquêtes		2013		12 000	4 719	39,33	dont 4466 femmes
	Augmentation de * % du bénéfice réalisé par ces MER (et non chiffre d'affaires) en moyenne par an	Rapport du S-E du Programme		2013	0		29%	29,00	Le bénéfice n'a pu être approché mais le chiffre d'affaire a fait un bond de 52%

Synthèse	Indicateurs clé de performance	Moyens de vérification	Hypothèses (H) / Risques (R)	Situation de référence		Valeur cible	Réalisation au 31 octobre 2016	%	Observations
				Année	Valeur				
									de 2013 à 2014 et de 29% en 2015.
	<i>Nombre d'emplois directs et indirects créés par les MER (par genre)</i>			2012		24000	17612	73,00	
	<i>Emplois directs</i>						9634		
	Femmes						5780		
	Hommes						3854		
	<i>Emplois indirects</i>						7978		
	Femmes						4489		
	Hommes						3489		
	<i>Nombre d'innovations mises en œuvre</i>						27		Innovations techniques : (i) au niveau du processus de transformation (riz, manioc, miel, céréales, soubala, savon, lait, karité, fonio, soubala, Kilichi, huile de balanites) (ii) au niveau des équipements (broyeur de manioc, torréfacteur, presses à manioc, barateuse, centrifugeuse et filtre à miel, presse et filtre à jus, séchoir de viande, décortiqueuse grains de néré), 5 Innovations commerciales (participation à des manifestations commerciales, organisations de manifestations commerciales, installation de boutiques/comptoir d'achat au niveau de certaines unités, placement des produits au niveau des supermarchés, mise en place de groupe de commercialisation)
	Techniques						22		
	Commerciales						5		
	<i>Degré de participation</i>							100,00	

Synthèse	Indicateurs clé de performance	Moyens de vérification	Hypothèses (H) / Risques (R)	Situation de référence		Valeur cible	Réalisation au 31 octobre 2016	%	Observations
				Année	Valeur				
	Femmes					30%	56%		
	Jeunes						27%		
Objectifs spécifique 2: contribuer à créer un environnement propice au développement du secteur privé local en milieu rural.	Membres des groupes de commercialisation formés/consolidés			2012	0	440	226	51,36	
Réalizations/Produits								61,27	
Composante A: « accès des micro entreprises rurales aux services non financiers »								42,99	
Sous composante A1 : Facilitation de l'accès des MER aux Services de Développement aux Entreprises (SDE)								61,31	
Résultat attendu : Les MER des zones d'interventions du programme ont un accès à un dispositif d'appui-conseil et d'accompagnement pérenne incluant des centres de ressource en entrepreneuriat	Existence d'une base de données opérationnelle sur les MER ciblées et appuis reçus par le programme	Rapport périodique du Programme Rapport de mission		2012	0	1	1	100,00	10 546 enregistrements: PIE =1124,
	Nombre de demandes émanant des groupes cibles par catégorie (femmes, hommes, jeunes) et typologie (PIE, AGR, MER, PEI, Grpts) ;	Base de données sur les MER	Non satisfaction de l'ensemble des besoins exprimés du fait de la couverture partielle de la zone d'intervention	2012	0	12 000	9 888	82,00	
	PIE (F, H, J, T)					1 200	1 124	93,67	PIE: 558, 566, 432, 1124
	AGR (F, H, J, T)					1 200	3 124	260,33	AGR: 2768, 356, 1039, 3124
	MER (F, H, J, T)					4 800	3 436	71,58	MER: 2111, 13255, 1028, 3436
	PEI (F, H, J, T)					1 800	190	10,56	PEI: 87, 103, 81, 190
	GPT/ASS (F, H, J, T)					3 000	2 014	67,13	GPT/ASS: 2014
	La base de données doit être mise à jour pour prendre en compte la consolidation du portefeuille des MER dans les nouvelles régions :	Base de données sur les MER		2012	0	3	3	100,00	

Synthèse	Indicateurs clé de performance	Moyens de vérification	Hypothèses (H) / Risques (R)	Situation de référence		Valeur cible	Réalisation au 31 octobre 2016	%	Observations
				Année	Valeur				
	<i>Nombre de MER encadrées >12 000</i>	Rapport du S-E du Programme		2012	120	12000	4719	39,33	
	<i>Nombre de CRÉER recrutés, formés, déployés dans la ZIP, opérationnalisés</i>	Rapport du S-E du Programme, Rapport MEBF		2012	4	60	56	93,33	
	<i>Nombre de contrats de services / conseils signés entre les MER et les CREER > 7000 (par genre) dont 30% de contrats d'appuis « permanents »</i>	Rapport du S-E du Programme, Rapport CRÉER		2012	0	7000	5220	74,57	
	<i>Nombre de contrats de prestations de services ponctuels MER / CREER (une même MER pouvant bénéficier de plusieurs prestations ponctuelles sur la durée du Programme)/ an / CREER en moyenne ;</i>	Rapport du S-E du Programme, Rapport CRÉER		2012	0	72000	17200	23,89	
	<i>Nombre de contrats de prestations de services « permanents » (ensemble de prestations délivrées sur une durée minimale de 1 an / an / CREER en moyenne</i>	Rapport du S-E du Programme, Rapport CRÉER		2012	0	7200	168	2,33	
	<i>Nombre de prestations de services fournies par grandes catégories : relevant de l'accès au marché, de l'accès au financement, du renforcement de capacité de gestion / comptabilité, etc.)</i>	Rapport du S-E du Programme, Rapport CRÉER		2012	0			36,35	
	<i>Accès au marché</i>			2012	0	6000	1716	28,60	
	<i>Accès au financement</i>			2012	0	2400	1423	59,29	
	<i>Renforcement de capacité de gestion / comptabilité</i>			2012	0	9000	1903	21,14	
Sous composante A2 : Facilitation de l'accès à la formation aux métiers et à l'apprentissage								32,70	
Résultat attendu : Les MER ont accès à la formation aux métiers et	<i>Existence d'une base de données opérationnelle sur les prestataires de formation professionnelle et aux métiers</i>	Base de données actualisée rapport de mise en place	Les institutions de formation professionnelle ont les compétences, capacités et	2012	0	1	1	100,00	L'étude sur l'offre publique et privée de prestations en formation professionnelle et aux métiers disponibles est en cours de réalisation. La mise en

Synthèse	Indicateurs clé de performance	Moyens de vérification	Hypothèses (H) / Risques (R)	Situation de référence		Valeur cible	Réalisation au 31 octobre 2016	%	Observations
				Année	Valeur				
apprentissage			ressources financières pour adapter leur offre de services aux besoins des MER ;						place de la base de données interviendra après la validation des conclusions de l'étude
	<i>Nombre de MER par catégorie (femmes, hommes, jeunes) et typologie (PIE, AGR, MER, PEI, Grpts) formés en entrepreneuriat / gestion > 12000</i>	Contrats d'objectifs et rapports des partenaires de mise en œuvre (FAFPA, CEAS, etc...)	Les CREER sont capables e mettre en œuvre les sessions de formation en entrepreneuriat et gestion simplifiée ;	2012	0	12000	1859	15,49	
	<i>Nombre de MER par catégorie (femmes, hommes, jeunes) et typologie (PIE, AGR, MER, PEI, Grpts) ayant bénéficié d'une formation technique et professionnelle > 9000</i>			2012	0	9000	2907	32,30	
	<i>Nombre de MER recevant une formation en alphabétisation fonctionnelle ></i>	Rapport de Suivi des MER bénéficiant des Appuis	Harmonisation de l'initiative d'alphabétisation avec dispositif national en la matière et bonnes pratiques	2012	0	3600	804	22,33	
	<i>Nombre de MER par catégorie (femmes, hommes, jeunes) et typologie (PIE, AGR, MER, PEI, Grpts) ayant pris part à des voyages d'échanges > 500</i>			2012	0	500	173	34,60	
	<i>Nombre d'apprenti(e)s ou d'employé(e)s des MER ayant bénéficié de formation professionnelle duale > 1000</i>			2012	0	1000	242	24,20	
	<i>Nombre de formateurs endogènes selon le genre ayant bénéficié de renforcement pédagogique > 300</i>			2012	0	300	0	-	

Synthèse	Indicateurs clé de performance	Moyens de vérification	Hypothèses (H) / Risques (R)	Situation de référence		Valeur cible	Réalisation au 31 octobre 2016	%	Observations
				Année	Valeur				
Sous composante A3 : Facilitation de l'accès aux informations, technologies et innovations								34,94	
Résultat attendu : Les MER ont accès aux informations, technologies et innovations	Nombre de MER ayant accès à l'information technique et technologique de proximité	Rapport périodique du Programme Base de données actualisée deux fois par an	Les institutions de technologie ont les compétences et capacités (et ressources financières) pour adapter leur offre de services aux besoins des MER. Volonté des Partenaires du PASPRU d'entrer dans des partenariats avec les CREER et avec les équipementiers ;	2012	0	12000	2181	18,18	Participants aux visites commentées et séances de démonstration. Il n'a pas été possible de suivre le nombre visites de la base de données conçue à cet effet
	Existence d'une base de données opérationnelle au plan national et dans la zone du PASPRU sur les technologies et équipements appropriés utiles aux MER	Rapport d'exécution des protocoles/conventions de partenariat entre les institutions de recherche et les organisations d'artisans équipementiers		2012	0	1	1	100,00	La base de données a été réalisée dans le cadre du partenariat 2013 avec l'IRSAT. Elle est installée auprès des CREER
	Nombre de plaquettes, catalogue sur les technologies conçues, traduites et diffusées			2012	0	2000	4	0,20	4 plaquettes ont été élaborées et traduites en 1600 exemplaires dans les langues nationales mooré, fuludé dioula et Gourmatchéma. Par ailleurs 100 catalogues sur les innovations et les technologies réalisées par l'IRSAT ont été

Synthèse	Indicateurs clé de performance	Moyens de vérification	Hypothèses (H) / Risques (R)	Situation de référence		Valeur cible	Réalisation au 31 octobre 2016	%	Observations
				Année	Valeur				
									acquis et diffusées aux MER
	<i>Nombre de séance de démonstrations réalisées</i>			2012	0	170	46	27,06	
	<i>Nombre d'unités artisanales installées et opérationnelles</i>			2012	0	67	13	19,40	
	<i>Nombre de protocole de travail/partenariats entre les équipementiers et les structures de recherche</i>			2012	0	9	4	44,44	4 protocoles de travail/partenariat ont été conclus entre l'IRSAT, le CEAS et les équipementiers en raison de 2/an de 2014 à 2015
	<i>Nombre partenariats entre les CREER et les institutions spécialisées dans les technologies et innovations (ex. IRSAT, CEAS, Equipementiers) et nombre de CREER habilitées à fournir l'information et les appuis-conseils technique et technologiques</i>			2012	0	60	20	33,33	
	<i>Nombre de MER (selon les catégories) capable d'identifier leurs contraintes et les solutions possibles du point de vue innovation et technologies</i>			2012	0	12000	2181	18,18	
	<i>Nombre de MER par catégorie qui estiment trouver l'information dont ils ont besoin (idem des femmes et des jeunes) >50%</i>			2012	0	12000	6442	53,68	Les MER qui fréquent les centres de ressources en entrepreneuriat rural affirment trouver satisfaction. En effet les CREER disposent de la base de données sur les équipementiers et équipements disponibles au Burkina. Ils servent de relai à la diffusion d'informations d'ordre commercial qu'ils recherchent auprès de partenaires (MEBF, CRA, ONG, privés etc.). Les mercuriales des prix de matières premières et de produits finis misent à jour par

Synthèse	Indicateurs clé de performance	Moyens de vérification	Hypothèses (H) / Risques (R)	Situation de référence		Valeur cible	Réalisation au 31 octobre 2016	%	Observations
				Année	Valeur				
									les CRA sont régulièrement portées à la connaissance des MER. Les besoins sont intégralement couverts pour de plus 50% de MER.
Composante B: "amélioration de l'environnement des MER ": Résultats attendu : Des appuis institutionnels sont apportés aux MER								47,32	
Sous composante B1: Fonds de Développement de la micro entreprise rurale (FODEMER)								55,77	
	Le « Fonds de développement de la Micro-Entreprise Rurale » est opérationnel	Rapport périodique du Programme Rapport du S-E du Programme	Le fonds offre une alternative au système financier classique Les subventions offertes sont adaptées aux moyens des Mer et permettent leur émergence	2012	0	1	1	100,00	
	Nombre d'innovations technologiques, commerciales et organisationnelles introduites auprès des MER et financés par le Fonds	Rapport du S-E du Programme, Rapports IRSAT, CEAS		2012	0	67	36	53,73	Introduites à travers les unités artisanales pilotes et les microprojets d'innovations
	Nombre de micro projet financés		La trésorerie du PASPRU risque d'affecter la mise en œuvre du FODEMER	2012	0	2400	326	13,58	
Sous composante B2 : « renforcement des organisations de MER »								38,87	
Résultats attendus : Les MER organisations des MER sont	Dispositif de structuration mis en place par les autorités compétentes (DOPAIR)	Rapport DOPAIR Rapport annuels 2014 du PASPRU	Volonté des organisations des filières de collaborer avec le programme Adhésion des MER	2012	0	1	1	100,00	Un dispositif est mis en place avec la DOPAIR comme chef de file depuis 2014

Synthèse	Indicateurs clé de performance	Moyens de vérification	Hypothèses (H) / Risques (R)	Situation de référence		Valeur cible	Réalisation au 31 octobre 2016	%	Observations
				Année	Valeur				
structurées, légitimes et capables de promouvoir les filières et défendre leurs intérêts.	<i>CREER habilite pour diagnostic/ structuration groupements de MER :</i>		Existence de MER par produit dispersées géographiquement pour entretenir une dynamique organisationnelle	2012	0	60	29	48,33	
	<i>Nombre d'organisation de MER dans les filières d'intervention créées et/ou renforcées</i>	Rapports CRÉER PV de constitution		2012	0	100	36	36,00	Appui à la structuration de 355 groupements de MER dans les filières d'intervention créées et/ou renforcées
	<i>Nombre d'organisations professionnelles et faîtières de filières créées et/ou renforcées au niveau régional, national</i>			2012	0	10	1	10,00	
	<i>Nombre plaidoyers et/ou de lobbying réalisés</i>			2012	0	21	0	-	
Composante C: Pilotage et gestion du programme Résultats attendu : Le Programme est géré efficacement et selon les dispositions de l'accord de financement et les directives des bailleurs								93,52	
Sous-composante C.1 : coordination et gestion de l'UGP								100,00	
Résultat attendu : La mise en œuvre des activités de l'UGP est efficace et respecte le timing.	Bureaux réhabilités et équipés (mobiliier, matériel informatique et de bureau)	Rapports d'activités et financiers périodiques du programme		2012	0	1	1	100,00	
	<i>Matériel roulant acquis et opérationnel</i>	PV de réception		2012	0	3	3	100,00	
	<i>Contrats du personnel établis et salaires sont assurés</i>	Contrats et rapports d'évaluation des performances	Maintien de la dynamique de travail d'équipe et complémentarité des postes/complémentarité UGP-Antennes	2012	0	6	6	100,00	
	<i>Personnel forme et participant à des</i>	Rapport de	Renforcement	2012	0	6	6		Personnel régulièrement

Synthèse	Indicateurs clé de performance	Moyens de vérification	Hypothèses (H) / Risques (R)	Situation de référence		Valeur cible	Réalisation au 31 octobre 2016	%	Observations
				Année	Valeur				
	<i>voyages d'étude</i>	formation	continu des Compétences et motivation suffisantes du personnel retenu					100,00	formés 42 participations enregistrées à des sessions de formation participation de 2 cadres à un voyage d'études au Bénin
	<i>Fonctionnement assuré</i>	Rapport périodique du Programme		2012	0	6	6	100,00	
	<i>Partenariats gérés</i>	Rapport du S-E du Programme		2012	0	6	6	100,00	
Sous-composante C2: Coordination et gestion des antennes								100,00	
Résultat attendu : La mise en œuvre des activités des antennes est efficace et respecte le timing en concordance avec l'UGP.	<i>Bureaux obtenus par les autorités régionales réhabilités et équipés (mobilier, matériel informatique et de bureau)</i>	Rapports d'activités et financiers périodiques du programme		2012	0	2	2	100,00	
	<i>Matériel roulant acquis et opérationnel</i>	PV de réception		2012	0	2	2	100,00	
	<i>Contrats du personnel établis et salaires sont assurés</i>	Contrats et rapports d'évaluation des performances	Maintien de la dynamique de travail d'équipe et complémentarité des postes/complémentarité UGP-Antennes	2012	0	6	6	100,00	
	<i>Personnel forme et participant à des voyages d'étude</i>	Rapport de formation		2012	0	6	6	100,00	
	<i>Fonctionnement assuré</i>	Rapport périodique du Programme		2012	0	6	6	100,00	
	<i>Partenariats gérés</i>	Rapport du S-E du Programme		2012	0	6	6	100,00	
Sous-composante C.3 : Pilotage du programme								80,56	
Résultat attendu : La gestion financière et le	<i>le système de suivi évaluation mis en place et opérationnel</i>	Manuels, logiciel et outils de S-E Rapports		2012	0	1	1	100,00	

Synthèse	Indicateurs clé de performance	Moyens de vérification	Hypothèses (H) / Risques (R)	Situation de référence		Valeur cible	Réalisation au 31 octobre 2016	%	Observations
				Année	Valeur				
suivi du Programme sont assurés		d'exécution du programme							
	<i>PTBA est élaboré selon les directives du FIDA et dans les temps demandés</i>	Compte rendu comité de pilotage PTBA et rapports de mise en œuvre		2012	0	6	6	100,00	
	<i>Suivi effectué par les Ministères de tutelle</i>	Rapports de supervision		2012	0	12	5	41,67	
	<i>Audit des comptes</i>	Rapport d'audits		2012	0	6	5	83,33	
	<i>Sessions du Comité de Pilotage</i>	Compte rendu des travaux		2012	0	12	9	75,00	
	<i>Missions de supervision conjointe Gouvernement-FIDA</i>	Aide-mémoire Rapport de supervision		2012	0	6	5	83,33	

Appendice 3: Récapitulatif des principales mesures à prendre dans les délais convenus

N°	Mesure convenue	Responsable	Date convenue
Composante B			
1	Accélérer la mise à disposition des équipements acquis (motos et ordinateurs) aux CRÉER	Coordonnateur RAF	30/11/2016
2	Finaliser et signer la lettre d'entente fixant les règles d'appui/accompagnement des MER par le CEAS après le Programme	Coordonnateur/RAF	30/11/2016
Gestion du Programme			
3	Assurer un suivi hebdomadaire de l'exécution des activités résiduelles par prestataire	Coordonnateur/RSE	Novembre-décembre 2016
4	Lancer les études de capitalisation nécessaires pour alimenter la revue de l'achèvement du programme et mettre en place un comité technique de suivi des études (UGP, DGESS/MAAH, DGEP/MINEFID, MEBF, IRSAT, CEAS, FAFPA, DGPER, etc.)	Coordonnateur/RSE	30/11/2016
5	Recruter les consultants de revue d'achèvement	Coordonnateur/RSE	31/12/16
6	Réaliser la mission de revue d'achèvement et les ateliers des parties prenantes	Coordonnateur/RSE	Mars 2017
7	Disposer de la première version du rapport d'achèvement du programme	Coordonnateur/RSE	31/03/17
8	Finalisation du rapport d'achèvement du programme	Coordonnateur/RSE	30/04/17
9	Préparer et transmettre au FIDA le rapport d'activités 2016	Coordonnateur/RSE	31/01/17
Suivi Evaluation			
10	Mettre à jour et remettre aux instances concernées de bases de données	RSE, UGP	31 déc 2016
11	Equiper et former les CRA aux techniques d'archivage	UCP, CNDA	31 déc 2016
12	Finaliser l'archivage des documents du programme	UGP	31 jan 2017
Domaine Fiduciaire			
13	Corriger les écarts dans les données relatives aux réalisations financières du Programme en comptabilité	RAF Comptable UGP	07/12/2016
14	Matérialiser sur la fiche « Ordre de Paiement » les ressources disponibles sur la rubrique budgétaire avant tout nouvel engagement	RAF Comptables UGP/A	Permanent
15	Utiliser la fiche « Contrôle sur les pièces de dépenses » pour les vérifications sur l'éligibilité des dépenses des antennes et l'exhaustivité des pièces y afférentes	RAF Comptable UGP	Permanent
16	Clarifier à chaque mise à disposition de fonds le deadline pour la transmission des pièces justificatives	RAF	Immédiat
17	Conditionner dans la mesure du possible, toute nouvelle mise à disposition de fonds à la justification de la précédente	RAF	Permanent et immédiat
18	Transmettre au FIDA les rapports du contrôle financier sur les deux partenaires MEBF et CEAS	RAF	Immédiat
19	Effectuer le contrôle financier complémentaire sur les mises à disposition non justifiées	RAF	31/12/2016
20	Régulariser sur le CD les dépenses inéligibles pour un montant de 22,970 millions FCFA	Coordonnateur RAF	31/12/2016
21	Reverser le reliquat de l'activité « voyage d'études MER et	RAF	Permanent

	CREER en Côte d'Ivoire» (de 76.441 FCFA),	Comptables UGP/Antennes	
22	Rembourser au Partenaire CEAS les perdiems/carburant payés aux agents des antennes	RAF Comptable UGP	30/11/2016
23	Demander au FIDA de retenir sur la prochaine la DRF (37) le montant de 84.000 FCFA, trop demandé en remboursement	RAF	31/12/2016
24	Evaluer de manière exhaustive les taxes concédées par l'Etat.	RAF Comptable UGP	31/12/2016
25	Transmettre au FIDA le Rapport Financier Intérimaire après correction	RAF	30/11/2016
26	Améliorer l'archivage des dossiers (au besoin faire appel à un archiviste) de passation des marchés	RAF AC	31/12/2016
Stratégie de Sortie			
27	Elaborer et signer avec la DGPER et visé par le MAAH, un cahier de charge définissant le contenu des missions assignées à la DGPER comme tutelle gouvernementale des CREER	UGP/MAAH/DGPER	15 décembre 2016

Appendice 4: État d'avancement matériel par rapport au PTBA (y compris indicateurs SYGRI)

Objectifs/Résultats attendus	Unité	Service	Période allant du 1er janvier au 31 juillet 2016			Progrès effectif global	Objectif fixé au moment de la préévaluation	%
			PTBA 2016	Progrès effectif	Taux			
Composante A: Amélioration de l'accès durable des micro-entreprises rurales aux services non-financiers					61,27			49,53
Sous Composante A1: Facilitation l'accès à des centres de ressource en entrepreneuriat et aux appuis du programme.					70,60			54,39
Résultat A.1.1 : Les CREER sont capables de fournir, de manière professionnelle, une gamme de services adaptés, en particulier du point de vue du contenu et de la proximité géographique, aux besoins des MER, dans une perspective de pérennisation de leur offre de services					69,14			44,75
Activité A.1.1.1: Equipes (National, régional) de la MEBF					76,85			64,35
A.1.1.1.1: Charges de personnel de l'équipe nationale MEBF	Personnel	RAMER, MEBF	1	0,83	83,33	46,00	72	63,89
A.1.1.1.2: Charges de personnel des équipes régionales MEBF	Personnel		2	1,67	83,33	46,00	72	63,89
A.1.1.1.3: Fonctionnement véhicules	Mois		27	21,00	77,78	138,00	216	63,89
A.1.1.1.4. Frais de gestion équipe nationale	Charges de fonctionnement		1	0,83	83,33	46,00	72	63,89
A.1.1.1.5. Frais de gestion équipes régionales			2	1,67	83,33	92,00	144	63,89
A.1.1.1.6 : Formation des membres des équipes de la MEBF	Nombre		4	2,00	50,00	4	6	66,67
ActivitéA.1.1.2: Equipements des CRÉER		RAF, CRÉER			91,18			85,00
A.1.1.2.1 : Matériel et mobilier de bureau	Nombre		51	51	100,00	51	60	85,00
A.1.1.2.2 : Acquisition et installation d'équipements d'éclairage	Nombre		51	33	64,71	33	60	55,00
A.1.1.2.3 : Acquisition des services d'un prestataire pour le transit du matériel roulant et informatique	Nombre		1	1	100,00	1	1	100,00
A.1.1.2.4 : Acquisition du matériel roulant et	Nombre		60	60	100,00	60	60	100,00

informatique								
Activité A.1.1.3 : Renforcement des capacités des CRÉER					28,00			29,67
A.1.1.3.1 : Encadrement des 24 CRÉER (audit dynamique, coaching)	Nombre		24	7,2	30,00	29	60	48,33
A.1.1.3.2 : Mise en œuvre de session de formation en informatique (logiciels usuels notamment) ;	Nombre		2	0	0,00	0	3	0,00
A.1.1.3.3 : Mise en œuvre de session de formation ingénierie de la formation ;	Nombre		2	2	100,00	2	2	100,00
A.1.1.3.4 : Mise en œuvre de session de formation élaboration du bilan et des états financiers	Nombre		1	0	0,00	0	3	0,00
A.1.1.3.5: Elaboration d'un manuel d'appui à la micro entreprise rurale	Nombre		1	0,1	10,00	0		0,00
Activité A.1.1.4: Fonctionnement des CRÉER					80,55			
A.1.1.4.1 Fonctionnement de la première vague des 23 CRÉER	Nombre		23	19,16	83,30			
A.1.1.4.2: Fonctionnement de la deuxième vague des 28 CRÉER	Nombre		28	21,78	77,79			
Résultat A.1.2 : Les activités de promotion de l'entrepreneuriat et de promotion des MER ont stimulé les initiatives économiques dans les zones d'intervention du programme et permis de faire émerger des opportunités de développement pour les MER					74,41			62,25
Activité A.1.2.1 : Promotion de l'entrepreneuriat rural et de l'offre de services des CREER					89,42			80,79
A.1.2.1.1 : Appui à l'organisation de campagnes de promotion de l'entrepreneuriat rural	Nombre		120	166	138,33	433	480	90,21
A.1.2.1.2 : Participation aux sessions des conseils municipaux	Nombre	CREER	213	128	60,09	235	426	55,16
A.1.2.1.3 : Identifier les micros entrepreneurs potentiels et en activité intéressés par l'accès aux services	Nombre		1 200	838	69,83	11638	12000	96,98
Activité A.1.2.2 : Assistance des CRÉER pour l'identification des marchés de produits des MER et du potentiel pour la valeur ajoutée					59,40			43,72

A.1.2.2.1 : Organisation d'échanges entre MER et commerçants et producteurs des filières au niveau régional	Nombre	RAMER, MEBF, CRÉER	2	0	0,00	0	0	0,00
A.1.2.2.2 : Organisation d'une rencontre de rétrocession de l'étude sur les micro-pôles économiques au SP/CPSA	Nombre	CREER	1	1	100,00	0	0	0,00
A.1.2.2.3 : Organisation de rencontres de concertation avec des experts et operateurs	Nombre	RAMER, MEBF, CRÉER	2	2	100,00	4	8	50,00
A.1.2.2.4 : Promotion de Produits à Valeur Ajoutée auprès des alimentations, restauration, hôtellerie (5 sortie au moins par CRÉER)	Sortie	CREER	250	94	37,60	674	1800	37,44
Résultat A.1.3 : Les 12000 MER. ayant bénéficié des appuis des CREER ont effectivement développé leurs volumes d'activités et leur rentabilité					68,25			56,15
Activité A.1.3.1 : Mise en œuvre des services d'appui aux MER			12 000		33,33			41,47
A.1.3.1.1 : Contractualisation des relations groupements de MER / clients,	Nombre	CREER	51	51	100,00	5851	7200	81,26
A.1.3.1.2: Appui à l'organisation de manifestations commerciales initiées par les CRÉER	Nombre	RAMER	2	0	0,00	2	6	33,33
A.1.3.1.3 : Appui à la participation des MER à des manifestations commerciales organisées par les CRÉER	Nombre		100	0	0,00	58	1000	5,80
A.1.3.1.4 : Appui à la participation des MER à des événements commerciaux d'envergure nationale et/ou régionale	Nombre		30	10	33,33	91	200	45,50
Activité A.1.3.2 : Contrôle de la qualité des prestations et du respect des contrats					71,43			70,83
A.1.3.2.1 : Organisation de rencontres périodiques de suivi et d'évaluation des activités des CRÉER	Rencontre	RAMER, Antenne	14	10	71,43	17	24	70,83
Activité A.1.3.4 : Apurement du contrat d'objectif 2015 de la MEBF	Contrat		1	1	100,00	0	0	0,00
Sous-composante A2 « Accès à la formation professionnelle, aux métiers et apprentissage					68,92			53,27
Résultat A.2.1: Les capacités de promoteurs de					87,84			61,54

MER sont renforcées								
Activité A.2.1.1 : Etude sur l'offre publique et privée de prestations en formation professionnelle et aux métiers disponibles					100,00			100,00
A.2.1.1.1 : Validation des conclusions de l'étude	Etude	RAMER, MEBF	1	1	100,00	1	1	100,00
Activité A.2.1.2 : Formations des MER					75,69			23,08
A.2.1.2.1 : Mise en œuvre de sessions de formation en entrepreneuriat et la gestion simplifiée au profit de 500 MER	Nombre	RVTFP, CRÉER	1 000	974	97,40	1377	9000	15,30
A.2.1.2.2 : Mise en œuvre de sessions de formation en entrepreneuriat et la gestion poussée (GERME) au profit de 300 MER	Nombre	RVTFP, FAFPA	550	252	45,82	454	3000	15,13
A.2.1.2.3: Mise en œuvre de 12 sessions de formation techniques et professionnelles au profit de 300 MER	Nombre	RVTFP, CEAS	300	302	100,67	2907	9000	32,30
A.2.1.2.4 : Organisation de voyages d'études à l'intérieur du pays au profit des MER	Nombre	RVTFP	100	57	57,00	165	500	33,00
A.2.1.2.5 : Mise en œuvre de sessions de formation spécifiques au profit de 600 femmes	Nombre	RVTFP, DRFSNF	600	417	69,50	919	4500	20,42
A.2.1.2.6 : Appui à la mise en œuvre de sessions d'alphabétisation fonctionnelle au profit de 480 MER	Nombre	RVTFP, DRENA	960	804	83,75	804	3600	22,33
Résultat A.2.3. Renforcement des capacités des formateurs endogènes					50,00			45,00
Activité A.2.3.1 : Traduction en 4 langues nationales de 08 outils pédagogiques et documents d'appui conseil	Nombre	RVTFP, CEAS	8	8	100,00	8	16	50,00
Activité A.2.3.2 : Multiplication et diffusion d'outils pédagogiques et de documents d'appui conseil	Nombre	RVTFP, CEAS	6 400	0	0,00	2000	5000	40,00
Sous-composante A3 « Accès aux technologies et innovations »					44,28			40,92
Résultat A.3.1. Les MER bénéficient d'appui conseil de proximité en technologie					53,41			35,74
Activité A.3.1.1. : Vulgarisation de plaquettes sur les technologies		RVTFP, CEAS			75,00			55,60

A.3.1.1.1: Réalisation des plaquettes sur les équipements de transformation (Conception technique et graphique)	Nombre		2	2	100,00	1600	2000	80,00
A.3.1.1.2: Traduction en trois (03) langues (mooré, dioula, gulmancema)	Nombre		12	12	100,00	16	20	80,00
A.3.1.1.3 : Reproduction des plaquettes en langues nationales (Impression en quadrichromie sur papier glacé format A4x4 recto-verso)	Nombre		2 000	0	0,00	2000	5000	40,00
A.3.1.1.4: Edition de fiches de présentation des Unités Artisanales Pilotes	Nombre		4	4	100,00	15	67	22,39
Activité A.3.1.2 : Réalisation de visites commentées auprès d'unités plus expérimentées et qui utilisent avec succès des équipements et des procédés performants	Nombre		22	7	31,82	27	170	15,88
Résultat A.3.2. des activités de recherche développement sont mises en œuvre au profit des MER					68,00			3,36
Activité A.3.2.1 : Vulgarisation des guides de bonnes pratiques d'hygiène					50,00			0,00
A.3.2.1.1: Traduction des guides	Nombre	RVTFP, IRSAT	4	4	100,00	0	4	0,00
A.3.2.1.2: Multiplication des guides	Nombre		1 500	0	0,00	0	5000	0,00
Activité A.3.2.2 : Mise en place des unités artisanales pilotes			0		55,35			10,07
A.3.2.2.1 : Mise en œuvre d'actions d'amélioration des unités artisanales	Nombre	RVTFP, CEAS	25	17,5	70,00			
A.3.2.2.2: Mise en place des 8 comités de gestion	Nombre	RVTFP, CEAS	8	7	87,50	7	67	10,45
A.3.2.2.3: Mise en œuvre de sessions de formation du Comité de gestion et des membres du groupement de MER sur la vie coopérative ou associative et la gestion d'une unité artisanale	Nombre		8	4	50,00	4	67	5,97
A.3.2.2.4: Réalisation de mission de réception des 12 unités	Nombre		4	0	0,00	0	67	0,00
A.3.2.2.5: Réalisation de mission de suivi appui des unités artisanales	Nombre		13	9	69,23	16	67	23,88
Activité A.3.2.3 : Appui à la mise en place de la démarche qualité dans 11 Unités artisanales déjà fonctionnelles					66,67			0,00

A.3.2.3.1: Réalisation des diagnostics des unités artisanales pour la mise en place de la démarche qualité	Diagnosics	RVTFP, DGPER	4	4	100,00	0	67	0,00
A.3.2.3.2: Mise en œuvre de sessions de formations sur la démarche qualité des membres des organisations des MER des unités artisanales	Session		12	12	100,00	0	67	0,00
A.3.2.3.3: Suivi évaluation des bénéficiaires	Mission		4	0	0,00			0,00
Activité A.3.2.4 : Apurement des contrats d'objectifs 2015 passés avec le CEAS					100,00			
A.3.2.4.1: Premier Contrat	Nombre	RAF	1	1	100,00	0	0	#DIV/0!
A.3.2.4.2: Deuxième Contrat	Nombre	RAF	1	1	100,00	0	0	#DIV/0!
Résultat A.3.3. le partenariat entre équipementiers et structure de recherche est renforcé					15,00			70,00
Activité A.3.3.1: Appui à l'organisation de réunions techniques		RVTFP, CEAS			0,00			50,00
A.3.3.1.1: Appui à l'organisation des réunions technique	Réunion	RVTFP, CEAS	4	0	0,00	4	8	50,00
Activité A.3.3.2: Appui à la réalisation de stage technique d'équipementiers		RVTFP, CEAS	20	6	30,00	36	40	90,00
Résultat A.3.4: Les actions de Recherche-développement et innovations sont mises en œuvre					43,75			45,59
Activité A.3.4.1: Recherche-développement et innovations			2		43,75			45,59
A.3.4.1.1: Evaluation et validation des actions de recherche développement	Mission	RVTFP, CEAS	4	1,75	43,75	7,75	17	45,59
Résultat A.3.5. La visibilité du PASPRU est accrue					41,25			49,93
Activité A.3.5.1: Mise en œuvre d'actions de communication					41,25			49,93
A.3.5.1.1 : Réalisation d'émissions radios sur les thèmes qui intéressent les MER, avec des témoignages de réussite	Nombre	RSE	5	0	0,00	19	72	26,39
A.3.5.1.2 Documentaire sur les acquis du programme	Documentaire	RAF	1	1	100,00	2	2	100,00
A.3.5.1.3. Insertion dans les journaux et revues	Insertion	RAF	5	2	40,00	5	15	33,33

A.3.5.1.4. Couverture télévisuelles des événements du PASPRU	Couverture	RAF	4	1	25,00	2	5	40,00
Composante B : Amélioration de l'environnement des MER					29,17			6,79
Sous composante B 1: Mise en place du fonds de développement des micros entreprises rurales					25,00			13,58
Résultat B1.1. Un système de facilitation de l'accès des MER aux subventions est mis en place et est opérationnel					25,00			13,58
Activité B.1.1.1 : Financement des fonds de roulement au profit des MER	Nombre	RAMER, CRA	42	10,5	25,00	326	2400	13,58
Sous-composante B.2 Renforcement des associations des MER					33,33			0,00
Résultat B.2.1. les organisations des MER sont légitimes, capables de participer au dialogue politique, et de promouvoir les filières/métiers					33,33			0,00
Activité B.2.1.1 : Former les CREER et les agents STD, de la CRA et de la ZIP sur l'acte uniforme et l'enregistrement ;	Nombre OP	RVTFP, CRA	45	45	100,00	0	0	0,00
Activité B.2.1.2 : Tenir des rencontres entre organisations des MER regroupés dans les filières avec les organisations régionales ou nationales en vue de leurs intégration dans les dynamiques en cours (riz, miel, manioc, karité, PFNL etc..)	Session	RVTFP	2	0	0,00	0	0	0,00
Activité B.2.1.3 : Appui à la réalisation de rencontres périodique de concertation par filière	Lot	RAF	2	0	0,00	0	10	0,00
Composante C : Pilotage et gestion du Programme					76,23			76,72
Sous-Composante C 1: Coordination et gestion de l'UGP					87,04			85,30
Résultat C1.1 : L'unité de gestion du programme est opérationnelle					84,44			94,07
Activité C.1.1.1 : Réhabilitation des bureaux	Lot	RAF, ACOMOD	1	1	100,00	1	1	100,00
Activité C.1.1.2 : Matériel et équipements de bureau		RAF			70,00			85,00

C.1.1.2.1 : Mobilier de bureau	Lot		5	2	40,00	10	10	100,00
C.1.1.2.2 : Matériel informatique	Lot		1	1	100,00	14	20	70,00
Activité C.1.1.3 : Personnel					83,33			97,22
C.1.1.3.1 : Charges salariales	Nombre	RAF	1	0,8333	83,33	70	72	97,22
C.1.1.3.2 : Assurance maladie	Contrat		1	0,8333	83,33	70	72	97,22
C.1.1.3.3 : Indemnités de déplacement	Nombre		1	0,8333	83,33	70	72	97,22
Résultat C1.2. le renforcement des capacités du personnel est assuré					93,33			66,67
Activité C.1.2.1 : Renforcement des capacités					93,33			66,67
C.1.2.1.1 : Participation aux séminaires et sessions de formation	Nombre	RAF, RVTFP	30	26	86,67	30	30	100,00
C.1.2.1.2 : Organisation de voyage d'études	Nombre		1	1	100,00	2	6	33,33
Résultat C1.3. le fonctionnement de l'UGP est assuré					83,33			95,17
Activité C.1.3.1 : Fonctionnement des véhicules			4	3,333	83,33	22	24	91,67
Activité C.1.3.2 : Fonctionnement bureau					83,33			85,52
C.1.3.2.1 : Frais téléphoniques	Mois	RAF	12	10	83,33	70	72	97,22
C.1.3.2.2 : Services téléphoniques « Groupe Fermé d'Usagers »	Frais		1	0,8333	83,33	70	72	97,22
C.1.3.2.3 : Maintenance informatique	Contrat		1	0,8333	83,33	70	72	97,22
C.1.3.2.4 : Fournitures de bureau	Lot		12	10	83,33	70	72	97,22
C.1.3.2.5: Entretien bureau	Contrat		12	10	83,33	70	72	97,22
C.1.3.2.6: Frais de gardiennage	Contrat		24	20	83,33	142	144	98,61
C.1.3.2.7: Frais d'envoi de courriers et bancaires	Frais		12	10	83,33	10	72	13,89
Activité C.1.3.3 : Assurance véhicules	Contrat	RAF	3	2,5	83,33	19,5	18	108,33
Sous-Composante C 2: Gestion des antennes					83,33			97,23
Résultat C2.1 : Les antennes sont opérationnelles					83,33			96,18
Activité C.2.1.2 : Personnel					83,33			96,18
C.2.1.2.1 : Charges salariales	Nombre	RAF	1	0,8333	83,33	70	72	97,22
C.2.1.2.2 : Indemnités de déplacement	Nombre		48	40	83,33	274	288	95,14
Résultat C2.2. le fonctionnement des antennes est assuré					83,33	50,67	52,00	98,28

Activité C.2.2.1 : Fonctionnement des véhicules		RAF, SC	24	20	83,33	140	144	97,22
Activité C.2.2.2 : Fonctionnement bureau					83,33			97,62
C.2.2.2.1: Frais téléphoniques	Mois	RAF, SC	24	20	83,33	140	144	97,22
C.2.2.2.2 : Eau et électricité	Frais		24	20	83,33	140	144	97,22
C.2.2.2.3: Maintenance informatique	Contrat		2	1,6667	83,33	12	12	100,00
C.2.2.2.4: Fournitures de bureau	Lot		24	20	83,33	140	144	97,22
C.2.2.2.5 : Entretien bureau	Contrat		24	20	83,33	140	144	97,22
C.2.2.2.6: Frais de gardiennage	Contrat		48	40	83,33	280	288	97,22
C.2.2.2.7: Frais d'envoi de courriers et frais bancaires	Frais		24	20	83,33	140	144	97,22
Activité C.2.2.3.: Assurance véhicules	Contrat	RAF, SC	2	1,6667	83,33	12	12	100,00
Sous-Composante C 3: Pilotage du programme					58,33			47,62
Résultat C3.1. Le système de suivi évaluation est mis en place et est opérationnel					28,33			21,75
Activité C.3.1.1 : Informatisation du système de suivi et évaluation et formation des utilisateurs					5,00			5,00
C.3.1.1.1: Appui à la saisie des données	Nombre	RSE	1	0,1	10,00	0,1	1	10,00
C.3.1.1.2: Assistance informatique	Contrat		1	0	0,00	0	2	0,00
Activité C.3.1.2 : Suivi interne					51,67			38,51
C.3.1.2.1: Réalisation d'enquêtes/collecte de données sur l'incidence, effets de la mise en œuvre des activités	Collecte	RSE	1	1	100,00	2	3	66,67
C.3.1.2.2: Réalisation de l'enquête SYGRI et de l'étude socio-économique finales	Enquêtes		2	0,1	5,00	0,1	4	2,50
C.3.1.2.3: Réalisation d'études thématiques pour soutenir l'élaboration du rapport d'achèvement			3	0,3	10,00	0,3	3	10,00
C.3.1.2.4: Suivi des activités dans les régions de la Boucle du Mouhoun, du Nord et du Centre Nord)	Protocole		3	0,15	5,00	0,15	3	5,00
C.3.1.2.5: Organisation de sessions d'évaluation participative de la mise en œuvre des contrats d'objectifs	Session		2	2	100,00	10	12	83,33
C.3.1.2.6 : Evaluation des contrats tripartites	Rencontre	RAMER,RSE	4	4	100,00	8	24	33,33
C.3.1.2.7 : Réaliser une analyse poussée de	Mission	RAF, RSE	1	0,1	10,00	0,1	1	10,00

L'efficacité du Programme								
C.3.1.2.8 : Organisation des rencontres mensuelles du PASPRU	Rencontre	RAF, AD	12	10	83,33	70	72	97,22
Résultat C3.2. Le système de gestion financière et de contrôle interne est performant					100,00			75,00
Activité C.3.2.1 : Réalisation de l'audit annuel	Audit	RAF	1	1	100,00	5	6	83,33
Activité C.3.2.2 : Effectuer une mission de contrôle financier auprès de la MEBF et CEAS sur les mises à disposition de fonds des exercices 2015 et 2016	Contrat		2	2	100,00	0	1	0,00
Activité C.3.2.2 : Appui à l'archivage de la documentation relative aux marchés	Mission		1	1	100,00	1	1	100,00
Activité C.3.2.3 : Appui à l'élaboration de la stratégie pays du FIDA	Atelier		1	1	100,00	5,5	6	91,67
Activité C.3.2.4: Appui à l'élaboration d'une stratégie de sortie du Programme	Stratégie	RSE	1	1	100,00	1	1	100,00
Résultat C3.3. Le suivi externe est assuré					46,67			46,11
Activité C.3.3.1 : Réalisation missions de suivi externe					83,33			22,22
C.3.3.1.1 : Suivi MAAH	Mission	RAF, RSE	2	1	50,00	2	12	16,67
C.3.3.1.2 : Suivi conjoint MARHASA/MEF	Mission		1	1	100,00	2	6	33,33
C.3.3.1.4 : Prise en charge du comité de suivi rapproché de la mise en œuvre du PASPRU	Mission	RAF	1	1	100,00	2	12	16,67
Activité C.3.3.2 : Organisation des sessions du comité de pilotage	Session	RSE	2	1	50,00	9	12	75,00
Activité C.3.3.3 : Appui à l'organisation des sessions statutaires des CRA	Nombre	RAF	4	0	0,00	4	8	50,00
Activité C.3.3.4: Appui à l'organisation des Cadres de concertation à l'échelle des Régions	Nombre	RAF	4	0	0,00	2	12	16,67
Activité C.3.3.5: Organisation des missions de supervision conjointe FIDA Gouvernement	Nombre	RAF, RSE	2	2	100,00	4	6	66,67
Taux PTBA 2016 sans pondération					55,56			44,35
Taux PTBA 2016 suivant poids financier des composantes/budget annuel					65,62			

Appendice 5: Aspects financiers: performance financière effective par bailleur de fonds et par composante, et décaissements par catégorie

Tableau 5A: Décaissement par source de financement au 10/11/2016 (en milliers de USD)

Source de financement	Approuvé (USD '000)	Décaissé (USD '000)	Pourcentage de décaissement
Prêt/Don-FIDA	16150,1	8691,4	54%
Gouvernement	3867,4	579,9	15%
Bénéficiaires	96,0	100,2	104%
Total	20114	9371,5	47%

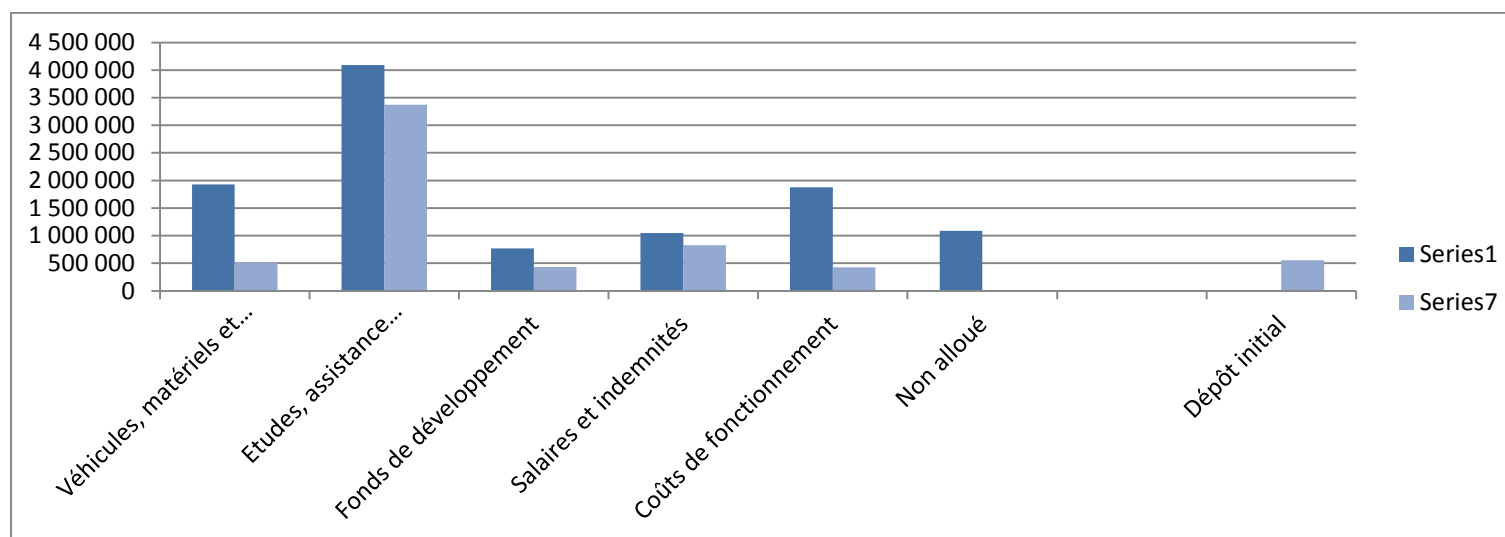
Tableau 5B: Réalisation Financière par composante au 30/10/2016 (en milliers de USD)

Composante	Prêt/Don FIDA			Gouvernement			Bénéficiaires			Total		
	Pré-évaluation	Réalisé	%	Pré-évaluation	Réalisé	%	Pré-évaluation	Réalisé	%	Pré-évaluation	Réalisé	%
Accès des MER aux services non financiers	9 284	5 531	60%	2 630	57	2%		1		11 914	5 589	47%
« Amélioration de l'environnement des MER	2 865	913	32%	552,5	4	1%	96	99	103%	3 513	1 017	29%
Gestion du PASPRU	4 002	3 010	75%	684,8	520	76%				4 686	3 530	75%
Totaux	16 150	9 455	59%	3 867	581	15%	96	100	104%	20 114	10 136	50,39%

Tableau 5C: Décaissements du Financement du FIDA (en DTS, au 10/11/2016)

Description	Allocations	Décaissements	DRF transmis au FIDA	En attente cumulé	Total	Solde	%tage
	en DTS	Cumulatifs en DTS	DRF n°37	En DTS	En DTS	en DTS	Décais.
					-	-	
ADVANCE OF FUNDS - AUTHORIZED ALLOCATION		554 060					100%
VEHICULES, MATERIELS ET EQUIPEMENTS	1 930 000	512 420		448	512 867	1 417 133	26,6
ETUDES, ASSIST TECH, FORMATION	4 090 000	3 268 471		106 704	3 375 175	714 825	82,5
FONDS DE DEVELOPPEMENT	770 000	429 645		0	429 645	340 355	55,8
SALAIRES ET INDEMNITES	1 046 000	797 979		26 360	824 340	221 660	78,8
COUTS DE FONCTIONNEMENT	1 874 000	414 451		13 858	428 309	1 445 691	22,9
NON ALLOUEES	1 090 000	0		0	0	1 090 000	0,0
TOTAUX	10 800 000	5 977 026		147 370	5 570 336	5 229 664	56,7

Figure 1: Décaissement au titre du Prêt/Don FIDA: comparaison entre les allocations initiales et les décaissements effectifs en DTS



Appendice 6 - Respect des dispositions de l'Accord de financement: état d'avancement

Section	Disposition de l'Accord	Date butoire de l'action/objectif	Avancement/date de la conformité	Observations
Section 3.02	PTBA et PPM		Réalisé	Le PTBA/PPM initial 2016 a été non objecté par le FIDA le 2/02/2016. Mais le PTBA 2016 révisé n'a pas été transmis au FIDA pour non objection
Section 3.5 b)	La Contribution de l'Emprunteur sous forme de Fonds de Contrepartie aux taxes grevant les petites dépenses à celles Pour lesquelles le recours à la procédure des chèques tirés est impossible	31/10/2017	Non réalisé	Le Gouvernement a décaissé 192 millions FCFA sur une prévision de 270 millions FCFA, soit 71%. Un montant de 17 millions FCFA est en cours de décaissement sur la prévision budgétaire 2016 de 52 millions FCFA.
Section 3.5 b)	Rapports d'activités Semestriel et Annuel		réalisé	Le rapport du 3e trimestre 2016 est disponible de même que le Rapport Financier Intérimaire non audité (RFI)
Section 4.04	Rapport d'achèvement dans les 6 mois suivant la date d'achèvement	31/03/2017	Non réalisé	Prévu en Mars 2017
Sections 5.01 et 5.02	Etats Financiers et Rapport d'Audit		réalisé	EF 2015 et Rapport d'audit 2015 transmis avant la date butoir, (respectivement le 31/03/2016 et 29/06/2016)

Annexe 1 : Exécution Financière Cumulée du PASPRU au 30/10/2016

Analytique - Composante	Analytique - Composante - Libellé	Financement	Cout du Programme à la Formulation	Montant Réalisation Financière	% (Réalisation Financière)
Composante A	Accès des MER aux services non financiers	FIDA/PRÊT-Don	4 177 808 474	2 765 643 828	66,20%
		GOUVT	1 183 561 264	28 373 847	2,40%
		BENEF		701 805	
	Total Accès des MER aux services non financiers		5 361 369 738	2 794 719 480	52,13%
Composante B	Amélioration de l'environnement des MER	FIDA/PRÊT-Don	1 289 019 836	456 703 896	35,43%
		GOUVT	248 628 259	2 238 350	0,90%
		BENEF	43 203 325	49 410 565	114,37%
	Total amélioration de l'environnement des MER		1 580 851 420	508 352 811	32,16%
Composante C	Gestion du programme	FIDA/PRÊT-Don	1 800 686 538	1 504 965 100	83,58%
		GOUVT	308 152 967	260 103 188	84,41%
	Total Coût de Gestion du Programme		2 108 839 505	1 765 068 288	83,70%
Total général			9 051 060 663	5 068 140 579	55,99%

Annexe 2 : Exécution Financière du PTBA 2016 au 30/10/2016

Analytique - Composante	Analytique - Composante - Libellé	Financement	Montant Budget Révisé	Montant Réalisation financière	% (Réalisation financière)
Composante A	Accès des MER aux services non financiers	FIDA/PRÊT-Don	919 718 043	600 104 847	65,25%
		GOUVT	0	17 664 773	0,00%
		BENEF		0	
	Total Accès des MER aux services non financiers		919 718 043	617 769 620	67,17%
Composante B	Amélioration de l'environnement des MER	FIDA/PRÊT-Don	41 229 000	0	0,00%
		GOUVT		0,00	
		BENEF	20 000 000	0,00	0,00%
	Total amélioration de l'environnement des MER		61 229 000	0	0,00%
Composante C	Gestion du programme	FIDA/PRÊT-Don	512 165 881	324 557 883	63,37%
		GOUVT	27 717 000	28 336 275	102,23%
	Total Gestion du programme		539 882 881	352 894 158	65,36%
Total général			1 520 829 924	970 663 778	63,82%

Annexe 3 : Situation des Fonds de Contrepartie décaissés au 30/10/2016

Année	Montant prévu (Accord de financement)	Montant effectif décaissé	Montant reçu par le Programme		
			Déblocage en numéraire	Déblocage en nature (Carb, Matériel info...)	TOTAL
2010	35 300 000	8 825 000	8 825 000	0	8 825 000
2011	45 600 000	41 412 000	41 412 000	0	41 412 000
2012	51 900 000	72 038 000	46 138 000	4 300 000	50 438 000
2013	54 500 000	38 873 000	18 700 000	15 511 000	34 211 000
2014	41 500 000	38 925 000	0	3 060 000	3 060 000
2015	41 200 000	75 625 000	36 112 500	0	36 112 500
			13 450 000	4 500 000	17 950 000
2016	0	0	0	0	0
Total	270 000 000	275 698 000	164 637 500	27 371 000	192 008 500
taux					71,11

Annexe 4 : Montant à Solder sur Contrats en Cours d'exécution

Partenaire	Activités restantes	Catég	Date de remise	Ressources restantes à payer
			Technique	
MEBF	Réalisation de 8 mission de coaching	II	27/12/2016	81 388 733
CEAS		II		15 506 473
IRSAT	Multiplication des guides de bonne pratiques	II	30/11/2016	4 291 600
FAFPA	Mise en œuvre de 3 sessions de formation en gestion poussée	II	20/12/2016	22 182 897
DRAAH de la Boucle du Mouhoun	10 mission de suivi à l'échelle provincial 1 mission de suivi à l'échelle régional	II		2 078 000
DRAAH du Nord	11 mission de suivi à l'échelle provincial 1 mission de suivi à l'échelle régional	II	27/12/2016	2 206 000
DRAAH du Centre Nord	12 mission de suivi à l'échelle provincial 1 mission de suivi à l'échelle régional	II	27/12/2016	2 111 000
DRENA Cascades	Evaluation de la mise en œuvre des sessions	II	15/12/2016	1 900 200
DRENA Hauts Bassins	Evaluation de la mise en œuvre des sessions	II	15/12/2016	1 900 200
DRENA Est		II		1 900 200
DRENA Centre Est		II		1 900 200
DRFSNF Cascades	Mise en œuvre de 2 sessions	II	30/11/2016	2 665 000
DRFSNF Hauts Bassins	Mise en œuvre de 2 sessions	II	30/11/2016	2 665 000
DRFSNF Est	Mise en œuvre de 2 sessions	II	30/11/2016	2 665 000
DRFSNF Centre Est	Mise en œuvre de 2 sessions	II	30/11/2016	2 665 000
FIDEXCO	Audit 2015 réalisé	II		4 250 000
Transitaire		II		3 693 468
formation à la carte sur la planification de projet avec Microsoft Project FOULANI		II		705 750
Mettre en place la démarche qualité dans 12 unités artisanales pilotes DGPER		II		459 264
Retenue de garantie EKL		I		875 000
Total				158 008 985

Annexe 5 : Factures en instance de Paiement au 16/11/2016 sur le Compte Désigné

N°	STRUCTURE	OBJET DE LA FACTURE	MONTANT	CATEGORIES
1	EKL	RETENUE DE GARNATIE / MATERIEL DE BUREAU ET INFORMATIQUE DU PASPRU	875 000	I
2	TARGUETBA	FORMATION	360 000	II
3	SMABI ET FROID	PLAQUES SOLAIRES DES CRÉER	3 198 000	I
4	AMBPD	MOBILIER DE BUREAU DES CRÉER	500 000	I
5	ENTREPRISE COUL-MAF	MOBILIER DE BUREAU DES CRÉER	100 000	I
6	OUATTARA SOUNGALO	MOBILIER DE BUREAU DES CRÉER	100 000	I
7	UNIVAS	PLAQUES SOLAIRES ET MOBILIER DES CRÉER	5 047 500	I
8	EGMOHA	PLAQUES SOLAIRES DES CRÉER	1 355 000	I
9	ETS TRAORE OUSSINI ET FRERES	PLAQUES SOLAIRES DES CRÉER	1 355 000	I
10	QUINCAILLERIE OUEDRAOGO ET FRERES	PLAQUES SOLAIRES DES CRÉER	1 593 000	I
11	AGRACOM	PLAQUES SOLAIRES DES CRÉER	1 600 000	I
12	SOLAR ENERGY	PLAQUES SOLAIRES DES CRÉER	6 360 000	I
13	SOIER SARL	PLAQUES SOLAIRES DES CRÉER	1 555 000	I
14	ENTREPRISE DJAMOU	PLAQUES SOLAIRES DES CRÉER TITAO	1 597 500	I
15	EBCES	PLAQUES SOLAIRES DES CRÉER BARSALOGHO	1 550 000	I
16	UNIVERSEL TRAVAUX ELECTRIQUE	PLAQUES SOLAIRES DES CRÉER BARSALOGHO SOLENZO	1 600 000	I
17	ENERTEL TRADING	PLAQUES SOLAIRES DES CRÉER KONGOUSSI	1 585 600	I
18	DASS SERVICE	PLAQUES SOLAIRES DES CRÉER BOURZANGA	1 595 000	I
19	ASI AFRIQUE	PLAQUES SOLAIRES ET MOBILIER DES CRÉER PISSILA ET DI	4 881 500	I
20	ACCES SERVICES ENERGETIQUES	PLAQUES SOLAIRES DES CRÉER DE DEDOUGOU	1 565 000	I
21	ETS BURKINA SARL	PLAQUES SOLAIRES DES CRÉER DE OUAHIGOUYA	1 575 000	I
22	UNIVERS SOLAIRE	PLAQUES SOLAIRES DES CRÉER DE SEGUENEGA	1 594 500	I
23	MENUISERIE DU YATENGA	MOBILIER DE BUREAU CRÉER DE THIOU	84 000	I
24	ATELIER MENUISERIE DRABO	MOBILIER DE BUREAU CRÉER DE TOMA	100 000	I
25	ATELIER MENUISERIE PANG LA WENDE	MOBILIER DE BUREAU CRÉER DE GOURCY	99 250	I
26	AGRACOM SERVICES	MOBILIER DE BUREAU CRÉER DE TOUGO	99 500	I
27	ETS NIAMPA ET FRERES	MOBILIER DE BUREAU CRÉER DE SEGUENEGA	99 946	I
28	MMZN	MOBILIER DE BUREAU CRÉER DE SOLENZO	100 000	I
29	UNISTAR DIVERS	MOBILIER DE BUREAU CRÉER DE BARSALOGHO	100 000	I
30	ATELIER SOUDURE METALLIQUE	MOBILIER DE BUREAU CRÉER DE DJIBASSO	97 500	I
31	AMMB PRIVE	MOBILIER DE BUREAU CRÉER DE KONGOUSSI	100 000	I
32	AMKNF	MOBILIER DE BUREAU CRÉER DE TCHERIBA	100 000	I
33	AMBM	MOBILIER DE BUREAU CRÉER DE NOUNA	100 000	I
34	ETS SINI ET FRERES	MOBILIER DE BUREAU CRÉER DE TOUGAN	100 000	I
35	SAFHYNE	MOBILIER DE BUREAU CRÉER DE BOUEZANGA	100 000	I
36	ATELEIR MENUISERIE OUEDRAOGO SAYDOU	MOBILIER DE BUREAU CRÉER DE SAMBA	100 000	I
37	MENUISERIE BOIS RELWENDE	MOBILIER DE BUREAU CRÉER DE LATODIN	99 500	I
38	ETS WEND RAOBO	MOBILIER DE BUREAU CRÉER DE TITAO	100 000	I
39	ATELIER MENUISERIE LANAYA	MOBILIER DE BUREAU CRÉER DE DI	100 000	I
40	BURKINA METAL	MOBILIER DE BUREAU CRÉER DE DEDOUGOU	100 000	I
41	NET CONFORT	MOBILIER DE BUREAU CRÉER DE OUAHIGOUYA	80 000	I
42	GLOBAL DESIGN	VERIFICATION DU FONCTIONNEMENT DU MATERIEL INFORMATIQUE DES CRÉER	600 000	V
43	GLOBAL DESIGN	ENTRETIEN ET REPARATION COPIEUR	302 000	V
44	GUILEC	MONTAGE ET ENTRETIEN CLIMATISEURS	283 000	V
45	UAB	RENOUVELEMENT ASSURANCE VEHICULE 11 AA 5030 IT	594 589	V
46	GSF	FOURNITURE D'ENCRES POUR IMPRIMANTES COULEURS	1 120 000	V
47	WEND KUNI ET ASSOCIES	FOURNITURE D'ENCRE POUR IMPRIMANTE	690 000	V
48	DHL	ENVOI PLI PAR DHL	103 941	V
49	CFAO BURKINA	ENTRETIEN ET REPARATION VEHICULE 11 AA 4795 IT	729 843	V
50	DHL	ENVOI PLI PAR DHL	65 512	V
51	ACOMOD	REFECTION BATIMENT UGP		I
TOTAL			47 891 181	
TOTAL A PAYER PAR LE COMPTE DESIGNE			47 891 181	0
TOTAL			47 891 181	

Annexe 6 : Engagements financiers sur PTBA 2016 sur la période nov/déc 2016

Activités	Catégories	Total
COMPOSANTE C		
Activité C.1.1.1 : Réhabilitation des bureaux	I	0
C.1.1.3.1 : Charges salariales+dette à payer	IV	23 836 867
C.1.1.3.2 : Assurance maladie	IV	6 650 000
C.1.1.3.3 : Indemnités de déplacement	IV	905 903
C.1.2.1.1 : Participation aux séminaires et sessions de formation	II	500 000
Activité C.1.3.1 : Fonctionnement des véhicules	V	4 942 508
Activité C.1.3.2 : Fonctionnement bureau	V	1 603 307
Activité C.1.3.3 : Assurance véhicules	V	2 250 000
total sous-composante C.1		40 688 585
C.2.1.2.1 : Charges salariales	IV	10 721 047
C.2.1.2.2 : Indemnités de déplacement	IV	1 868 917
Activité C.2.2.1 : Fonctionnement des véhicules	V	1 343 969
Activité C.2.2.2 : Fonctionnement bureau	V	1 224 182
Budget total sous-composante C.2		15 158 114
Activité C.3.2.2 : Effectuer une mission de contrôle financier auprès de la MEBF et CEAS sur les mises à disposition de fonds des exercices 2015 et 2016	II	0
C.3.3.1.1 : Suivi MARHASA	IV	0
Activité C.3.3.3 : Appui à l'organisation des sessions statutaires des CRA	II	4 000 000
Activité C.3.3.4: Appui à l'organisation des Cadres de concertation à l'échelle des Régions	II	6 000 000
Budget total sous-composante C.3		10 000 000
BUDGET TOTAL COMPOSANTE C		65 846 699
Total fonctionnement		65 846 699
ETUDES		
Evaluation du FODEMER	II	11 920 500
Evaluation du dispositif des CREER	II	15 000 000
Enquête SYGRI et études socioéconomiques finales	II	39 132 320
TOTAL ETUDES		66 052 820
TOTAL DROITS		1 710 464
FONDS DE ROULEMENT	III	32 340 000
TOTAL GENERAL		165 949 984

Annexe 7: PTBA de clôture Janvier/Juin 2017

Code Activité	Libellé Activité	Catégorie	Prix Unitaire	Quantité	ESTIMATION FINANCIERE	FIDA
COMPOSANTE C: GESTION DU PROGRAMME						
Sous-Composante C 1: Coordination et gestion de l'UGP						
C.1.1.1.1	Charges salariales	IV	45 852 350	1	45 852 350	45 852 350
C.1.1.1.2	Indemnités de déplacement	IV	600 000	6	3 600 000	3 600 000
C.1.3.1	Fonctionnement des véhicules	V	1 500 000	6	9 000 000	9 000 000
C.1.3.2	Frais de fonctionnement UGP	V	7 240 000	1	7 240 000	7 240 000
Sous total C1					65 692 350	65 692 350
Sous-Composante C 3: Pilotage du programme						
C.3.1.1	Rédaction du rapport d'achèvement consultants internationaux	II	90 000 000	1	90 000 000	90 000 000
C.3.1.2	Rédaction du rapport d'achèvement consultants nationaux	II	10 000 000	1	10 000 000	10 000 000
C.3.1.3	Atelier de validation du rapport d'achèvement	II	6 000 000	1	6 000 000	6 000 000
C.3.1.4	Réalisation des audits des exercices 2016 et 2017 final	II	5 000 000	2	10 000 000	10 000 000
C.3.1.5	Organisation de l'archivage et transfert des acquis	II	10 000 000	1	5 000 000	5 000 000
C.3.1.6	Organisation de l'inventaire final avec la participation de la tutelle	II	5 000 000	1	5 000 000	5 000 000
Sous total C3					126 000 000	126 000 000
Total C					191 692 350	191 692 350
PASPRU					191 692 350	191 692 350

Annexe 8: PLAN DE TRESORERIE JUSQ'A LA CLOTURE

PLAN DE TRESORERIE	Nov	Déc.	Janv.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin
1. TRES, DISPONIBLE PRÊT/DON FIDA (16/11/2016)	94 841 878	14 296 892	1 847 281	151 250 577	184 706 469	129 613 528	94 480 587	75 287 647
Remboursement dép Inéligibles/dépenses en contentieux				35 559 562				
Montant Recouvré PRÊT/DON FIDA		- 30 000 000	- 80 000 000	- 90 313 744	- 78 151 722		- 54 325 881	- 75 287 647
DRF RECU PRÊT		121 662 815	241 469 137	99 203 014	78 151 722		54 325 881	75 287 647
DRF de remboursement	DRF 39	DRF 41						
DRF A PREPARER PRÊT FIDA	DRF 37 et 38	DRF 40	DRF 42		DRF 43		DRF 44	DRF 45
2. TOTAL	94 841 878	105 959 707	163 316 418	195 699 409	184 706 469	129 613 528	94 480 587	75 287 647
B. Décaissements FCFA								
I- Véhicules matériel et équipements	11 318 500	32 598 796	-	-	-	-	-	-
II- Etudes Assistance techniques, formations	104 047 155	128 926 750	1 072 900	-	45 000 000	25 000 000	10 000 000	61 000 000
III- Fonds de développement	32 340 000	-	-	-	-	-	-	-
IV- Salaires et indemnités	18 213 416	27 479 783	7 592 941	7 592 941	7 392 941	7 392 941	7 192 941	12 287 647
V- Frais de fonctionnement	7 196 025	8 656 826	3 400 000	3 400 000	2 700 000	2 740 000	2 000 000	2 000 000
Total FCFA Engagements Financiers PASPRU	173 115 095	197 662 155	12 065 841	10 992 941	55 092 941	35 132 941	19 192 941	75 287 647
Préfinancement état	92 570 109	93 549 729						
4. Solde FCFA du mois = 2 - 3	14 296 892	1 847 281	151 250 577	184 706 469	129 613 528	94 480 587	75 287 647	-0

Annexe 9: Reconstitution du Compte Désigné

Titre du projet : **Programme d'Appui et de Promotion du Secteur Privé en Milieu Rural (PASPRU)**

Prêt n° 775-BF/Don N° DSF 8030 BF

Période considérée :
31/10/2016

Formulaire 104

COMPTE SPECIAL DU PRÊT ET DU DON DU PASPRU n° 261 2200 C00 060 400 auprès de la BCEAO

Nom de banque : **Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO)**

1.	MONTANT AVANCE PAR LE FIDA	FCFA	491 967 500
2.	MOINS MONTANT INITIAL RECOUVRE PAR LE FIDA	FCFA	83 888 506
3.	EGAL ENCOURS ACTUEL DE LA SOMME AVANCEE		
	COMPTE SPECIAL (1-3)	FCFA	408 078 994
4.	SOLDE DU COMPTE SPECIAL A LA BANQUE BCEAO EN DATE DU 31/10/2016 SELON RELEVÉ CI-JOINT	FCFA	71 722 953
5.	PLUS SOLDE DU COMPTE DES OPERATIONS ECOBANK UGP A LA DATE 31/10/2016	FCFA	90 527 217
	PLUS SOLDE DU COMPTE ECOBANK Antenne Est A LA DATE DU 31/10/2016		1 032 427
	PLUS SOLDE DU COMPTE ECOBANK Antenne Ouest A LA DATE DU 31/10/2016		1 795 087
	PLUS ARGENT EN MAIN (CASH/ CAISSE) UGP A LA DATE DU 31/10/2016		3 183
	PLUS ARGENT EN MAIN (CASH/ CAISSE) Antenne Est A LA DATE DU 31/10/2016		2 800
	PLUS ARGENT EN MAIN (CASH/ CAISSE) Antenne Ouest A LA DATE DU 31/10/2016	FCFA	51 600
	Sous-total de 5.		93 412 314
	TOTAL DU COMPTE SPECIAL, COMPTES DES OPERATIONS ET ARGENT EN MAIN (4+5)	= FCFA	165 135 267
6.	PLUS MONTANT DES DEPENSES ADMISSIBLES JUSTIFIEES DANS LA	+ FCFA	0
7.	PLUS MONTANT PAYE DU COMPTE SPECIAL ET COMPTE DES OPERATIONS MAIS N'AYANT PAS ENCORE ÉTÉ DEMANDES		
	RAISON : Montant admissible pour lequel la DRF n'a été préparée	+ FCFA	70 230 746
8.	PLUS MONTANT DES DEPENSES DÉJÀ DEMANDES MAIS PAS ENCORE CREDITE A LA DATE DU RELEVÉ BANCAIRE ET DEMANDE APRES LA DATE DU RELEVÉ BANCAIRE		
	<u>DRF N°</u> 37	<u>DATE</u> 31/10/2016	<u>MONTANT</u> 121 662 815
	TOTAL DES DEPENSES PRECEDENTES PAS ENCORE CREDITEES	+ FCFA	121 662 815

9.	MOINS INTERETS GAGNES CREDITES AU COMPTE	-	FCFA	0
10.	EGAL MONTANT TOTAL DE L'AVANCE (n°4. à 9.)	+	FCFA	357 028 828
11.	EXPLICATION DE TOUT ECART ENTRE LES TOTAUX INDIQUES AUX LIGNES 3 ET 10 CI-DESSUS			
	Taxes à rembourser	1 103 154		
	Dépenses non éligibles	21 867 408		
	Dépenses non encore justifiées	28 369 750		
	Montant à reverser à la Caisse UGP après activité	76 441		
	Reversement effectué par Persl Antenne suite double prise en charge par CEAS et PASPRU	-284 000		
	reversements sur frais de mission trop perçu	-85 000		
	Ecart	2 413		
		51 050 166		
	TOTAL DE L'ECART	+	FCFA	51 050 166
	Montant non admissible à rembourser au compte du Programme (dépenses non éligibles)			
	Explication de l'écart :			
12.	DATE : 31/10/2016			
	Le Responsable Administratif et Financier		Le Coordonnateur National	
	<u>Karim OUEDRAOGO</u>		<u>Adama KABORE</u>	

Annexe 10 : Revue ECD DRF 34.

	Nbre de Form 102	Nbre de dép. sur Form 102	Montant Form 102	Nbre de dép. testés	n° des Form 102 testés	Montant dép. testés
Véhicule, matériels et équipements						
Etudes, assistance technique et formation	4	22	28 498 800	12	II.1, II.2, II.3, II.7, II .8, II.9, II.12, II.13, II.14, II.17, II.18, II.19	15 514 050
Fonds de développement						
Salaires et indemnités	17	119	50 176 487	51	IV.1, IV.2, IV.3, IV.8, IV.9, IV.10, IV.17, IV.18, IV.19, IV.26, IV.27, IV.28, IV.34, IV.35, IV.36, IV.41, IV.42, IV.43, IV.49, IV.50, IV.51, IV.57, IV.58, IV.59, IV.63, IV.64, IV.65, IV.70, IV.71, IV.72, IV.76, IV.77, IV.78, IV.82, IV.83, IV.84, IV.89, IV.90, IV.91, IV.97, IV. 98, IV.99, IV.103, IV.104, IV.105, IV.109, IV.110, IV.111, IV.115, IV.116, IV.117	22 792 044
Coûts de fonctionnement	12	97	19 922 960	36	V.1, V.2, V.3, V.8, V.9, V.10, V.14, V.15, V.16, V.20 V.21 V.22, V.26, V.27, V.28, V.35, V.36, V.37, V.44, V.45, V.46, V.51, V.52, V.53, V.60, V.61, V.62, V.70, V.71, V.72, V.79, V.80, V.81, V.88, V.89, V.90	16 472 739
Non alloué	0	0	0	0		
TOTAL	33	238	98 598 247	99		54 778 833

N° DRF	Date signature GnT	Montant DRF (en XOF)	Préparation selon instructions FIDA	Dépenses < 3 mois	Dépenses pertinentes et éligibles	Enregistrement dans la bonne catégorie	Dépenses SOE sur relevé bancaire ou journal de caisse	Vérification des pièces justificatives	Montant ECD	Montant et % de ECD testés
									98 598 247 FCFA	54 778 833 FCFA 55,6%
34	17/08/2016	146 819 040	Oui	Majoritairement la période des dépenses sont du 1 ^{er} mars 2016 au 30 juin 2016	Oui	Oui	Oui	Oui	Formulaires 102 : Etudes, Assistance Technique et Formation, Salaires et indemnités, Coûts de Fonctionnement.	

Insuffisance/indisponibilité des pièces justificatives

Catégorie II

1. Prise en charge des dépenses relatives à l'atelier d'auto-évaluation de la mise en œuvre des activités du PASPRU dans la région de l'Est, d'un montant total de 1 366 820 F CFA, dont le montant de la demande en remboursement s'élève à 727 800 F CFA. Il manque les deux autres factures proformas pour la pause-café et déjeuner lors de l'atelier. La facture du prestataire « Restaurant la Paillotte » d'un montant de 270 000 F CFA, n'a pas été certifiée « Bon à payer »
2. Paiement des dépenses relatives à l'atelier de cadrage avec les MER dans le cadre de l'opérationnalisation du FODEMER dans la région de l'est d'un montant de 1 554 000 F CFA. Il manque les deux factures proformas pour le choix d'un prestataire pour la pause-café et déjeuner d'un montant total de 575 000 F CFA, aussi la facture du prestataire « prestige service » n'a pas été certifiée « bon à payer ».
3. Paiement des dépenses relatives à l'atelier de cadrage avec les MER dans le cadre de l'opérationnalisation du FODEMER dans la région du Centre-Est, d'un montant de 1 521 000 F CFA, il manque les deux autres factures proformas pour le choix d'un prestataire pour la pause-café et déjeuner. Aussi, manque-t-elle la certification du RAF, avec le cachet du projet.
4. Paiement des dépenses relatives à l'organisation d'un voyage d'études et d'échanges sur l'étuvage de riz à Bagré au profit de vingt (20) Microentreprises Rurales, d'un montant de demande en remboursement s'élève à 2 188 450 F CFA. La facture de l'ENEP de Fada n'Gourma n'a pas été certifiée « Bon pour règlement » avec le cachet du projet. Il manque les deux autres factures proformas pour le choix d'un prestataire pour la location d'un car. Il manque la première page du rapport de mission.
5. Paiement des dépenses relatives à l'atelier d'évaluation des contrats tripartites des CREER de l'antenne de l'ouest, d'un montant de la demande en remboursement s'élève à 1 635 500 F CFA F CFA. Il manque les deux autres factures proformas pour le choix d'un prestataire, la facture du prestataire Resto-Bar la paillotte n'a pas été certifiée « bon à payer », avec le cachet du projet.
6. Paiement des dépenses relatives à la rencontre d'échange entre le PASPRU, les CREER et les CRA sur l'accompagnement dans la mise en œuvre du FODEMER, dont le montant de la demande en remboursement s'élève à 2 479 000 F CFA, il manque le compte-rendu ou le rapport de mission dans les pièces justificatives de dépenses.
7. Achat de billets d'avion Ouaga-Bamako-Ouaga, au profit du coordonnateur, du RSE et du responsable des volets technologies et formations professionnelles, de Soungalo Yamako Soulama du CEAS et de titiembou Mahama, pour la rencontre d'échanges avec Mali biocarburant. Le chèque n'a pas été acquitté par l'agence de voyage SATGURU. La facture du prestataire SATGURU n'a pas été certifiée « bon à payer ».
8. Paiement de la facture Sahélia Solar relative à la deuxième et dernière tranche pour la vérification des plaques solaires des CREER de l'antenne de l'ouest d'un montant de 520 000 F CFA, le prestataire Sahélia Solar n'a pas acquitté sur la copie du chèque.

Catégorie IV

9. Prise en charge des dépenses relatives à la mission conjointe PASPRU/partenaires pour la visite de réalisation et d'échanges avec les MER bénéficiaires dans les régions des hauts bassins des cascades, dont le montant de la demande en remboursement s'élève à 1 691 850 F CFA. Il manque le rapport d'activités dans la documentation analysé.
10. Règlement des frais de mission du responsable Volets et du chauffeur d'un montant de 203 000 F CFA, dans le cadre d'une mission préparatoire de la mission conjointe Gouvernement/FIDA. Il manque la copie du compte-rendu de la mission dans la documentation.
11. Règlement des frais de mission du Responsable en Suivi-Evaluation, du Contrôleur Interne et du chauffeur d'un montant de 690 000 F CFA, pour un suivi de la mise en œuvre des microprojets dans le cadre du FODEMER. Il manque la copie du compte-rendu de la mission dans la documentation.
12. Paiement des frais de mission du Coordonnateur, du RAMER, de l'assistant en suivi-évaluation et du chauffeur, d'un montant de 346 000 F CFA, pour participer au comité de pilotage du PASPRU. Il manque le compte-rendu de mission dans la documentation analysé.
13. Règlement des frais de mission du Coordonnateur, du RVTFP et du chauffeur, d'un montant de 89 500 F CFA, pour prendre part à la visite d'une unité d'extraction d'huile. Il manque le compte-rendu de mission dans la documentation analysé.

14. Règlement des frais de mission du contrôleur interne du ASE et du chauffeur d'un montant de 468 000 F CFA, pour un suivi de la mise en œuvre des micro-projet dans le cadre du FODEMER dans les régions couverte par l'antenne-est du PASPRU. Il manque le compte-rendu de mission dans la documentation analysé.
15. Règlement des frais de mission du RAF, du chef comptable et du chauffeur d'un montant de 246 000 F CFA. Il manque le compte-rendu de mission dans la documentation analysé.
16. Paiement des dépenses relatives à la première session 2015 du comité de pilotage du PASPRU en marge de la rencontre d'appropriation du PTBA 2015 par les CREER, dont la demande en remboursement s'élève à 6 159 040 F CFA. Nous avons constaté que toutes les factures sur cette dépenses n'ont pas été certifiées « bon à payer » avec le cachet du projet.

Catégorie V

17. Paiement de la facture de la SONAPOST relatif à l'abonnement annuel (exercice 2016), de la boîte postale du PASPRU, d'un montant total Hors taxe de 100 000 F CFA. La facture de la SONAPOST n'a pas été certifiée.
18. Règlement de la facture du caféteria Toussida, relative à la pause-café servi lors de la rencontre mensuelle en marge de la validation de projets de contrats d'objectifs 2016, d'un montant total de 238 000 F CFA, la facture du prestataire n'a pas été certifiée « bon à payer ».
19. Paiement de la facture de BUA HAMA, relative à l'appui à la consolidation (mise à jour de la base de données TOMPRO) d'un montant total hors taxe de 250 000 F CFA. Il manque l'attestation de service fait, dans la documentation analysé.
20. Paiement de la facture de l'ANT relative à l'acquisition de cartouches d'encre pour l'imprimante couleur au profit de l'UGP, d'un montant de 410 000 F CFA. La facture du prestataire n'a pas été certifiée « Bon à payer » avec le cachet du projet.

Appendice 7: Gestion des savoirs, apprentissage et innovation

Apprentissage

Le PASPRU offre plusieurs leçons pertinentes à tirer qui pourront être utiles pour la formulation du futur projet, mais aussi pour d'autres projets de développement rural.

Au niveau du ciblage

- *Ciblage géographique.* La zone d'intervention originelle du PASPRU couvrait sept régions, mais le programme n'a été opérationnel qu'au niveau de quatre, régions à savoir l'Est, le Centre-Est, les Hauts Bassins et les Cascades. Ce n'est que pendant sa dernière année d'exécution que le programme a entamé des activités dans les trois autres régions, notamment la Boucle du Mouhoun, du Centre Nord et du Nord, à cause de la lenteur de la mise en œuvre du programme. Le choix de la zone d'intervention a été basé sur l'existence d'opportunités pour le développement des activités non agricoles dans ces zones et sur la nécessité d'avoir une densité de population suffisante pouvant justifier la mise en place de services non financiers aux MER. Le niveau de pauvreté, comme critère a été pris en compte à un deuxième niveau. Le programme a concentré ses activités dans des communes ou localités où il existait déjà un certain nombre de MER dans le but de pouvoir offrir des services aux MER de façon efficiente et également en vue d'assurer la durabilité des CREER. Les principales leçons seraient les suivantes : (i) retenir comme d'intervention, celles à forte concentration de pauvres ; (ii) où existent des liens économiques ou commerciaux pouvant concourir à la réduction de la pauvreté des communautés rurales ; (iii) l'approche filière des projets futurs devraient utiliser un système d'information géographique et une cartographie comme outil de planification et de suivi ; (iii) les zones d'intervention des futurs projets devraient être réduites ou alors la mise en œuvre des activités devraient être séquencée et progressive.
- *Formations et technologies adaptées.* Le PASPRU a soutenu et promu la participation de ses groupes cibles à la définition de leurs besoins de formation et de qualification au cours de la conception et l'exécution MP. Les formations et approches ont été élaborées en tenant compte des contraintes, notamment le manque d'alphabétisation fonctionnelle et d'estime de soi, indispensables à l'autonomisation. Des méthodes participatives d'apprentissage par la pratique ont été appliquées, telles que les itinéraires d'apprentissage et les visites d'échange entre agriculteurs. Le programme a également promu l'accès des groupes cibles à des technologies améliorées concernant les moyens de subsistance et la répartition plus équilibrée des travaux ménagers entre les membres adultes de la famille, afin de libérer du temps que les femmes pourront consacrer à des activités commerciales. Les entreprises rurales offrent des possibilités rentables de création de richesse et d'emploi équitable à l'intention des ruraux pauvres. Les futurs projets doivent s'assurer que les formations et technologies qu'ils proposent sont adaptées aux besoins des groupes cibles.
- *Inclusion des femmes.* Les femmes ont été ciblées spécifiquement par le PASPRU. A date 56% des 8 642 personnes appuyées par le programme sont des femmes. Le programme s'est focalisé surtout sur la transformation, ce qui est un maillon des filières où les femmes sont très présentes. Une étude d'effets réalisée par le programme en mars 2016, montre que des 15 filières ciblées par le PASPRU, il y en a 12 qui sont presque complètement dominées par les femmes, notamment l'arachide, les balanites, les céréales, le coton, les fruits et légumes, le karité, le lait, le manioc, le néré, les oléagineux, le riz et le soja. Les hommes, par contre dominent les filières de l'artisanat, le bétail-viande et le miel. Au plan de la création d'emplois, les CREER emploient à date, un total de 120 personnes, 92 personnes pour les 23 premiers CREER opérationnels, dont seulement une femme, et quatre femmes les 28 nouveaux CREER. Les formations techniques et l'appui à la commercialisation ont contribué à une amélioration des revenus des femmes, ce qui est un facteur important de leur autonomisation. Cependant, l'accès des femmes à une activité rémunératrice reste freiné par l'analphabétisme, le faible niveau d'accès à des financements, son

absence de représentation dans les organes décisionnels communautaires et les coutumes qui, dans certains cas, les empêchent de participer à des formations hors de leurs villages. Ces contraintes doivent être adressées davantage par les projets futurs.

- *Inclusion des jeunes.* Le PASPRU a également ciblé les jeunes. A date 27% des 8 642 personnes appuyées par le programme sont des jeunes. Il faut noter que la participation des jeunes aurait pu être beaucoup plus élevée si les activités qui ciblaient spécifiquement les jeunes, notamment, la formation duale des jeunes apprentis et le renforcement des compétences des formateurs endogènes, n'avaient pas été supprimées suite aux recommandations des missions antérieures. Les jeunes se trouvent surtout dans les filières d'arachide, des céréales, du bétail-viande et du manioc. Par contre, ils sont absents dans les filières de l'artisanat, des balanites, des fruits et légumes et du soja. Une grande réussite du programme est que presque la totalité des CREER soit gérée par des jeunes. Cependant, les jeunes en milieu rural soulèvent fréquemment le problème du manque de formation dans des domaines comme le leadership ou la gestion d'entreprise, ainsi que des opportunités d'apprentissage quasiment inexistantes. En plus, l'accès à la terre est en enjeu majeur pour les jeunes qui désirent vivre d'une activité agricole ou travailler en milieu rural. Pourtant ils rencontrent bien plus de difficultés que les adultes pour y accéder, difficultés souvent démultipliées pour les jeunes femmes. Les prochains projets devront disposer d'une stratégie d'inclusion des jeunes très claire qui adresse ces contraintes.

Au niveau de l'approche

- *Durée.* Le PASPRU a eu une durée de six ans, mais il a connu un retard important dans la mise en œuvre des activités de terrain. Le programme n'est entré dans sa vitesse de croisière qu'en 2015. L'expérience montre qu'une approche systématique des activités commerciales en expansion, comportant des interventions adaptées et pertinentes qui répondent aux besoins des entreprises à chaque marche de l'échelle de la croissance (stade de démarrage, stade de survie de l'entreprise et phase de croissance), est la clé du succès des MER. Le fait d'assurer en permanence aux MPE des services d'aide au développement, holistiques, pertinents et d'application aisée, suscite l'intérêt des clients et garantit la durabilité. L'accompagnement des MER par le PASPRU a été très limité en termes de temps ce qui menace leur pérennisation. Les prochains projets doivent avoir une durée qui assure un accompagnement efficace des MER.
- *CREER.* Les CREER sont des entreprises (souvent une personne) de services de proximité basées en milieu rural en charge : (i) d'accompagner la structuration des MER ; (ii) d'identifier leurs besoins de formation et en technologies appropriées ; (iii) de réaliser certaines formations de base pour les MER ; (iv) d'orienter et d'accompagner les MER auprès des différents guichets publics et privés disponibles dans leur environnement ou œuvrant à l'échelle nationale; et (iv) l'élaboration des plans d'affaires des MER et la mise en relation avec les structures de financement. A date, 51 CREER sont effectivement fonctionnels et mis en place en deux vagues et certifiés par la Maison de l'entreprise au Burkina Faso (MEBF). Le dispositif des CREER suscite un intérêt croissant. Ainsi, ils ont été mobilisés par certains projets et programmes de développement (PAFASP, PROFIL, PCESA, NEERTAMBA, Bagré-pôle etc.) pour l'appui de promoteurs au montage de micro-projets, de plans d'affaires, la mise en œuvre de session de formation, l'animation d'atelier de mise en relation commerciale etc. Le dispositif des CREER peut être mise à l'échelle dans les projets futurs.
- *Approche filière.* Le PASPRU a retenu une approche filière et il a donné la priorité aux MER insérées dans des dynamiques de filière initiées. Le programme a concentré ses appuis surtout sur la transformation, ce qui a limité un appui équilibré à l'ensemble des maillons. Il faut également noter que le PASPRU s'est engagé dans un nombre très élevé de filières (plus de 15). Les projets futurs devront limiter le nombre de filières ciblées pour mieux concentrer et équilibrer ses interventions.
- *Accès au crédit.* Le dispositif initial de financement des MER a été revu en 2013 et remplacé par la mise en place du Fonds d'Appui à la Microentreprise Rurale (FODEMER) qui n'a malheureusement été opérationnalisé qu'en 2015 et suspendu en 2016 au regard de la longueur du processus de sélection des micro-projets. Cependant, plusieurs activités ont été conduites en marge des activités liées au FODEMER, à l'initiative des CRÉER basée sur des demandes

formulées par les MER pour faciliter leur accès au financement. Ces activités comprennent, les séances d'animation et sensibilisation sur le crédit avec l'appui ou non des IMF et banques, l'accompagnement des MER à l'ouverture des comptes, et le montage des microprojets et des plans d'affaire et le suivi du crédit. A date 1 351 MER ont bénéficié d'appui divers en matière de financement de la part des CREER. De ces appuis, il ressort que 158 MER ont bénéficié de crédit auprès des différentes IMF et banques de la place pour une valeur de 429 761 000 FCFA soit une moyenne de 2 720 000 FCFA par MER. Les projets futurs devront s'engager davantage pour améliorer l'accès au financement des groupes cibles, ce qui peut inclure la promotion de produits innovants et adaptés aux groupes cibles, et la création d'un cadre de concertation avec les IMF.

Du point de vue organisationnel

- *Gestion du projet.* La gestion du Programme a été marquée par des contreperformances répétitives depuis son entrée en vigueur en octobre 2010 jusqu'en mars 2015, date d'entrée en fonction de l'actuel et quatrième coordonnateur de l'Unité de gestion. Son exécution a notamment été marquée par de longues vacances de postes essentiels (coordonnateur, responsable MER, responsable S&E, etc.), l'absence de certains d'outils de gestion (manuel d'exécution qui n'a jamais été préparé) et l'élaboration tardive du manuel de S&E (trois ans après le démarrage du projet). Durant toute cette période, les taux d'exécution physique cumulé de 2010 à 2014 étaient de 34,29%. Cette contreperformance a justifié trois fois de suite en quatre ans, le classement du PASPRU comme projet à risque. A chaque fois, le maintien du Programme dans le portefeuille et la poursuite des activités n'ont été acceptés qu'en raison de la pertinence de la stratégie du programme par rapport aux politiques nationales et aux attentes des populations cibles. Ce n'est qu'à partir de 2015 que le programme a fonctionné avec un effectif complet. Il faudra s'assurer que les postes clés d'UGP soient remplis lors du démarrage et qu'elle accompagne d'une manière rapprochée dans l'élaboration et finalisation des outils de gestion.
- *Suivi et évaluation.* La performance du système de suivi et évaluation du PASPRU a été limitée par plusieurs facteurs: (i) la rotation de responsables de suivi et évaluation (RSE) (deux pendant la durée du programme) avec une passation de service qui n'a pas été faite et l'absence d'un RSE pendant toute l'année (2012-2013); (ii) le nombre élevé d'indicateurs inclus dans le cadre logique (66), la quasi-absence d'indicateurs d'effet et la non-réalisation d'enquête de référence durant toute la durée de vie du programme; (iii) la performance très hétérogène des CREER à cause du manque de moyens informatiques et de déplacement ; (iv) le non-respect du canevas de rapportage par certains partenaires ; et (v) la mise en place tardive et la non mise à jour de la base de données informatisée. Les prochains projets devront disposer au démarrage d'un cadre logique avec un nombre d'indicateurs pertinents et gérables, d'une enquête de référence et d'une base de données électronique. De révisions du cadre logique et ses cibles et indicateurs doivent être considérées pendant la durée de vie du projet, notamment lors de la revue à mi-parcours.

Partenariats. Le programme a été mis en œuvre en s'appuyant sur la stratégie du faire faire qui fait appel à des partenaires et des prestataires de terrain. Plusieurs partenaires avec des profils différents ont été mobilisés pour la mise en œuvre des activités. Il s'agit de partenaires institutionnels relevant du secteur public (DGPER, MEBF, DOPAIR, CRA, l'IRSAT, FAFPA, ANPE), d'une part et des prestataires de services (CEAS, CREER, consultants indépendants, etc.), d'autre part. Globalement l'expérience a été très positive et encourageante, il faut pourtant noter des difficultés qui ont entaché la mise en œuvre des contrats et conventions: (i) des retards importants dans l'instruction et la signature des contrats et conventions (pouvant aller jusqu'à six mois); retards assez souvent attribuables à des lenteurs au niveau du PASPRU et de l'administration; (ii) des tensions de trésoreries au niveau des prestataires dues à des mises à disposition des fonds (par le projet) pas toujours régulières et quelquefois pas aux moments appropriés; (iii) l'acquisition tardive des équipements et matériels roulant; (iv) une concertation irrégulière entre acteurs. Les futurs projets doivent assurer une concertation régulière entre le projet et ses partenaires afin d'identifier les problèmes et prendre les mesures correctives à temps.

Innovation: décrire toute innovation intéressante notée lors de la supervision

Le PASPRU a promu des innovations technologiques, techniques, commerciales et organisationnels à travers des opérations tests pour permettre aux micro-entrepreneurs d'intégrer les innovations, d'accéder à des services améliorés et de nouveaux marchés, d'introduire de nouvelles méthodes pour améliorer la productivité et la qualité des produits et développer des services professionnels. Une approche participative et "pro pauvre" a été appliquée impliquant des MER, des artisans équipementiers et des structures de recherche-développement. La diffusion des innovation s'est faite à travers différents supports, à savoir les campagnes de démonstration, les visites commentées, les unités artisanales pilotes mises en place, les formations techniques et professionnelles et les actions de recherche développement et d'innovations.

L'innovation la plus importante qui a été promue par le PASPRU sont les Centres de Ressources en Entrepreneuriat Rural (CREER). Les CREER sont des entreprises (souvent une personne) de services d'appui conseil de proximité basées en milieu rural en charge : (i) d'accompagner la structuration des MER ; (ii) d'identifier leurs besoins de formation et en technologies appropriées ; (iii) de réaliser certaines formations de base pour les MER ; (iv) d'orienter et d'accompagner les MER auprès des différents guichets publics et privés disponibles dans leur environnement ou œuvrant à l'échelle nationale (tel que le Fonds d'Appui à la Formation Professionnelle et à l'Apprentissage - FAFPA, le Fonds d'Appui à la Promotion de l'Emploi - FAPE, le Fonds d'Appui au Secteur Informel - FASI, le Fonds d'Appui aux Activités Rémunératrices des Femmes - FAARF, le Fonds d'Appui aux Initiatives des Jeunes – FAIJ, etc.) ; et (iv) l'élaboration des plans d'affaires des MER et la mise en relation avec les structures de financement.

En plus, le PASPRU a introduit et diffusé bien 18 équipements innovants, notamment (i) broyeur de manioc; (ii) presse de la pâte de manioc; (iii) décortiqueuse à sec de la graine de néré ; (iv) décortiqueuse, blanchisseur et nettoyeur de fonio ; (v) pasteurisateur de lait et de jus ; (vi) étuveuse de riz; (vii) semouleuse de céréales; (viii) séchoir solaire polyvalent; (ix) décortiqueuse de niébé; (x) décortiqueuse de riz; (xi) presse à vis motorisée pour extraction d'huile des produits oléagineux (balanités notamment); (xii) équipements d'extraction du beurre de karité (concasseur d'amande de karité, broyeur, baratte, torréfacteur, cuve de cuisson, filtre et conditionneuse principalement) ; (xiii) ruches kényanes; (xiv) équipements de traitement et de conditionnement du miel (extracteur de miel avec filtre, enfumoir, maturateur, fondoir de cire, centrifugeuse, etc.); et (xv) foyers améliorés; (xvi) broyeur de fruits et légumes; (xvii) dispositif de séchage du riz à l'ombre; et (xviii) séchoir mixte de la viande (kilishi).

Le projet a également promu la diffusion de 28 procédés innovants de transformation, de conditionnement et de conservation de produits qui prennent en compte les règles de bonnes pratiques de fabrication et d'hygiène, notamment le fonio blanchi et précuit; le soumbala à base de grains de néré; le riz décortiqué et blanchi et le riz étuvé; le miel traité et le cire; le couscous et la semoule; le lait caillé et pasteurisé, le yaourt, le fromage et le beurre; le beurre, les tourteaux, le savon et les produits cosmétiques d'amande de karité ; l'embouche et le kilishi de viande; l'attiéké et produits dérivés de manioc; l'huile de balanités; les brochette, le lait et les tourteaux de soja; le pain et les gâteaux de blé; et, le pagne tissé et la teinture dans la filière de l'artisanat.

Une études sur la viabilité technique ainsi que économique des nombreuses innovations introduites et diffusées pas le PASPRU sera conduite dans le cadre de la revue de l'achèvement du projet. Cette étude sera très utile pour les projets futurs qui s'occupent de la transformation de produits agricoles.

Appendice 8 : Présentation sur la revue de l'achèvement du PASPRU



Revue de l'achèvement du projet

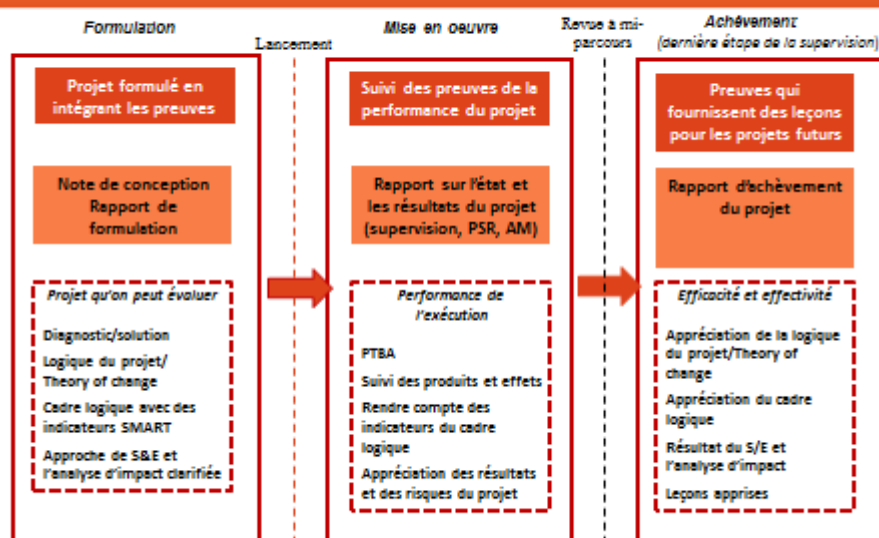
Steven Jonckheere
 Responsable de la gestion des savoirs, FIDA

15 novembre 2016

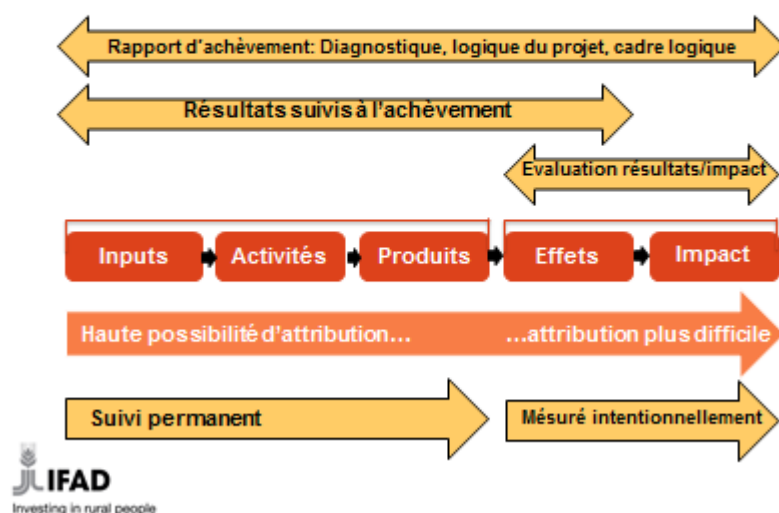
Introduction: Gestion axée sur les résultats



Introduction: Auto-évaluation du projet ancrée aux résultats



Introduction: Logique du projet à l'achèvement



Revue de l'achèvement du projet: Définition et objectifs

Définition

La revue de l'achèvement du projet est un processus (**QUOI**) entrepris par l'Emprunteur (**QUI**) à la fin de la mise en œuvre du projet (**QUAND**) afin de rendre compte des résultats obtenus (**POURQUOI**) avec les interventions du projet.

Objectifs

- Promouvoir la reddition de comptes (*accountability*)
- Réfléchir d'un œil critique à la performance
- Tirer des leçons ou enseignements
- Définir une stratégie post-projet
- Identifier les opportunités de mise à l'échelle

Appendice 9 . Développement des MER et des CREER

1. **La MER et son évolution** : Les micro-entreprises rurales (MER) constituent la clientèle potentielle sur le marché des SDE. Ces structures à vocation commerciale constituent la cible des prestataires de SDE que sont les Centres de Ressources en Entrepreneuriat Rural (CREER). Elles peuvent être des individus, des entreprises privées ou des groupements et associations. Le rapport principal du programme les distingue en i) porteurs d'initiatives économique (PIS) , Activités génératrices de revenus (ii) micro entreprise, Petites entreprises et Moyenne entreprises qui se distinguent en en fonction de leur niveau de développement. Les besoins de ces MER déterminent la nature des appuis attendus. Les besoins de MER sont énormes et on distingue (i) le renforcement des capacités techniques organisationnelle et managériale (ii) information et accès aux s équipements, les technologie et les marchés et (iii) accès au financement. Grâce aux appuis conseil du CREER qui déroule toute une démarche cohérente de services aussi bien opérationnels que stratégiques avec l'appui des partenaires du programmes ,l'évolution de la MER peut être observée à travers la satisfaction progressive des besoins se reflétant sur un certains nombres d'indicateurs clés que sont la création de revenus, ou l'augmentation du chiffre d'affaire, les emplois créés et ou confortés, et la capacité d'autonomisation. On distinguera par la suite l'évolution d'une PIE sans revenu à la création d'une MER puis une MER renforcée et enfin une MER autonome comme indiquée (avec des CA et revenus) dans le tableau ci-dessous.

MER RENFORCEE	MER CREEE
<ul style="list-style-type: none"> - C'est une MER qui existe, - qui est informée et sensibilisée, - qui s'est entretenue avec le CREER, - qui adhère au mode d'intervention du programme, - qui a été diagnostiquée, - pour qui un plan de développement a été élaboré, - qui bénéficie d'appuis (formation, appui-conseils, accès au crédit), - qui est périodiquement suivie et évaluée, - qui applique les appuis reçus, - qui a atteint les objectifs du plan de développement et qui est engagé dans le processus d'augmentation de revenus et/ou de création d'emplois non agricoles durables 	<ul style="list-style-type: none"> - C'est un PIE, - qui est informé et sensibilisé, - qui s'est entretenu avec le CREER, - qui adhère au mode d'intervention du Programme, - dont la situation de départ a été analysée, - pour qui un plan d'entreprise a été élaboré, - qui bénéficie d'appuis (formation, appui-conseils, accès au crédit), - qui est périodiquement suivi et évalué, - qui applique les appuis reçus, - qui a atteint les objectifs du plan de d'entreprise et qui est engagé dans le processus d'augmentation de revenus et/ou de création d'emplois non agricoles durables

Le PASPRU capitalise à ce jour ,4567 MER qui ont été créées soient renforcées et ou autonomisées . Ces MER sont répartis dans plusieurs filières et maillon dont le plus important est la transformation.

2. **Le CREER comme réponse aux besoins.** Les Centres de Ressources en Entrepreneuriat Rural (CREER) sont multidisciplinaires privés mis en place dans le cadre du Programme d'Appui et de promotion du Secteur Privé en milieu Rural (PASPRU), avec l'appui technique de la Maison de l'Entreprise du Burkina Faso qui en charge leur identification, formation certification et suivi après leurs installation. Le CREER développe une offre de prestations ponctuelles et un portefeuille de MER auxquelles il fournira un appui/conseil permanent (coaching).**En revanche ils sont eux même des entreprises évoluant en milieu rural, créant des emplois, générant des revenus gage de leur pérennité ou durabilité voir annexe** . Les appuis seront délivrés individuellement ou collectivement selon leur nature. Dans certains cas dépassant ses compétences, le CREER sollicitera les compétences de la MEBF ou des autres partenaires du PASPRU tels que le CE, l'IRSAT. Dans ces rôles la priorité est donnée aux services visant à développer l'accès des MER aux marchés.

3. **Le métiers du CREER et sa viabilité dans l'environnement des MER :** les fonctions des CREER s'articulent autour des prestations délivrées aux MER, à savoir les Services de Développement d'Entreprises (SDE). Ils sont essentiellement rattachés à la typologie des cibles à accompagner, notamment Les services destinés à ces cibles peuvent se regrouper en deux catégories, à savoir (i)- Les services opérationnels qui sont ceux dont l'entreprise a besoin pour les opérations quotidiennes, telles que l'information et les communications, la tenue de la comptabilité, le paiement des impôts, le respect des lois du travail et autres règlements, etc. ; et (ii) les services stratégiques, quant à eux, permettent à l'entreprise de résoudre les problèmes à moyen et long terme, en vue d'améliorer sa performance, sa compétitivité et de faciliter son accès aux marchés. Au-delà de ces services les CREER vont développer des initiatives des paiements effectué par le CRER

4. Les services stratégiques donnés avec l'appui des autres partenaires comme le CEAS, l'IRSAT doivent proposer des solutions adaptées aux MER en tenant compte de leur environnement, de leur capacité d'appropriation mais aussi et surtout de la rentabilité économique de leurs activités. C'est en cela que les innovations technologiques lors de la diffusion des équipements et touchant aussi bien les procédés et les équipement par exemple doivent –ils être technico économiquement validées.

5. **Les formations reçues par les MER.** Elles portent sur les thématique suivantes esprit d'entreprise e, l'organisation in la structuration, la gestion simplifiée et poussée, l'autonomisation des femmes, technologies et équipements , bonnes pratiques de production et d'hygiène ; visitées commentées et production traduction et diffusion de fiches techniques sur les procédés de transformation et de bonnes pratique d'hygiène.

6. **L'accès aux services financier des MER. On note deux modes de financement : le (i) financement directe des MER par les IMF** Le paysage rural burkinabé s'enrichit de plus en plus par la présences d'IMF dont le plus important réseau est celui des caisses populaire. Plusieurs activités ont été menées par les CREER pour accompagner ces derniers vers ces IMF ou même des Banques classiques pour le financement de leurs activités. L'accompagnement comprend plusieurs volets dont les séances de sensibilisation au crédit, la mise en relation avec les IMF, l'appui à l'ouverture de compte, l'élaboration des micro -projet ou de plan d'affaire, le suivi du crédit. Au-delà des 284 MER qui ont bénéficié du FODEMER, les appuis des CREER ont permis le financement de 158 MER pour un montant global de 429 000 000 FCFA. Cette performance est à rechercher au niveau du professionnalisme des CREER.

7. **Le FODEMER** est un instrument de financement par subventions à coûts partagés sur la base de montages financiers qui associent simultanément les ressources du PASPRU et celles des promoteurs (mobilisées auprès d'une IMF ou sur ressources propres). Mis en place et opérationnalisé en 2015 grâce à un préfinancement par le gouvernement de 350 000 000 FCFA, il comprend le guichet incitation et le guichet innovation. Le FODEMER se justifie par plusieurs facteurs auxquels les MER et leurs organisations font face, dont notamment (i) des difficultés d'accès au crédit (ii) la non prise en compte des MER et leurs organisations en amont et en aval de la production par les projets et programmes intervenants dans les régions (iii) l'introduction ou l'adoption de certaines innovations dans les activités des MER pouvant constituer des « leviers » de leur croissance. L'accès au fond est régi par un manuel préalablement élaboré par un cabinet d'étude puis validé et diffusé auprès des partenaires et acteurs du programme. Les micro- projets élaborés par les CREER sont soumis au Comité d'Approbation des Projets des CRA. Un comité de sélection se prononce sur la base de critères qui tiennent compte de la typologie des MER, de la rentabilité économique et financière prévue, des filières promues, et de la contribution du bénéficiaire. Celle-ci varie de 5 à 20 % pour le guichet d'incitation plafonné à 5 000 000 et de 1 à 5% pour le guichet innovation dont le montant n'excède pas 20 000 000 FCFA. Les microprojets sont soumis aux CAP par le canal des démembrements des CRA. A la date du 31 octobre les fonds ont été mis à la disposition des MER et les résultats sont attendus.

Quelques résultats illustratifs du PASPRU.

Création d'une MER : Cas DU GROUPEMENT LEZEKOULA, Transformatrice de Soja de Garango

Il s'agit d'un groupement de 25 femmes qui ne menait pas d'activités génératrice de revenu avant l'appui du projet mais considérée comme porteuse d'initiative économique (PIE). Ayant testé avec plus ou moins de succès la transformation du soja en brochette, ces dernières se rapprochent du CREER de leurs localité qui élaborent et exécutent un plan de renforcement de capacité qui leur permet de bénéficier de formation en technique de transformation de Soja réalisé par le CEAS, en BPHP, en gestion organisation. Plus tard et conseillé par le CREER ces dernières se cotisent dans un premier temps un fonds de roulement qui leur permet d'acheter la matière première le soja qu'elles transforment en brochettes de Soja qu'elle revendent. La PIE devient une MER. D'une capacité de transformation de 5 kg par jour le niveau de production atteint 8 à 10 kg et les brochettes se vendent très bien dans la ville grâce aux actions de promotion menées par les membres du groupement qui ne ménagent aucun effort pour faire connaître leurs produits sous les conseils avisés du CREER. L'activité prend de plus en plus d'ampleur le groupement s'organise et se scinde en deux groupes de travail. Limité par leur moyen, elles sollicitent avec le CREER l'élaboration d'un micro-projet soumis au FODEMER qui est accepté. La MER est renforcée avec 1250 .000 FCFA qui sert à l'équipement et l'achat de la matière première. Les revenus du groupement tirés de la vente des brochettes et des sous-produits augmentent et les bénéfices sont distribués aux membres au point où certaines consacrent entièrement l'activité. Cette MER a créé 25 emplois directs. A présent, elles envisagent diversifier leur production par la valorisation du lait de soja qui est jetée et la fabrication de la pâte pour la vente à d'autres transformatrices de la localité et surtout des centres urbains où la demande est très forte.



Femmes du groupement lors d'opération de triage du soja, du pressage de la pâte et de la cuisson des brochettes

Mai de octobre					
01/10/2016	Douma	graines de soja	4 sacs	455.000	paye
	Zoua Andou	Suile	4 Soudon	42.000	paye
	Maga Ilikoum	Souit	4 Soudon	40.000	paye
	"	Condiment		15.000	paye
	Madame	Baguette	1 paquet	1.000	paye
	"	Aluminium	1 paquet	1.750	paye
	"	Soudon	4 sacs	2.000	paye
	"	eau	30 litres	4.500	paye
Total				271.250	paye

Cahier de compte régulièrement tenue par le groupement de femme

Compte d'exploitation mensuel du groupement de transformation du soja du groupement lezekoula de Garango

Nombre de membre: 25



Nombre de groupe de travail: 2

Mode de production: groupes travaillant de façon concomitante sur des sites différents

Désignation	Unité	Quantité	Coût unitaire En FCFA	Coût total FCFA
Chiffre d'affaires				913 500
Vente des brochettes: (i) 6 assiettée transformées par jour, (ii) la production d'une assiettée est vendue à 5 000 F CFA	Assiettée	180	5 000	900 000
Vente des tourteaux (la transformation de 100 kg de grains de soja libère du tourteau d'une valeur de 7 500 F CFA)	Tourteau	180	75	13 500
Charges				508 825
Achat de grain de soja	Assiettée	180	800	144 000
Achat de bois	Charrette	3	10 000	30 000
Coûts de l'eau	Fûts	5	60	300
Frais de condiments	Sacs	3	20 000	60 000
Achat mayonnaise	Boîtes	6	4 000	24 000
Coût du broyage	Assiettée	180	125	22 500
Papier aluminium	Rouleau	6	750	4 500
Baguettes de bois	Paquets	6	250	1 500
Achat de charbon	Sacs	3	6 000	18 000
Coût du gaz	Bouteilles	2	1 250	2 500
Emballage	Paquets	25	125	3 125
Loyer	Mois	1	7 500	7 500
Main d'œuvre (500 F CFA/Pers/jours)	Nombre	360	500	180 000
Amortissement du matériel	Forfait	1	10 900	10 900
Résultat net mensuel pour un groupe de travail				404 675
Résultat net mensuel groupement Lezekoula				809 350

Renforcement d'une MER existante : l'Unité artisanale de transformation de la viande en kilichi de Koupéla.

Monsieur Dicko Youssoufa Boureima et un jeune promoteur de l'unité qui produit des lanières de viande de bœuf séchées simples ou enrobées dans une mixture à base de pâte de tourteaux d'arachide de sel de piment et d'arôme divers. Avant l'appui du projet, le promoteur travaillait de manière traditionnelle. Toutes les opérations du découpage de la viande à l'emballage se déroulaient à l'air libre à la merci de divers intempéries. L'appui du projet a consisté à (i) améliorer le procédé et les conditions de travail (ii) mettre en place des infrastructures avec la contribution du promoteur (iii) et faciliter la commercialisation des produits.

	Avant	Amélioré
Procédé		
Désossage	Manuel	Manuel
Parage e découpage	Non standardisé	En lanière standardisée
Assaisonnement	Non standardisé	Marinage standardisé
Séchage	Sur des claies en tige de mil et à l'air libre	Séchoir à appoint thermique au gaz et con
Cuisson	Feu de bois (1 à 1H30)	Au gaz et sur tôle en inox 45 mn
Pesage	Non	Systématique
Ensachage		Systématique
Etiquetage		Etiquetage amélioré
Environnement	Hangar éphémère et opérations unitaires de transformation à l'aire libre.	<u>Unité complète avec clôture</u> Bâtiment compartimenté comprenant : salle de préparation grillagée, salle de marinage et salle de conditionnement
Mesures d'hygiène	Néant	<ul style="list-style-type: none"> - Vestiaire+ toilette - Port de blouse obligatoire +cache nez pour le personnel - Lave –mains - Principe de la marche en avant du produit respecté
Personnel	10 à 15	-37 Emplois directs dont 12 à temps plein
Autres Emplois	- 5 -7 vendeurs	-10 vendeurs - réseau d'une dizaine de restaurant
Matière première par jour	3- 4 Cuisses de bœuf	8-12 cuisses de bœuf par jour
Produits	-Kilichi en vrac et en sachet - Os	- kilichi en sachet - Vente des os aux restauratrices
Autres matière	<ul style="list-style-type: none"> - Tourteaux et ou pâte d'arachide - Sels et épices divers - Piment sec 	<ul style="list-style-type: none"> - Tourteaux d'arachide - Sels et épices divers - Piment sec
Produits	-Kilichi en vrac et en sachet - Os	- kilichi en sachet - Vente des os aux restauratrices
Chiffre d'affaires		4 687 500 FCFA à 15 000 000 FCFA
Gestion	-	- Tenue de cahier de comptabilité
		

Commentaire :

- Activité structurante car elle dynamise tout un ensemble d'activités économique de la zone.
- La chaîne d'approvisionnement comprend les bouchers qui sont obligés de lui fournir une certaine qualité de viande d'où leur lien avec les emboucheurs pris également comme MER
- Les ingrédients et assaisonnant sont à base de pâte d'arachide et autre arôme, l'unité s'approvisionne au quotidien pour 15 000 FCFA de pâte d'arachide auprès des femmes transformatrices de la zone qui sont de MER.
- Les os sont vendus dans un circuit de restauratrice spécialisé dans la préparation de soupe la vente de ces os varient de 15 000 à 50 000 FCFA par jour
- En plus de son propre de vente, la production est répartie à une dizaine de vendeur prestataires qui sont rémunérés sur le volume vendu.
- Les employés (37) sont tous jeunes et souvent il s'agit de d'élèves et étudiants qui pendant les vacances travaillent dans l'unité pour se faire de l'argent. N'étant pas du domaine ils apprennent un métier
- L'unité bénéficie de l'accompagnement des services de la Direction de l'Agriculture et de la Direction de l'élevage.
- Le CEAS intervient dans la formation, l'équipement la mise en place des infrastructures

Liste des technologies introduites et diffusées avec l'appui du CEAS

Pour poser les bases d'un développement durable des activités des MER évoluant dans la transformation des produits agro sylvo pastoraux et halieutiques, il a été introduit et diffusé dans le cadre du PASPRU des technologies (équipements et procédés) auprès de ces derniers. La diffusion s'est faite à travers les supports ci-après(i) les campagnes de démonstration ;(ii) les visites commentées ;(iii) les unités artisanales pilotes mises en place ;(iv) les formations techniques et professionnelles et (v) les actions de recherche développement et d'innovations.

Equipements diffusés

1. Broyeur de manioc ;
2. Presse de la pâte de manioc ;
3. Décortiqueur à sec de la graine de néré ;
4. Décortiqueur, blanchisseur et nettoyeur de fonio ;
5. Pasteurisateur de lait et de jus ;
6. Etuveuse de riz ;
7. Semouleuse de céréales ;
8. Séchoir solaire polyvalent ;
9. Décortiqueur de niébé et de riz ;
10. Presse à vis motorisée pour l'extraction d'huile des produits oléagineux (balanités notamment);
11. Equipements d'extraction du beurre de karité (concasseur d'amande de karité, broyeur, baratte, torréfacteur, cuve de cuisson, filtre et conditionneuse principalement) ;
12. Ruches kenyanes ;
13. Equipements de traitement et de conditionnement du miel (extracteur de miel avec filtre, enfumoir, maturateur, fondoir de cire, centrifugeuse, etc.) ;
14. Foyers améliorés.

LES PROCEDES

Les procédés ont concerné les techniques de transformation, de conditionnement et de conservation des produits. La diffusion des procédés a pris en compte les règles de bonnes pratiques de fabrication et d'hygiène.

Matière première	Produits finis
Fonio	Fonio blanchi, Fonio précuit
Grain de néré	Soumbala
Riz	Riz décortiqué et blanchi, Riz étuvé
Miel brut	Miel traité, Cire
Céréales	Couscous ,Semoule
Lait	Lait caillé, Lait pasteurisé, Yaourt, Autres dérivés fromage et beurre
Amende de karité	Beurre, Tourteaux, Savon ;Produits cosmétiques
Bétail viande	Embouche Kilishi
Manioc	Attiéké et produits dérivés
Balanités	Huile
Soja	Brochette, Lait, tourteaux
Blé	Pain ,Gâteaux
Artisanat	Pagne tissé Teinture

Etat de répartition du Fonds de Développement des MER du guichet innovation par filière

Sur 857 dossiers présentés aux CAP, 284 ont été financés dont la répartition se présente comme suit : le guichet incitation avec 261 microprojets et le guichet innovation avec 23 microprojets. Au total 243 femmes ont bénéficié soit 75% sur 50% prévus des bénéficiaires contre 25 % d'hommes pour un montant global de 279 835 102 FCFA soit 86 % du montant total. Sur un cout global total de 354 314 814 FCFA, la contribution des MER a été de 50 167 624 FCFA soit 12 %.

Annexes 5 : Etat du crédit octroyé directement au MER type d'IMF et de Banque en FCFA.

NOM CRÉER	MER IMF	MER BANQUE	OBJET			RCPB	Autres IMF	Banques	MER
			FDR	E	FDR+E				
Mangodara	216	-	17 080 000				17 080 000		13
K-Sambla	19	-	13 140 000	1 850 000		10 460 000	4 530 000		19
Ouargaye	17	1	5 425 000	1 000 000	250 000	1 675 000		5 000 000	10
Goungin	3	2			84 200 000		29 000 000	55 200 000	5
Poutytenga	44	38	10 550 000	1 250 000		6 800 000		5 000 000	8
Garango	616	-	23 300 000		12 750 000	750 000	35 300 000	-	5
Mani	7	-	7 500 000			7 500 000			7
tenko	101	27	4 700 000	350 000	6 600 000	10 850 000		800 000	2
Mouso	2	2	2 650 000	800 000	26 100 000	23 000 000	2 850 000	3 700 000	16
Gayéri	16		1 100 000	500 000	750 000	1 250 000	1 100 000	-	6
Loumana	11	43	1 250 000	52 416 000			3 666 000	50 000 000	10
Toussiana	18	-	8 100 000	1 000 000		4 300 000	4 800 000		13
Bobo	82	4	10 000 000		6 000 000	1 500 000	11 500 000	3 000 000	6
Yarga	21		-	-	-	-			-
Zabré	23		3 700 000		2 500 000	5 700 000	500 000		10
Diabo	5		400 000		4 000 000		4 400 000		2
Banfora	12		14 700 000	1 500 000		10 700 000	5 500 000		8
Douna	19	2	34 350 000		68 000 000	33 900 000	68 450 000		18
TOTAL	1 232	119	157 945 000	60 666 000	211 150 000	118 385 000	188 676 000	122 700 000	158

Au total 1351 MER ont reçus des appuis sur l'accès au financement et 158 MER ont obtenu un montant total de crédit de 429 761 000 FCFA du RCP des banques été autres IMF

Annexe 6 : Répartition des partenaires (32) avec lesquels les 23 CREER travaillent contre paiement des prestations

Publique (02)	Privé (5)	ONG (17)	Projets et programmes (8)
MEBF, FAFPA,	SOPROMAC , GEBANA NAFASO, UNERIZ WEND PUIRE	ACFBAM BorneFonden, ABILIS ; AMAP Association Nerwaya Association bissakoupou, CARL , ASPA ; IDE, OCADES Afrique verte, ONG VARENA, TinTua CEAS ,APM2A; Ass Wouol ; Vétérinaire Sans Frontière	PASPRU, USADF, PCESA. AES/Italie ; PAERIZ ICA/GIZ ;REGIS AG ,Neer-Tamba, PCESA

Répartition du Chiffre d'affaire par CREER en fonction et par type de partenaire MER du 1^{er} janvier au 31 octobre 2016

Gestionnaire CREER	Chiffre d'affaire en FCA	PASPRU en FCFA	MER en FCFA	autres partenaires en FCFA
Sana Zakaria	13 365 700	3 400 000	3 295 000	6 670 700
Sanon Mamadou	7 403 875	3 400 000	1 941 800	2 062 075
Guingané Issaka	12 583 700	3 400 000	960 000	8 223 700
Ouédraogo Adama	20 325 000	3 400 000	2 300 000	14 625 000
Sanou Faustin	12 725 700	3 400 000	1 800 000	7 525 700
Yves Capochichi	49 216 500	3 400 000	1 445 000	44 371 500
OUEDRAOGO Aboubakari	31 543 190	3 400 000	350 000	27 793 190
OUEDRAOGO Safiatou	24 764 155	3 400 000	3 375 400	17 988 755
Sama Alexis	9 886 000	3 400 000	750 000	5 736 000
SON SIAKA	11 562 500	3 400 000	4 124 300	4 038 200
Zerbo Idrissa	8 558 450	3 400 000	690 000	4 468 450
OUEDRAOGO Zacharia	15 000 000	3 400 000	1 200 000	10 400 000
Sabo Adama	10 795 700	3 400 000	1 500 000	5 895 700
Traoré Martin	8 315 500	3 400 000	2 150 000	2 765 500
YAO Daworfo N'Dali	11 879 700	3 400 000	3 600 000	4 879 700
Soulama Drissa	9 095 700	3 400 000	1 500 000	4 195 700
TOMPOUDI Issa	8 100 900	3 400 000	160 000	4 540 900
Sourabie Mahamadou	12 671 800	3 400 000	1 300 000	7 971 800
Beogo Theodore	7 763 875	3 400 000	2 211 800	2 152 075
Barry Oumaou	7 800 000	3 400 000	364 000	4 036 000
Yrené DIATIN	33 072 200	3 400 000	1 320 000	28 352 200
KONE Diarra Mamadou	11 438 200	3 400 000	1 510 000	6 528 200
SOMDA Domebera	33 200 800	3 400 000	1 571 800	28 229 000
TOTAL	371 069 145	78 200 000	39 419 100	253 450 045